QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE Nº 13329 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 6-LUNDI 7 DÉCEMBRE 1987

Espoir pour le Cambodge

a monnaie

The second second

1. AUTE SARRE

Flection blas

l'Académie in

and Someth 100

Ou from

ie Glenius

ET PLUS!

Bearing to the east own to the

C'est par une diplomatie fondée à la fois sur la diplomatie fondée à la fois sur la souplesse et la fermeté que le prince Sihanouk est parvenu, vendredi 4 décembre, à Fère en-Tardenois, à définir avec le chef du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen, un cadre pour la solution de cette crise du Cambodia qui perdura deruie hieroste. bodge qui perdura depuis bientôt dix-huit ans. Par une sorte d'alchimie imprévisible, ce premier contact entre frères ennemis a créé une atmosphère de chaleur spontanée, de retrouvailles, qui a surpris les partici-pants eux-mêmes et eccéléré le négociation.

Ferme, le prince a réaffirmé. rerme, le prince-e restirmé, avec force qu'il n'accepterait jemais de rentrer à Phnom-Penh tant que le régime « populaire » provietnamien n'aurait pas été aboil et remplacé par une démocratie « à la française ». Il a également déclaré « nuls et non avenus » les accords signés avec Hanoï, et en particulier ceux por-tant sur l'épineux tracé des fron-

Souple, il s'est contenté d'un texte en quatre points, un cadre contente d'un texte en quatre points, un cadre dont il faudra rempir les blancs le mois prochain, toujours à Fère-en-Tardenois. C'est là que commenceront les véritables difficultés, car il faudra y définir avec précision la nature du nouvenu gouvernement, et le rôle que les parties — les deux présentes, mais sussi les absents, Khmers rouges et nationalistes de M. Son Sann — pourront y

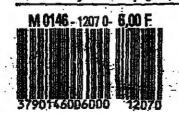
mem aborder la questionnelé du retrait des troupes vietne-miennes — plus de cent mille hommes, — qui continuent de camper en territoire klimer et. trouver un compromis entre les deux thèses en présence: pour les Khmers rouges et Pékin, ce retrait doit être un préalable à et Hanoi, il devrait en être la

La diplomatie du prince Sinaconcilier ces deux points de vue. Le climet de la rencontre montre qu'un tel compromis est désormais possible. Surtout après la réaffirmation claire per M. Hun Sen qu'un accord ne pouvait se faire que par un « dialogue » avec « toutes les autres parties cambodgiennes » — c'est-à-dira avant tout les Khmers rouges - à la condition qu'ils se débarrassent de leurs dirigeants les moins présentables, MM. Pol Pot et leng Sary. M. Khieu Semphen est, pour se part, un chaf accep-

Cependant, ce qui fait l'importance de ce « pre-mier pas » en fait également la faiblesse. Le fiou qui entoure les quetre points du communiqué permet en effet de multiples interprétations. Et si l'on peut faire confiance à l'habileté manœuvrière d'un Norodom Sihanouk qui a su survivre à tant de vicesitudes, on ne saurait negliger l'obstination légendaire les Vietnamiens. 🔯

En se mettant en « congé » de présidence et en prenent ses distances par rapport à l'intransi-geance chinoise, le prince Sinenouk a tendu une perche à des adversaires en position solide, certes, mais incapables de l'emporter et désespérément avides d'une recomaissance que avides d'une reconseissance que cominue de leur refuger la communauté internationaire. Si un premier pas considérable a été accompli vers la fin de le troisième guerre d'Indochine, il reste encore bien des obstacles à franchir avant que les armes pe taisant.

(Lire nos informations page 4.)



Malgré les bons indices économiques

La déprime des marchés financiers risque de se poursuivre

La baisse concertée des taux d'intérêt en Europe et l'accélération de la croissance de l'économie japonaise n'ont pas relancé les marchés financiers dont la déprime risque de se pour-

Vendredi 4 décembre, le recul du dollar n'a pu être stoppé qu'au prix d'inter-ventions des banques centrales.

Les opérateurs attendent une éventuelle réunion des ministres des finances des pays industrialisés pour retrouver confiance.



Les mutins de Besançon ont libéré leurs otages

Les trois gardiens de prison ont été relâchés samedi 5 décembre dans la matinée PAGE 16

Le sommet européen de Copenhague

Négociations difficiles sur les prix PAGE 4

La rencontre Reagan-Gorbatchev

Les conservateurs américains se fâchent PAGE 3

« Grand jury RTL-le Monde»

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, invité dimanche de 18 h 15 à 19 h 30

Le sommaire complet se trouve page 16

Le paradoxe de la crise

Les marchés financiers ne l'activité sous forme de crédits savent plus à quels saints se vouer. Malgré les différentes mesures de relance annoncées en Aliemagne fédérale et le regain de croissance de l'économie japonaise, les marchés boursiers et des changes ont terminé la semaine dans un climat extrêmement tendu. Le dollar ne s'est stabilisé qu'au prix d'inter-vention, des banques centrales. Les cours des actions out continué de baisser. L'indice Dow Jones ~ le thermomètre de la Bourse de New York - a encore reculé, vendredi 4 décembre, de 9,8 points, tombant à 1766,74, un niveau pro-che de celui atteint après le krach du 19 octobre. Les opérateurs sont en fait atteints d'une grave crise de foi !

Les marchés auraient dû d'abord se réjouir des nouvellespressions américaines et françaises, le gouvernement fédéral a arrêté, mercredi 2 décembre, quelques mesures de soutien à

bonifiés. Mieux encore, il a encouragé - un acte inhabituel de sa part - les chefs d'entreprise à se montrer généreux dans les accords salariaux en cours de discussion, de manière à encourager la consommation. Jeudi, la Bundesbank cédait sur un élément essentiel, en acceptant de réduire d'un demi-point son taux de l'escompte, ainsi ramené à 2,5 %, niveau historiquement bas. Le mouvement était suivi par la plupart des autres pays européens, dont la France. Anticipé par les marchés, cet ensemble de mesures les a peu impressionnés. Dès vendredi, les pressions à la baisse sur le dollar étaient à nouveau très fortes. Le stabilisation du « billet vert » n'a été possible venues d'outre-Rhin. Suite aux importantes des banques centrales japonaise, allemande et anglaise.

ERIK IZRAELEWICZ. (Lire la suite page 13.)

Les conséquences de la cohabitation aujourd'hui et demain

La présidence relative

par Alain Duhamel

De 1958 à 1986, la Ve République a, durant vingt-huit ans, vécu sous le régime de la présidence absolue. Le souverain était certes démocratiquement élu, l'Etat de droit globalement respecté, mais le pouvoir se concentrait à l'Elysée. Le monarque républicain exerçait pleinement ses attributions constitutionnelles et bénéficiait, de surcroît, d'une véritable hégémonie politique.

Il déléguait à sa guise une fraction de son influence - variable scion les hommes et les circonstances - à son premier ministre, mais tous - gouvernement, Parle-ment, partis de la majorité, haute administration, entreprises publiques - pliaient devant sa volonté. Au-delà, de bonne ou de mauvaise grace, les milieux dirigeants

admettaient sa férule. Dans forme de régence républicaine aucun autre pays pluraliste au monde, le chef de l'exécutif ne dominait à ce point la vie publi-

Depuis 1986, tout a changé avec la cuhabitation, et François Mitterrand fait maintenant figure de monarque constitutionnel. Il utilise certes largement ses prérogatives, il conserve la première place sur le théâtre extérieur, il veille au respect des institutions et des principes de la République. Il symbolise l'Etat et la France, il inspire le Parti socialiste et il no se prive pas de commenter fort librement l'action du gouvernement II se mais il ne domine dyarchie bancale.

Ayant perdu la suzeraineté dence absolue. politique, il expérimente une

Cette transition nécessaire n'est considérée par personne comme durablement viable : hors de France, elle apparaît plus byzantine que cartésienne, les candidats a l'élection présidentielle, officiels ou officieux, déclarés on poten-tiels, aspirent tous à y mettre fin. Ils admettent ce qu'avait d'excessive la primauté du chef de l'Etat avant 1986. Ils redoutent ce qu'à d'inefficace ce tandem actuel, où l'un pédale et l'autre freine. Après la présidence absolue et la présidence ligotée, voici donc l'heure

de la présidence relative. Les quatre personnalités susceptibles d'être élues - François plus, et il vit sans plaisir cette Jacques Chirac et Michel Rocard - ne veulent plus d'une prési-

(Lire la suite page 7.)

Le rapport de M. Francis Beck

Bibliothèque nationale : rénovation ou révolution

Léotard, a demandé à M. Francis Beck, ancien direc-Bibliothèque nationale, les fonctionnement. Les solutions proposées dans ce rapport sont radicales.

« La dégradation incontestable de l'image de la Bibliothèque nationale et son incapacité à remplir son rôle dans des conditions sotisfaisantes, maigré des moyens considérablement augmentés, provoquent à rebours des sensations de frustration et de démoralisation. Celles-ci sont peu favorables à la nécessaire mobilisation des énergles que justifierait la situation actuelle de

Le ministre de la culture et de cette année, a été remis au minis- avec celles de Livre-hebdo la communication, M. François 'tre à la fin de l'été, après une enquête minutieuse menée tamune petite minorité, il fait grincer bien des dents. Ces 80 pages problèmes qu'elle rencontre et bien des dents. Ces 80 pages s'articulent en trois parties : les remèdes à apporter à son problèmes rencontrés par le problèmes rencontrés par le problèmes rencontrés par la Bibliothèque, les réformes à entreprendre, les moyens de les

La «Nationale» et ses annexes de province, occupent une surface de 130 000 m² de plancher. Elle emploie près d'un millier de personnes et reçoit depuis 1982 des moyens financiers en augmentation constante. Mais ses résultats, note M. Beck, sont insuffisants. Les acquisitions issues du dépôt légal sont enregistrées trop lentement (quinze jours pour l'estampillage des arrivées, sept semaines M. Francis Beck est tranchant.

Son rapport, commandé par M. François Léotard en janvier de la BN) font double emploi

Lire également page 9 Un entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie nouvel administrateur général:

ell faudra créer une « BN bis » à proximité de Paris »

(organe du Cercle de la librairie). Le catalogue, d'une complication bour battant. Il circule inutile, est d'un maniement diffiaujourd'hui parmi le personnel de cile. Il n'est pas à jour du fait tem de l'administration géné aujourd'hui parmi le personnel de cile. Il n'est pas à jour du fait rale, un rapport sur l'état de la la rue de Richelieu où, s'il réjouit d'une informatisation qui n'est toujours pas effective. Dans les domaines qu'elle cou-

vre, la Bibliothèque n'atteint l'exhaustivité que dans celui des imprimés français. Son taux d'enrichissement est trop faible par rapport à celle des grandes bibliothèques (la croissance de son fond pour les imprimés est de 0,5 % par an contre 1,6 % pour la Librairie du Congrès de Washington et 2,3 % pour la British Le stockage des documents

entreposés pose des problèmes de plus en plus aigus. La menace qui pèse sur 1 270 000 volumes du fait de l'acidification du papier et l'autodestruction de celui-ci paraît impossible à résoudre avec les moyens dont dispose actuelle-ment la BN. Le coût global de l'opération se chiffrant à 317 millions de francs. Enfin la communieation des documents aux lecteurs est insuffisante compte tenu de leur nombre croissant. Le service du prêt et l'accès des collections à distance n'est pas au point.

> **EMMANUEL DE ROUX.** (Lire la suite page 9.)

PRIX DE L'ACADEMIE DES SCIENCES **MORALES ET POLITIQUES**

Pierre MILLOZ

Préface de Alain Peyrefitte



Dunod

Avec érudition et humour, l'auteur décrit ce "mal administratif", comme Alain Payrefitte, qui préface l'ouvrage, avait dénoncé le "mai français".

Texte aéré, ton enjoué à l'humour parfois caustique... Il faut lire en priorité ce brillant essai. R. Catherine - La Revue Administrative

Chirurgical... L'une plume aigüe et alerte...

Excellente mise au point, originale dans sa présentation, agréeble à lire.

La préface par l'auteur du "mai français" souligne assez la continuité intellectuelle d'Alain Payrefitte à Pierre Milloz.

C. Cabana, ministre de la réforme administrative - Le

A L'ÉTRANGER: Algéte, 3 DA; Merce, 6 dk.; Tunisis, 700 m.; Allemagne, 2.50 Det; Austiche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 S; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 60 p.; Grico, 180 dc.; Sjande, 90 p.; Italie, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Lunembourg, 40 f.; Novège, 13 br.; Pays-Ber, 2.50 ft.; Portugal, 130 esc.; Sérégal, 335 F CFA; Suites, 14 cs.; Suites, 1.80 ft.; USA, 1,50 S; USA (Next Coast), 1,75 S.

RENDEZ-VOUS

Dimanche 6 décembre - Bolivie : élections municipales dans les capitales de département et de province.

Landi 7 décembre. - Gran Bretagne : rencontre entre Mme Thatcher et M. Gorbattannique de Brice Norton. Etats-Unis: début du sommet entre M. Reagan et M. Gorbatchev

Bruxelles : conseil des minis-tres des l'inances des Douze. Mardi 8 décembre. - Argen-tine: Grève générale de vingt-quatre heures à l'appel de la CGT péroniste.

Danemark : réunion du coordonner la lutte contre le terrorisme dans la CEE (jusqu'au 9).

Mercredi 9 décembre. - Italie. visite d'Etat du président argentin Alfonsin (9-11). Suisse : élection au conseil fédéral (gouvernement).

Jendi 10 décembre. ~ Etats-Unis : cérémonie pour la signature du traité sur l'élimination des euromissile France: ouverture à Antibes du quatorzième sommet franco-africain (jusqu'au 13). Samedi 12 décembre. - Nigeria : élections municipales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS. **75427 PARIS CEDEX 09** Tél. : (1) 42-47-97-27 Telex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Gérant :

André Fostuine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Audré Lauress (1982-1985)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société : - Société civile - Les rédacteurs du Monde Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Corédacteur en chef: Claude Sales.



TEL: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 TELEX MONDPUB 206 136 F

Imprimerit du - Monde -7, r. des traliess PARIS-IX-Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 3615 - Taper LEMONDE **ABONNEMENTS** BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tel. : (1) 42-47-98-72

6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 954 F 1 200 F 672 F TOUS PAYS ETRANCERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANGER (par messageries)

1 RANGER (HE MESERGERS) 1 - BELGOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1089 F 1380 F IL - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1404 F 1800 F Par vole abrieme : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs on provisoires : ous abourés sont invités à l'ormaler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière hande d'envoi à toute correspondance. Venillez avoir l'obligeance d'écrire tout les nous propres en capitales d'imprimerie.

La Monde USPS 765-81() is published daily, except Sundays for \$480 per year by La Monde c/o Speedimpsu, 45-45 38th Street, LD, NY 11104. Second class possage paid at LIC and additional offices, NY postimister: sind address changes to La Monde c/o Speedimpsu USA, PMC, 45-45 38 thStreet, UC, NY 11104.

Il y a dix ans

Le sacre bouffon de Jean-Bedel Bokassa

TIVE l'empereur! Il peut y avoir des souvenirs comme cela qui marquent. Une aube lumineuse, sublime, sur le fleuve, sur ses pêcheurs insensibles à la sutilité des temps et des hommes qui lancent leurs éperviers sous les senêtres du Rock Hôtel pour y capturer d'improbables quoique pacifiques capitaines. Et cette radio nationale qui diffuse inlassablement, entre deux communiqués, le séduisant refrain troupier : . Non Lucien, su n'auras pas ma rose. .

Cétait le 4 décembre 1977 à Bangui. capitale incertaine d'un empire invraisemblable : le jour où Jean-Bedel Bokassa, sous-officier en d'autres temps à la chicotte, a soudard a confit d'affection filiale pour un de Gaulle allergique à cette piété encombrante, maréchal Ubu d'une armée nonchalante, se fit empereur de Centrafrique. Comme d'autres se décréteraient roi du caoutchouc ou prince des éléphants.

C'était le 4 décembre 1977, début de la saison sèche, à Bangui, métropole lilliputienne du fin fond de l'Afrique équatoriale. Là même où, jadis, les fonctionnaires les plus mai notés de l'administration coloniale allaient expier leur incapacité ou se mijoter un paiudisme. Un autosacre au cœur de l'Afrique, Bokassa déjà perçant sous Jean-Bedel, et qui aurait tant voulu être empereur des Bantous. Hélas! le « cher cousin » au-delà du fleuve, le président Mobutu, avait davantage de droits à revendiquer ce titre. Il avait fallu que Jean-Bedel Bokassa se résignat à être seulement empereur des siens : trois millions de sujets, hommes du fleuve, hommes de la forêt, frappés par la grâce impériale, de gré ou de force.

Façon Grand-Guignol

Jean-Bedel Bokassa a beaucoup et prohablement mai lu Napoléon, ce qui, d'un maréchai d'opérette sit un empereur de tragi-comédie, une cérémonie burlesque débouchant sur une bouffonnerie sanglante, façon Grand-Guignol.

Ce matin-là, à Bangui, tandis que dans les faubourgs, sous les lampadaires, les enfants cueillaient les dernières sauterelles pour en faire des festins de prince, la garde impériale, en uniforme bleu et shako, se préparait. Sur la grande avenue Jean-Bedel-Bokassa, large et inutile comme un caprice de despote, les motards de l'empire, sur de magnifiques machines neuves, chevauchaient à toute allure cet événement unique. Enivrés par leurs propres sirènes, ils s'offraient, avec un dévouement digne d'éloges, des chutes monumentales sur cette longue ligne droite sans autre piège que celui d'un enthousiasme excessif.

Sur les côtés, petit à petit, le Centrafrique profond, les tribus de la forêt, les Pygmées le corps enduit d'une sorte de platre, comme en gants blancs et tenue de couronnement, esquissaient, dans le roulement obsédant des tambours, un pas de danse à la santé de l'empereur à venir. Ou bien à on ne sait quelle divinité féroce de la forêt.

Et puis, partout, à proximité du palais des sports, promu salle du couronnement, les hommes et femmes du Mesan, parti unique, se faisaient la voix, abrités sous des parapluies impériaux, dans des uniformes impériaux, d'ailleurs sortis tout droit des manufactures impériales, le sourire de l'empereur sur la fesse gauche, un profil de l'impératrice Catherine sur la droite. Puisque aussi bien Jean-Bedel Bokassa et sa tendre épouse avaient obligé leurs sujets à ne point se fournir ailleurs que dans les manufactures de Berengo, Versailles discutable et repaire de

Le 4 décembre vers 10 heures, Jean-Bedel Bokassa, suant à grosses gouttes sous son long manteau, en tout point semblable à celui du Napoléon de David, fit son entrée dans le palais des sports. Le sacre, façon Châtelet, pouvait commencer. Cinq mille invités, de l'ambassadeur de France à la manucure solognote, se levèrent à l'entrée de Sa Majesté

bonne soixantaine de voitures neuves, amenées du Cameroun. Le gouvernement français accorda les prêts nécessaires nour assurer l'avènement ou rassurer les four-

nisseurs, par ce sacre alléchés. En ces époques où les comptes de la coopération ne donnaient point lieu à affaire, rien ne sut refusé : ni le pont aérien Paris-Bangui pour transporter

ROUIL

Bokusea I. Début d'une cérémonie absolument kitsch. L'empereur s'espérait César. Et c'est Néron, l'intempérant, qui entra, majestueux et pathétique, avec son aube grise bordée de perles fines par milliers, cette cape immense de velours rouge et de blanche hermine, brodée de soleils, d'aigles et d'étoiles d'or.

Devoirs diplomatiques

La France, qui avait délégué M. Robert Galley, ministre de la coopération, n'avait point été pingre. Les caprices de Sa Majesté lui étaient des devoirs diplomatiques : Bokassa i= voulait la fanfare des équipages de la flotte pour sa marche impériale. Il l'eut. Une fanfare encore, plus tard, devant la cathédrale de Bangui, et quatre évêques en mitre pour interpréter les Chevaliers de la table ronde ? Il les

Rien n'était trop beau, rien n'était simplement trop pour ce délirant sacre. Jean-Bedel Bokassa voulait un trône à sa démesure ? Il l'eut : un aigle en bronze doré et velours cramoisi piqueté des plus beaux diamants de Centrafrique. Il voulait rouler carrosse. Il eut, comme sa chère cousine Elizabeth, sa citrouille de bronze et d'or, tirée par des chevaux importés de Normandie, peints en gris et montés par des palefreniers centrafricains « formés à la française » à Livarot.

Il souhaitait posséder et promener ses invités de marque dans des véhicules l'essence - à l'époque, le Centrafrique était en délicatesse avec le Congo, qui refusait le pessage des péniches, - ni les dix mille pièces d'orfèvrerie, les cinq mille deux cents uniformes d'apparat, les six cents smokings pour les hauts fonctionnaires, les tonnes de fleurs fraîches ou peintes, comme ces roses dorées à la bombe, les trente mille bouteilles de champagne et autant de bourgogne, la vaisselle impériale, les arcs de triomphe en carton-pâte. Ni les musiciens, artificiers, policiers, pâtissiers, techniciens, coiffeurs, décorateurs, habilieurs, les invités et tous les invités des invités. Pour tout cela, la France avait offert sa caution

Ce 4 décembre 1977, Jean-Bedel Bokassa s'avance vers le trône et vers son titre d'« empereur du berceau des Bantous », et, selon une parole inoubliable de son ministre du protocole, de « père incontesté de l'empire de la renaissance et de la

L'Afrique absente

On pourrait rire, ce 4 décembre, à voir cet homme et son sceptre plus grand que lui, trop grand pour lui, filer vers ce couronnement surréaliste, cet empire en pièce montée. Ou à le voir tenter vainement, couche sur couche, de visser sur sa tête, déjà ceinte d'un diadème d'or, la couronne impériale de Centrafrique. Ou encore à le surprendre, incapable un moment de preter serment, faute de lunettes et ne devoir

son salut qu'au souffleur, pour jurer sur la Constitution.

1.11

A - ANTON THE RES

1.511

च्या (कः अङ्की

we will see the

Little State of the

· wheeler with

A Production

4 ---

· Company

The Republication of

- -- THERE

· 一种一种

-

· ··· Si harrest plant

1 - 2

1. ツー・レージを

· - manage & B

Man Park

1 与中心山满地色

.

- AB WAR

And the second THE PERSON NAMED IN

The same of the same

and and an

le traite our les

a ser mending

Tout cela prête à rire en effet, mais avec une sorte de gêne, d'angoisse déjà. Pavane pour un souverain illuminé. M. Robert Galley, sur ordre, a dit à l'époque ce qu'il pense des réserves émises : - Je trouve parfaitement anormal, et cela s'apparente à du racisme, de critiquer ce qui va se passer à Bangui, et dans le même temps, de trouver très bien une cérémonie du jubile de la reine en Grande-Bretagne. L'authenticité africaine n'est pas forcément la République.

Le même M. Gailey, au printemps 1979, qualifiera les massacres d'écoliers, à Bangui, de « pseudo-événement ». Et pourtant, six mois plus tard, il pariera de la chute « du despote sangulnaire de Centrafrique, événement extruordinairement heureux ». C'était, il est vrai, après l'opération Baracuda de septembre 1979.

M. Robert Galley a le goût des formules, ou le seus du devoir, mais pas celui de l'observation. Car l'« authenticité africaine » fait sériousement défaut, le 4 décembre 1977. Aucun chef d'Etat africain n'est venu : ni Idi Amin Dada, le grand modèle ougandais, ni Mobutu, le voisin zaïrois, ni Houphouet-Boigny, le « sage » ; ni Bongo, qui caressa lui aussi des rêves monarchiques; ni Kadhafi, le « cher cousin » et, à l'occasion, le bailleur

L'Afrique n'est pas là et l'Eglise non plus, Jean-Bedel Bokassa voulait un pape et une messe de couronnement. Il n'aura, dans le cathédrale de briques rouges, qu'un légat et un Te Deum, avec en prime une mise en garde de l'archevêque de Bangui. Car le Vatican sait probablement ce que tout le monde sait : derrière les fastes du sacre, il y a la réalité, une tyrannie bouffonne et cruelle, la torture, le sang, la

L'empereur est un

La France savait. Et elle ne voulait pas savoir que ces folies dépenses pour une folle entreprise finiraient par un régime dément. L'empereur est nu, déjà, le 4 décembre, en sa pantalonnade capricieuse et mégalomaniaque : 100 millions de france français, le chiffre n'est qu'une estimation, pour devenir César. C'est-àdire, grosso modo, l'aide annuelle de la France au Centrafrique, ou, à l'époque, le tiers du budget annuel de l'Etat, pardon. de l'empire.

L'empereur est un et a vécu d'expédients, sorte de racket sur l'histoire, pour se mirer en son rêve. Pour financer le sacre, les taxes spéciales, 30 % sur les salaires, et les contributions « volontaires » imposées aux communautés et sociétés étrangères se sont multipliées.

L'empereur est nu, sou de joie et d'orgueil, intimidé pourtant comme un premier communiant et volontiers dupe de ses cinq mille invités qui lui font une claque complaisante et gênée. - Unité. dignité, travail », la devise d'un empire tout juste sorti des ténèbres et déjà prêt à y retourner figure sur les arcs de triomphe, entre les sentiers de latérite rouge et les cases disposées de part et d'autre de la route qui, là-bas, file vers l'aéroport.

Il fait nuit sur Bangui, et, dans la symbolique d'un banquet fellinien, cinq mille personnes dineut aux frais de l'empereur, dans la vaisselle précieuse. Derrière le palais, par dizaines, enchaînés dans ces tenues rayées qui sont un uniforme et une raison sociale, les prisonniers de Bokassa font la plonge. Dans la nuit, des papillons larges comme des soucoupes viennent flirter avec les spots de télévision. La musique militaire joue des valses de l'Oubanqui bleu. Et un fen d'artifice enchante-Sa Majesté, complètement ivre.

PLERRE GEORGES.

Sa Majesté. dignes d'un empire, des Mercedes, une "GRAND JURY" RTL-Le Monde JEIN-CIIIDE dimanche 18h15 en direct sur animé par Jean-Pierre DEFRAIN avec André PASSERON et François GROSRICHARD (Le Monde). Dominique PENNEQUIN et Paul JOLY (RTL)

The state of the s

整理 流 点

* 27 a.c.

× 25 ×

Rose to 1

Note that

.

Administration of the

eye ayon and

200

** Sec.

36.40

80,000

Queen, San

機構製 まっとうご

Sec. 14.

28.09

g) # 19 1

SE *- '

7.67

ALL Y

- 5₄₇

Transfer of the

 $^{1.5}\times 16_{\frac{1}{2}}$

\$ 15 A.C. 11 11 12

Les Etats-Unis à la veille du sommet de Washington

Gorby for President?

Le président Rengan estime qu'un accord américano-soviétique sur une réduction de 50 % des armements stratégiques pourrait être suivi d'un accord sur l'« observation et le respect du traité ABM » (sur les systèmes antimissiles) pour une période définie. « Des entretiens intensifs ont en lieu à ce sujet ces dér-vières semaines, et je suis optimiste.

J'espère que nous parviendrons, M. Gorbatcher et moi-même, à réaliser des progrès sur cette question », a ajouté M. Reagan lors d'un entretien publié par les Izvestia, le quotidien du gouvernement soviétique, paru vendredi. D'autre part, le département d'Etat américain, dans un rapport publié à la veille du sommet place ».

CEST PAREIL

ET HE PLATE :

MOITESTTA ZAT

Reagan-Gorbatchen, note que la performance soviétique dans le domaine des droits de l'homme s'est améliorée « de façon speciaculaire dans certains cas ». mais que « des violations ont continué et que l'appareit structurel et légal qui rend possible la répression officielle est resté en

contre notre président. »

depuis l'lowa où il fait campagne : « Je n'al aucun respect pour ceux qui, à la veille d'un sommet, se lancent dans de violentes attaques

Mais son concurrent direct

M. Robert Dole qui, lui, n'a pas renoncé à flatter l'extrême droite de l'électorat républicain, a fait des représentations orales et écrites au télévisé. Or M. Dole est le chef de la minorité républicaine au Sénat, et M. Reagan a donc besoin de lui s'il veut obtenir la ratification du traité FNI, même si les démocrates semblent résolus pour une fois à soutenir le président sur ce point. M. Dole a peut-être aussi été irrité par un autre passage de l'interview de M. Reagan, où ce dernier, tout en expli-quant qu'il resterait neutre dans la campagne électorale jusqu'à la désignation du candidat républicain, n'en a pas moins eu des paroles très chaleureuses à l'égard de M. Bush.

Dès à présent en tout cas, il est certain que le sommet et le traité FNI auront un impact très important sur la politique intérieure américaine. Tandis que la fracture entre modérés et super-conservateurs s'accentue dangereusement, au sein du Parti républicain. M. Reagan est presque en passe de faire figure de centriste. Les instituts de sondages ne manqueront pas, dès la fin du sommet, de se pencher sur la ques-

Pour l'instant, les journalistes arrivent par milliers à Washington, les officiels américains et soviétiques ne savent pas où donner du . briefing . Le FBI est sur les dents et coopère tant bien que mal avec cent trente-cinq agents du KGB venus pour la circonstance. On a débarqué la ZIL noire blindée qui servira aux brefs déplacements de M. Gorbatchev dans la ville. Et commercants et publicitaires font

preuve d'imagination : - Merry summit and happy glasnost. Le sovaméricain a l'avantage de la transparence.

Prudence et humeurs de M. Ligatchev

La conférence de presse organisée, le vendredi soir 4 novembre, à l'ambassade d'URSS à Pans, n'a pas donné à M. Egor Ligatchev l'occasion de « faire un tabac a face à la presse occidentale. Il a trouvé c nche en substance a le rapport que M. Marchais a présenté au vingt-sixième congrès du PCF mais s'en voudrait d'insister plus sur les affaires intérieures d'un parti auquel il revient de « déterminer sa politique » - ce qui explique peut-être qu'en parle plus volontiers de son combat en faveur du désarmement que de ses débats internes.

D'une manière générale, les propos de M. Ligatchev - du moins devent cette assistance font penser a ceux des commentateurs de l'agence Tass ou de la Pravda, dans leurs jours de pru-

Une fois sculement, un soupcon d'humour. Quand on lui demande s'il est en fait le e numéro un bis » du régime, il va répondre « ce qu'en pense le camarade Licatchev ». Mais c'est pour dire qu'il n'est qu'« un des secretaires », avec « ses responsabilités », son « cadre de reférence » et que, de toute façon, le bureau politique est cun organisme très cohérent dont tous les membres pensent sur la même

 Un message de M. Gorbatchev à M. Mitterrand. - Le numero deux sovietique, M. Egor Ligatchev, a remis jeudi 3 décembre au président Mitterrand un message ecrit de M. Mikhail Gorbatchev portant sur les questions du désarmement. En quittant l'Elysée au terme d'une heure d'entretien, M. Ligatchev - accompagné de M. Vadim Zagla-

Deux legers mouvements d'humeur aussi. L'URSS interviendrait-elle en Roumanie. comme elle l'a fait en Tchécoslovaquie, si le régime de M. Ceaucescu était gravement menacé ? « Nous souhaitons que les camarades roumains sunmontent au plus vite leurs difficultés. Il n'y a pas lieu de répondre autrement à la question. Nous n'avons jamais attaqué personne. » A propos de Trotski encore, M. Ligatchev n'apprécie pas qu'on lui demande si le fondateur de l'armée rouge a été assassiné sur l'ordre de Staline, Ce demier, d'ailleurs, fut un e personnage contradictoire » qu'on ne peut décrire « en noir et blanc ». Pour le reste, il n'est question

que de paix et de coopération entre les peuples. Les journalistes sont instamment priés de coopérer à l'instauration de ce nouveau climat. Il faudra bien qu'un jour les dirigeants europeens envent eux-mêmes dans cette logique, c'est-à-dire qu'e ils s'attaquent au problème du désarmement nucléaire » de leur continent. Mais sur ce point, M. Ligatchev n'est pas entré dans les détails, dit-il, lors de ses entretiens avec le premier ministre Jacques Chirac, avec le président Mitterrand et avec « gospodine Barre » (« Monsieur Barre »).

dine, chargé du secteur international

au comité central du Parti communiste soviétique (PCUS) - a indique que dans ce message, M. Gorbatchev invitait le chef de l'Etat français e à échanger des points de vue sur les problèmes de la sécurité internationale, au vu de la situation nouvelle créée en Europe et dans le monde par l'accord américano-soviétique sur l'élimination des FNI ».

ONU

Nouveau progrès pour la France à l'occasion du vote de l'Assemblée générale sur la Nouvelle-Calédonie

New-York (AFP). - L'Assem- 69 voix pour, 29 voix contre et lée générale de l'ONU a adopté, le 47 abstentions. blée générale de l'ONU a adopté, le vendredi 4 décembre, une résolution réaffirmant le droit du peuple de Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance, par

Pour les pays du Forum du Pacifique sud, cette victoire n'en constitue pas moins un nouveau revers. Ceuxci comptaient, en effet, obtenir un score un peu plus élevé que lors de l'adoption de cette résolution en travaux de commission de l'Assemblée, où elle avait recueilli 69 voix pour. 27 voix contre et 46 abstention 28 octobre dernier (le Monde du 30 octobre).

La France, qui a qualifié d'- inacceptable - cette résolution, a obtenu deux voix de pius par rapport at vote d'octobre dernier, et deux pays supplémentaires se sont abstenus. Les deux voix gagnées par les pays du Pacifique sud (Bangladesh et Sri-Lanka) ont été compensées par d'autres reports de voix, tandis que la France obtenuit vendredi le ralliement du Sénégal et de la Guinée-Equatoriale.

L'an dernier, l'Assemblée géné-rale s'était prononcée par 89 voix contre 24 et 34 abstentions en saveur de l'indépendance du terri-

toire français. A Paris, le Quai d'Orsay a salué ce résultat - irès satisfaisant -obtenu - à nouveau - à l'occasion du vote de l'Assemblée générale. - Le gouvernement, poursuit le communi-que, constate que la grande majocompte les faits essentiels que sont le référendum (réceniment tenu en Nouvelle-Calédonie) et l'adoption en cours d'un nouveau Statut au assurera l'autonomie de gestion du territoire (...). - li exprime • l'espoir que les pays du Forum du Pacifique sud respecteront désor-mais la volonté démocratiquement exprimée par la majorité de la population calédonienne et renonceront à leur entreprise -.

 VANUATU: appel à la réconci-liation avec la France. — A la suite de la victoire du parti au pouvoir, le Vanua aku Pati (VAP), aux élections législatives du 30 novembre, le pre-mier ministre sortant, le révèrend Walter Lini, qui dirigeait le pays depuis l'indépendance, a présente sa démission. Il sera remplacé le 11 décembre par l'un des dingeants les plus influents des VAP, M. Barak Sope. Les modérés — francophones — de l'opposition n'ont pas réussi à l'emporter catte fois encore. Cette opposition avait été à l'origine d'un grave incident diplomatique avec la France en octobre demier : l'ambassadeur de France à Port-Vila. M. Henri Crespin-Leblond, avait été expulsé sous l'accusation — semble--il non fondée - d'avoir financé Copposition.

L'un des premiers gestes de M. Sopé a été de déclarer que son « nouveau gouvernement serait désireux de rétablir, au niveau des embassadeurs, des relations diplomatiques avec la France ».

de notre correspondant

C'était prévisible. A trois jours de l'arrivée du numéro un soviétique, Washington est en plein tourbillon idéologico-médiatique. M. Reagan est tourné sur sa droite par des ultraconservateurs en furie, les démo-crates viennent à sa rescousse, et la popularité de M. Gorbatchev vole au gré de sondages aux résultats étranges. Ainsi, c'est parmi les Américains

WASHINGTON

les plus riches (plus de 50 000 dollars de revenus par an) que le secré-taire général du Parti communiste soviétique est le plus populaire : 62 % d'entre eux auraient, selon un sondage New York Times-CBS, une copinion favorable de lui. alors que seulement 23 % des pauvres (moins de 12 500 dollars) sont séduits par le sixième successeur de Lénine. Selon le Wall Street Journal, M. Gorbatchev recueillerait dans l'ensemble de l'opinion américaine à peine moins d'opinions favo-rables que le président Reagan (53 % contre 59 %) et moins de jugements défavorables. Ce qui n'empêche pas la plupart des Amérin'empêche pas la proper cains de faire tout de même plus président confiance à leur propre président qu'à son rival du Kremlin (62 % contre 17 %) ni de penser (dans une proportion un peu moins forte) que M. Reagan comprend mieux les problèmes internationaux que son futur interlocuteur.

Lo New York Times n'hésite pas, dans l'analyse de son sondage, à pousser le jeu encore plus kvin. Le score de M. Gorbatchev, explique le journal réputé le plus sérieux des Etats-Unis, le placerait devant tous les candidats américains aux élec-tions présidentielles, le viceprésident Bush excepté. Le journal remarque tout de même que la question n'a pas vraiment été posée en ces termes aux sondés et, de fait; M. Gorbatchev ne figure pes parmi les candidats déclaré

On trouve tout de même heureuacment quelques indications un peu

tous azimuts. Ainsi, toujours selon le New York Times, 63 % des Américains approuveraient la manière dont M. Reagan gère les relations américano-soviétiques, et, d'après le Washington Post, un peu plus de la moitié de l'opinion approuve l'immi-nente signature du traité éliminant les missiles intermédiaires, tandis qu'une très petite minorité seulement s'y oppose (les autres ne savent pas).

plus - claires - dans ces enquêtes

Là est sans doute l'indication la plus précieuse pour le président américain, au moment où il doit faire face à un véritable accès de rage de la part de certains conserva-teurs, ulcérés par les déclarations qu'il a faites jeudi soir à la télévision. M. Reagan qui, tout au long de la semaine, avait répété que les Soviétiques restaient à ses voux les - ennemis de la liberté -, avait pourtant repris à dessein sa célèbre for-mule sur l'empire du mal ». Mais il avait aussi expliqué que si certains critiquaient le traité FNI c'est parce qu'ils en ignoraient les clauses concernant notamment la vérification. Surtout, M. Reagan avait ajouté que, à son avis, ceux qui refusent tout accord sur la réduction des armements considèrent en leur for intérieur que la guerre est inévita-ble, alors que lui veut lutter pour la

La colère des « ultras »

Là, c'en était trop et, dès le lendemain, les dirigeants de certains groupes ultras, rouges de colère, ont lancé de véritables insultes à M. Reagan, - un homme faible doté d'une femme forte . (la rumour veut que M= Nancy Reagan ait encouragé son mari à négocier avec les Soviétiques) ou même « un idiot utile aux Soviétiques -, selon l'expression du président du caucus conservateur, M. Howard Philipps, qui a la particularité de ressembler comme deux gouttes d'eau à un apparatchik soviétique épargné par

- perestroïka -. C'est tout de même beaucoup, et tandis que le porte-parole de la Maison Blanche expliquait que « ces gens-lè en fait n'avaient jamais soutenu Ronald Reagan -, le viceprésident Bush déclarait sèchement,

JAN KRAUZE.

Devant deux commissions de l'Assemblée nationale

M. Kissinger juge sévèrement le traite sur les euromissiles

L'ancien responsable de la diplomatie américaine Henry Kissinger a été entendu, le vendredi 4 décem-bre, par les commissions des affaires étrangères et de la défense nationale de l'Assemblée. Entouré des présidents de ces deux commissions, MM. Valéry Gisacard d'Estaing et François Fillon, M. Kissinger a expliqué, au cours d'une conférence de presse, qu'il considérait l'accord sur les missiles intermédiaires (FNI) comme une . erreur . Le processus étant engagé, il a expliqué qu'il était toutesois savorable à sa ratification. Son rejet ne ferait qu'- accroître les difficultés - a-til

L'ancien négociateur des accords SALT a invité les Européens à preudre en compte la nouvelle donne stratégique en s'organisant rapidement . sous peine de voir l'alliance atlantique : grignotée à mort . Il a également repoussé toute idée d'option . triple zéro = (1).

Devant les deux commissions de l'Assemblée nationale, l'ancien secrétaire d'Etat américain s'est montré pour le moins sceptique quant à la - sincérité . du numéro un soviétique, M. Gorbat-chev. Il a estimé que depuis Pierre le Grand la Russie n'avait pas changé son dessein hégémonique. D'autre part, il a précisé que dans la course a la Maison Blanche, il ne soutiendrait aucun candidat pendant les primaires, mais qu'ensuite il s'engagerait totalement en faveur du candidat républicain.

Au cours de cette même confé-rence de presse, l'ancien président de la République, M. Valéry Cis-card d'Estaing, a réaffirmé son soutien à l'accord sur les missiles intermédiaires. « C'est un bon accord ». bre, durant le sommet de Washing-a-t-il insisté. Il a cependant regretté ion, tandis que d'autres mouvements de protestation auront lieu à washington et à Tel-Aviv. Six mille et l'Allemagne fédérale n'aient pas été associées à sa signature. « Cela [lui] aurait donné un autre éclai-rage », a expliqué M. Giscard

naux nucléaires français et britannique dans les négociations sur le désarmement et le fait de demander la présence de pays européens à la signature d'un traité qui concerne directement leur sécurité.

Enlin, le président de la commission de la défense nationale, M. Filion (RPR), a estimé que l'accord américano-soviétique - qui devrait être signé mardi à Washington ~ comportait des risques. Dans un article, publié vendredi 4 décembre, par le Quotidien de Paris, M. Fillon écrit : « De nouvelles négociations

sur le contrôle des armements mai queront sans doute l'année 1988. La France devra saire preuve de sermeté pour éviter que ces discussions ne conduisent à de nouvelles réductions des armements nucléaires en Europe. Il n'y a pas, en effet, trop de nucléaire en Europe. •

(1) Il s'agit d'un éventuel accord qui liquiderait les missiles de très courte portée (moins de 500 kilomètres) en Europe, après la suppression, décidée celle-là, des engins d'une portée de 500 kilomètres à 5 500 kilomètres (la deuble cetties rèses à 5 500 kilomètres (la deuble cetties rèses à 5 500 kilomètres (la deuble cetties rèses à 600 kilomètres (la deuble c double option zéro »).

Soixante-treize refuzniks et leurs familles autorisés à émigrer

Soixante-treize Soviétiques ont été autorisés à émigrer avec leurs familles à quelques jours seulement du sommet Reagan-Gorbatchev de Washington, a annoncé, le vendredi 4 décembre, un porte-parole du consulat américain à Moscou.

Parmi ces personnes figurent sur-tout des refuzniks de longue date dont les demandes d'émigration étaient bloquées, parfois, depuis plus de dix ans. C'est le cas de Pasha Abramovich, qui avait demandé pour la première fois à partir pour Israët, il y a dix-sept ans. Si, à Moscou, on s'attendait bien à un geste en prévision du sommet, la mesure a surpris par son ampleur.

Cependant, des représentants de refuzniks ont affirmé leur volonté d'organiser des manifestations et des grèves de la faim dans plusieurs villes soviétiques, du 7 au 10 décemtrois cent quarante juis soviétiques ont été autorisés à émigrer au cours des dix premiers mois de 1987 d'Estaing, ajoutant qu'il n'y avait | contre seulement neuf cent quatorze

Pour les refuzniks, qui se basent sur des chiffres officiels soviétiques, vingt mille cas étaient en attente en janvier 1987. Environ treize mille juifs soviétiques attendent donc tou-jours l'autorisation d'émigrer.

Libération du dissident Vladimir Gershuni

Vladimir Gershuni, cinquantesept ans, qui a passé au total une vingtaine d'années dans les camps, prisons et hôpitaux psychiatriques soviétiques, vient d'être libéré, a-t-on appris, le vendredi 4 décembre, dans les milieux dissidents à Moscou. M. Gershuni avait été condamné une première fois à dix ans de camp en 1949, sous Staline. li a ensuite été enfermé dans un hôpital psychiatrique de 1969 à 1974, sous Leonid Brejnev.

Collaborateur de la revue dissidente Poiski (Recherches), lancée au milieu des années 70, Vladimir Gershuni avait été de nouveau condamne, en avril 1983, pour · propagation de fausses informations et de calomnies antisoviétiques ». Il était également membre du SMOT, un syndicat dissident. -



壁 きゅう . . . o 1975 40.

2.0

aucune contradiction entre le fait de | en 1986, selon des informations occirefuser la prise en compte des arse- | dentales.

Diplomatie

Scepticisme au sommet européen de Copenhague

On retenuit son souffle, samedi matin à Copenhague! Si la veille les positions exprimées par les chess d'Etat et de gouvernement des Douze n'avaient pas donné l'impression d'être gravement éloignées, on ne voyait pas pour autant comment il serait

optimiste », avait alors constaté M. Francois Mitterrand.

Dans les couloirs, on soulignait cepen dant la volouté d'aboutir des participants, convaincus les uns les autres qu'il serait possible de combier l'écart subsistant. « Il judicieux de lever l'hypothèque budgétaire n'y a pas de raison d'être particulièrement et agricole qui pèse sur la Communauté

pour être en mesure de faire face, avec plus d'efficacité et de manière collective, à la crise monétaire et financière. Mais, le samedi 5 décembre en fin de matinée, tout semblait avoit très mal commencé. Allemands et Français venaient de rejeter un compromis proposé par la présidence danoise et la réunion était suspendue. La journée s'annonçait comme fort longue.

La maîtrise incertaine des budgets communautaires

COPENHAGUE de nos envoyés spéciaux

Deux questions se trouvaient au centre du débat. La maîtrise des dépenses agricoles et l'ampleur de l'aide supplémentaire à accorder au profit des régions les plus pauvres de la Communauté. Aucun des chefs d'Etat et de gouvernement ne conteste la nécessité de consentir un effort plus important que dans le passé pour stopper le développement de la production, et par là même des dépenses agricoles. Tous approuvent l'idée de la Commission de faire jouer systématiquement, produit par produit, des stabilisateurs : les prix seraient baissés dès lors que la production dépasserait un seuil appelé quantités maximum garanties

Le différend qui oppose les Français et les Allemands aux Britanniques et aux Néerlandais porte sur la manière plus ou moins automatique de faire fonctionner le système. En cas d'augmentation de la production de céréales (c'est là le problème le plus difficile), les premiers (qui demandant que les QMG soit fixées à 160 millions de tonnes et non à 155 millions, comme le propose Brittelles), entendent o des prix automatique et immédiate soit limitée aux gains de productivité, lesqueis, bon an mal an se situent en moyenne dans la CEE autour de 2 % à 3 %. Ils n'excluent pas un effort supplémentaire de baisse des prix afin d'enrayer le développement de la production, mais ils ne veulent pas que cette baisse soit affichée à l'avance, avec que. Ils entendent qu'elle fasse l'objet d'une décision politique des

La Commission, les Britanniques, les Néerlandais, souhaitem que, en cas de progression excessive de la production, la baisse automatique des prix, la seule qui soit certaine, puisse aller au-delà des gains de productivité. Les Français et les Alle-mands proposent 3 % de baisse maximum automatique pour les céréales, les Britanniques et les Nécrlandais disent, avec la Commission : 5 % en 1988, 7.5 % en 1989 et 1990; en ce qui concerne les oléagi-neux, 10 %, puis 20 %. - Le principe des stabilisateurs est admis, n'en demandez pas trop au début, comprenez nos problèmes d'opinion publique - semblent expliquer les Allemands et les Français. - Vous allez encore nous vendre, comme à



Fontainebleau en 1984, une discipline budgétaire au rabais qui ne fonctionnera pas - répondent, venus méliants, les Britanniques et les Néerlandais.

Les Français seraient probablement prêts, parce qu'ils pensent que leur agriculture peut le supporter, à aller au-delà des termes de l'accord qu'ils ont passé avec les Allemands. Mais le chancelier Kohl a-t-il les moyens de consentir cet effort supplémentaire? Le succès ou l'échec du conseil européen de Copenhague paraissait samedi subordonné à la réponse qui serait donnée. • C'est dejà une percée considérable de voir les Allemands, qui jadis écartaient toute baisse des prix agricoles, accepter maintenant qu'ils puissent être réduits de façon automatique de 2% ou 3 % », observait-on du côté français. Comme politique d'accompagnement, les Allemands demandent la mise en place d'aides aux revenus les plus bas et d'encouragements à la mise en jachère d'une partie des terres. Il est acquis qu'ils obtiendront satisfaction. Le compromis à trouver se résume ainsi: comment donner aux Britanniques, aux Néerlandais et à la Commission la garantie qu'une baisse des prix, au-delà des gains de appliquée si la situation l'exige, sans pour autant que la décision soit automatique? M. Jacques Delors, le président de la Commission, a demandé à M. Frans Andriessen, le vice-président chargé des affaires agricoles, de venir samedi à Copenhague pour tenter de trouver la for-

Le malentendu franco-britannique est dissipé

COPENHAGUE de notre envoyée

M. Jacques Chirac n'aura pas attendu que Mª Thatcher lui e demande des éclaircissements » sur les moyens qui ont permis, il y a qualques jours, de sortir de leurs geôles libanaises Jean-Louis Normandin et Roger Auque. Les messagers du premier ministre avaient fait savoir à Mr Thatcher qu'il souhaitait la rencontrar et, à la première occasion d'a parte venue, il a dit à la Dame de fer quel était son e étonnement » devant les critiques dont la France est l'objet.

Le premier ministre, laissait entender son entourage, s'était d'ailleurs muni des moyens de contre-attaquer et avait lui aussi, le cas échéant, quelques explica-tions à demander à la Grande-Bretagne concernant ses rapports avec l'Iran. Point ne fut besoin. M. Chirac reprit les propos tenus récemment par M. Pasque devant l'Assemblée nationale, salon lesquels les deux otages ne doivent leur libération ni au versement d'une rançon n à des négociations « en dehors de celles passant par les Etats ». La Dame de fer répondit qu'elle n'ayait aucune raison d'en douter - et les journalistes, à Londres ou ailleurs, ont bon dos - qu'elle était vraiment « désolée » de cette campagne menée dans le presse britannique. Ainsi fut dissipé le malentendu.

mule magique. Son entourage semblait plutôt confiant.

La seconde affaire, pour avoir été moins longuement débattue, est aussi conflictuelle. Il s'agit de savoir dans quelle proportion on augmen-tera les crédits affectés aux fonds structurels, c'est-à-dire à l'aide aux régions et aux pays les moins pros-pères de la CEE. La Commission propose le doublement de ces fonds. Les pays du Nord sont loin du compte. Le Royaume-Uni a suggéré une augmentation de 35 %, M. Jacques Delors a cité le chiffre de 40 % et le chancelier Kohl de 50 %. La France suggère que les crédits sup-plémentaires ainsi dégagés soient concentrés sur les quatre pays les moins prospères, à savoir l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande. avec une . super-concentration . Sur l'Espagne et le Portugal qui, récemment entrés dans la Comm prouvent bien normalement des difficultés pour se mettre à niveau. Les Italiens craignent ainsi d'être privés de cette manne nouvelle. Si on insiste dans ce sens, nous partirons », a tout simplement indiqué M. Goria, président du conseil. M Delors souligne que de tels ratiocinages ignoraient l'objectif des

fonds structurels qui est de faciliter l'établissement d'un espace écono mique unique (le grand marché sans frontières) en atténuant les disparités régionales. Il n'a guère été

Le président de la Commission : été davantage écouté vendredi soir forsqu'il a exposé quelle pourrais être l'attitude de la Comi pour limiter les effets négatifs de la crise monétaire et financière actuelle. Soulignant qu'une plus grande solidarité est nécessaire, tamment en matière monétaire M. Delors aurait expliqué que les accords de Nyborg, qui prévoient des interventions croisées des bandes interventions croisées des ban-ques centrales du SME, de celles des pays à monnaie forte comme de celles des pays à monnaie faible, ne jouaient pas à plein, que par ailleurs il y avait une série d'actions à entreprendre sans tarder pour accroître le rôle de l'ECU. Ses propositions n'ont pas été retenues par les chess d'Etat et de gouvernement, mais leur examen devrait bientôt être engagé par les ministres des finances des Douze.

> PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN.

Asie

CAMBODGE: après l'accord de Fère-en-Tardenois

La balle est dans le camp de Pékin

Schanouk et M. Hun Sen, pres ministre du régime pro-vietnamien de Pimom Penh, apparaissent relative-ment positives . Paris « se félicite des perspectives » que la rencontre « sem-ble ouvrir, en ce qui concerne l'enga-gement d'un processus devant aboutir à un réglement du conflit », et souli-gne sa « disponibilité pour ce qui est des rencontres ultérieurement prévues en France ».

Le département d'Etat américain. qui avait envoyé des messages de sou-tien au prince, a déclaré, le vendredi 4 décembre, qu'il appuierait « tout accord résultant en un règlement pacifique » basé sur « le retrait des forces militaires vietnamiennes et l'autodétermination du peuple camtambetermation le peuple curi-bodgien. Le ministre indonésieu des affaires étrangères a estimé que le peuple cambodgien avait désormais la possibilité de décider de son aveuir politique. Pourtant l'Indonésie comme politique, Pouriant l'indonésse comme les autres pays de l'ASEAN (Associa-tion des nations d'Asie du Sud-Est comprenant également Brunei, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thallande) apparaissent cette fois hors du coum hors du coup

Hanot et Moscou n'ont pour leur part pas encore officiellement réagi. L'agence vietnamienne d'information VNA a cependant déjà estimé qu'il s'agissait d'« un premier pas impor-tant vers un processus conduisant à une solution favorable du problème cambodgien ». Mais il serait étomant. cambodgien . Mais il serait etomani, que ces deux pays, qui ont - chacun de son côté - poussé Planon-Penh vers la 'table de négociations et hu ont assumé un soutien logistique, ne soient pas satisfaits du résultat. D'autam qu'en omettant de mentionner le retrait des troupes vietnamiennes

Les premières réactions à l'accord : communiqué ne peut que contenter de Fère-en-Tardenois entre le prince Hanoï. En revanche, cette omission a fait réagir M. Son Sann, président du FNLPK, composante « nationaliste » de la coalition quadripartite antivietnamienne. S'il n'est pas opposé à une éventuelle participation à la pro-chains rencontre, il souhaite cependant un retrait préalable des troupes vietnemieunes. Il estime, en effet, que le drame cambodgien n'est pas une guerre civile mais un conflit avec le

144

-

.

25 7. ...

Ten 263

2 000000

47.

rest and the

4:34

-35

2000 V .

SEE THE !

200

54 And

J. 1500

22 20

Agr. 21.5

10°

20月1年4日1日

20.000 00 0

17 P 7 P

1704 ..

Ext. 1.7 0 -

A property of

¶ compare views

200.2 300

(-an 22) (-an 22)

250

A. C. ..

. 1. 1

2-2

1. 25 - 5

370

MARKET LA LA .

256 (--- t* -

La quatrième composante, les Khmers rouges, n'a pas fait commitre sa position. Ni leurs protecteurs Chinois. « Nous espérons que les Klimen rouges se rendent compte que le train est en marche et qu'il faut le restraper, a déclaré le fils du prince Sihanouk, le prince Ranaridh, à l'issue de la reconstitu. Perchain que le prince de la le reconstitu. de la reacontre. J'espère que leurs grands amis sauroin les convaincre. ». Pour obtenir le soutien de Pékin à son plan de paix, le prince Sihanouk a pro-posé à M. Hun Sen — qui a accepté — que tous deux aillent voir le président nord-coréen Kim Il Sung pour lui demander de servir d'intermédiaire entre Chinois et Vietnamiens afin qu'ils acceptent de s'asseoir ensen pour discuter du Cambodge.

La voie est désormais étroite pour les Khmers rouges comme pour les Chinois, même si M. Deng Xiaoping vient de réaffirmer qu'il ne rencontrerait pas M. Gorbatchev avant une solution du problème Khmer. M. Deng - dont le prince continue de se dire le « neeilleur ami » - peut difficilement apparaître comme le dernier obstacle à un règlement qui amènerait la paix et la réconciliation au Cambodge sous la bannière du prince Sibanouk.

PATRICE DE BEER

Amériques

HAITI

L'Eglise durcit sa position à l'égard du gouvernement

A Port-au-Prince, la conférence épiscopale haïtienne a annoacé, le vendredi 4 décembre, sa décision de ne pas participer à des élections organisées par le Conseil national de gouvernement. Les évêques ont refusé d'être à nouveau représentés au sein du futur Couseil électoral provisoire et out condamné, dans une déclaration particulièrement sévère, l'abrogation de la loi électorale et la « réelle escalade de la violence ». L'Eglise, en réaffirmant sa solidarité avec le peuple haïtien « dans sa lutte pour une vraie démocratie », a aussi dénoncé les « crimes crapuleux » commis ces derniers jours « avec la complicité des forces de l'ordre ».

Le gouvernement américain a, pour sa part, décidé de faire rentrer « temporairement » aux Etats-Unis une partie de son personnel diplomatique en raison de la situation « incertaine » dans le pays. Cette mesure concerne environ cent cinquante personnes « engagés dans des : tiches considérées comme non essentielles actuellement ... a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. Les principales fonctions de l'ambassade, notamment con laires, seront assurées par environ quatre-vingts personnes. A Paris, la dégradation de la situation en Haïti est suivi avec anxiété par les exilés, Certains d'entre eux, comme Gérard Lafontant, ont renoncé à leur retour dans le pays.

Le faux départ d'une « carte marquée »

Il a passé, dit-il, « trente ans à jouer les don Quichotte ». Aujourd'hui, Gérard Lasontant, dans son petit appartement de Cour-bevoie, a connu l'une des plus grandes déceptions de sa vie. Il devait rentrer en Hañti après vingt ans d'exil en France. Tout avait été prévu. Sa démission de son poste de directeur administratif d'un laboratoire pharmaceutique, le départ de sa femme, française, quelque temps après son arrivée à Port-au-Prince, son installation avec l'aide de ses amis, et même les difficiles retrou-vailles avec sa famille en Hatti... Tout, sauf les dramatiques événe-ments qui ont conduit à l'annulation des élections, suivis, par téléphone et radio interposés, dans son petit appartement de Courbevoie.

C'est un don Quichotte peu ordinaire qui confie ainsi sa tristesse. Il avait vingt-cinq ans lorsque François Duvalier remporte les élections tru-quées de 1957. Opposant de la pre-mière beure, Gérard Lafontant par-

d'invasion du pays. Jugé et condamné à mort, il est amnistié, sprès sept mois de prison, avec plu-sieurs autres prisonniers politiques. Il a obligation de se présenter tous les jours à la police pour donner son emploi du temps de la journée. Gérard Lafontant dirige alors des salles de cinéma et complote à nou-veau. Prévenu, une nuit, de son arrestation imminente, il s'exile en république Dominicaine où il parti-cipe à la rébellion des colonels « libé-raux » en avril 1965 et devient chef des hommes grenouilles avant d'être vice-président du centre cecuménique des droits de l'homme.

Tout en révant de l'implentation d'une guérilla en Halti, il quitte la République Dominicaine pour la France où il est installé depuis 1966. Devenu moins agressif avec l'age, comme il le dit lui-même, il envisage de retourner en Haiti au lendemain du départ de Jean-Claude Duvalier. Ses amis, comme le directeur de Radio Halti Inter,

ticipe aux premières tentatives Jean Dominique, l'en dissuadent · Attends un peu, tu es une carte marquée », lui dit-on. C'est ainsi que l'on nomme en Halti ceux que leur passé désigne trop ouvertement à la vindicte des macoutes.

L'explosion de joie qui a suivi le février 1986 se transforme alors pour lui en une patiente attente d'un retour proche. Sans ambitions particulières, en - chaussant sa pointure, tout simplement ». Il a failli rentrer - sur un coup de tête - mais aujourd'hui le temps des - conseils amicaux - est revenu, avec l'attente des nouvelles de son pays, depuis ce dimanche 25 novembre qui a vu s'effondrer son rêve de retour une fois encore repousse... - Vous imaginez mon exaltation avant, et mon état aujourd'hui, ai-je besoin de vous le décrire ? Mais il y a plus grave, dit-il, dans l'opinion, Hatti finira par lasser, alors que là-bas

DENIS HAUTIN-GUIRÂUT.

A Saint-Domingue

Négociations bloquées entre la Contra et les sandinistes

Saint-Domingue. - Les négo-ciations indirectes entamées entre le goevernement sandiniste et la Contra sont a ste point mort », a indiqué, le vendredi 4 décembre, l'archevêque de Managua et médiateur entre les deux parties, Mgr Obando y Bravo. C'est l'intransigeance des deux délégations sur les conditions d'un cessez-le-feu au Nicaragus qui bloque les négociations, a affirmé Mgr Obando à l'issue de deux

journées de rencontres. Après le rejet par les rebelles d'une proposition gouvernementale visant à instaurer un cessezle-feu sans conditions, le cardinal a proposé une trêve pendant la période de Noël assortie d'une levée de l'état d'urgence dans le pays et d'une amnistie totale des prisonniers politiques; mais cette dernière proposition a été refusée par les autorités sandinistes. Le médiateur a ensuite attiré l'attention des deux parties sur la lenteur du processus - alors que chaque jour perdu coûte la vie à cinquante jeunes Nicaraguayens . La délégation gouver-nementale a proposé de reprendre des conversations - indirectes - du 14 au 18 décembre, la Contra laissant pour sa part le choix d'une date au cardinal Obando y Bravo, qui a qualifié ces négocia-tions d'« entretiens préliminaires » en insistant sur le fait que les deux parties étaient disposées à poursuivre le dialogue. - (AFP.

PEROU: le massacre de détenus en juin 1986

La commission d'enquête conclut à la responsabilité du président Garcia

LE MONDE DU VIN

à partir du lundi 7 décembre le Monde publiera les réponses au concours

> Lundi 7 daté 8 décembre réponses aux questions 1 à 10 Mardi 8 daté 9 décembre réponses aux questions 11 à 20 Mercredi 9 daté 10 décembre réponses aux questions 21 à 30 Jeudi 10 daté 11 décembre réponses aux questions 31 à 40 Vendredi 11 daté 12 décembre réponses aux questions 41 à 48 Samedi 12 daté 13-14 décembre

> réponses à la question subsidiaire

de notre correspondante

Le commission parlementaire chargée de l'enquête sur le massacre, le 19 juin 1986, de deux cent cinquante quatre prisonniers, mem-bres du Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL) a conclu à la responsabilité politique du président Alan Garcia et de son premier cabinet ministériel; ces derniers se voient reprocher d'avoir confié à l'armée la mission d'écraser la mutinerie en lui donnant l'ordre d'utiliser la plus grande énergie » et d'avoir dissimulé cette tuerie.

Le 18 juin 1986, la veille de l'inauguration du congrès de l'Internationale socialiste, une mutinerie dirigée par les prisonniers membres du PCP-SL éclatait de façon synchronisée dans les trois pénitenciers de la capi-

tale, où les détenus prenaient des policiers et des gardiens en otage. Ils protestaient contre leur éventuel transfert dans de nouveaux établissements pénitentiaires à Lurigancho et à El Fronton. L'armée et les forces de l'ordre intervenzient massivement les 19 et 20 juin, provoquant des affrontements très violents avec les détenus. Ces derniers se défendaient avec des fusils et des pistolets-mitrailleurs soustraits à leurs gar-

Le président Garcia félicitait aussitôt le commandement de l'armée pour le « succès de l'opération ». Le vice-président, le sénateur Luis Alberto Sanchez, annonçait un peu plus tard que la répression des mutins avait fait plusieurs dizaines de victimes et que les dépouilles seraient rendues aux familles. Le 21, le chef de l'Etat reconnaissait, à

Lurigancho, qu'une centaine de détenus avaient été assassinés et il ordonnair l'ouverture d'une enquête sur les excès possibles commis par les forces armées lors de l'écrasement de la mutinerie.

Finalement, seuls des subalternes, responsables directs de la tuerie de Lurigancho, ont été incarcérés. En ce qui concerne le pénitencier d'El Fronton, le gouvernement a soutenir la version selon laquelle les prisonniers avaient été tués au cours du combat ou étaient morts esphixiés dans les tunnels qu'ils avaient creusés. Les corps des victimes étaient enterrés dandestinement par

Le président de la commission d'enquête. la sénateur Rolanda-Ames, qualifiant de « représailles » la décision présidentielle, a expliqué qu'il était important, pour la com-

prendre, de la replacer dans son contexte: « Dans le climat de vio-lence que vit le pays, aggravé par les attentats sélectifs du PCP-SL, plusieurs volx s'étaient élevées pour proposer la peine de mort pour des prisonniers jugées irrécupérables pour la vie démocratique.

Le senateur Ames a jouté que les membres de la commission avaient reçu des menaces voilées selon lesquelies feurs conclusions allaient mettre en danger la démocratie. Nous pensons à l'opposé que la démocratie ne peut coexister avec la sale guerre - a-t-il déclaré. Le parti au pouvoir, l'APRA, disposant d'une large majorité au Congrès, il est peu probable que les conclusions de l'enquête aient des conséquences politiques immédiates.

MICCLE BONNET.

-74 Proche

.

~ 48 °

· 42

والمحارض والأطهوا لأحيار

 $= \pi_{i}(a_{i}) \cdot a_{i} a_{i} + \frac{a_{i}}{4} a_{i}$

. 48. 77

* 1 3 H

1 1898 F

· was mis

والمجارين الماري

أواجراهيداك والمرا

- co. 450

و منتسود

..... い 街頭

· 一个一个种基础

--

ENGLIS

· Name and the state of

小小 蟒 神山河縣

es ye

والمستهدات والمستهدات

1.00

Miète mise en gar

The last of the second 化二甲磺磺胺二甲 N- 11

frise ouverte uvece الما المحاجد الم an land 🚎 🦞 THE REAL PROPERTY.

The same statement -المنافية شرورات والمنافية TOUR WEST Mary Will e speciel especiel & a policy in -

> -31.0 THE REAL PROPERTY. · ight River

---The second of Land And A. T. Walter The second second

The same of

to long to The last of the

T. MILE 4 The state of the s and the state of the state of The Street Straint

The state of the state of

20.70 s (2

The same

The control of the second

2012/05/09 09:44

. . ~ . 3

La levée des sanctions économiques américaines envers le Pakistan mécontente vivement New-Delhi

NEW-DELHI de notre correspondant

La mesure cette fois est combie : les autorités indiennes n'avaient pas encore commenté, le samedi

The state of the s

5 décembre, le vote du Congrès, occembre, le vote du Congrès, américain levant toute objection. À l'aide au Palistan. Mais lenr réaction est prévisible : il s'agit pour l'Inde d'une nouvelle et incompréhensible manifestation d'hostilité à con forms.

En décidant vendredi de déblo-quer 4.02 milliards de dollars d'aide civile et militaire à Islamabad, le Congrès américain a annulé sa déci-sion prise le 7 août demier de geler son assistance économique à un pays compable d'enfreindre la législation américaine sur la non-prolifération des armes problaires des armes pucléaires.

Accusé de poursuivre des travaux d'eurichissement de l'uranium à plus de 5 % (donc à des fins militaires) dans sa centrale nucléaire de Kahuta, et d'être à l'origine d'une tentative d'exportation illégale des Etats-Unis de matériel lié à la fabri-cation de l'arme nucléaire. (1), le Pakistan s'est toujours refusé à une expertise internationale et a subor-donné son approbation du traité de non-prolifération nucléaire à une

acceptation concomitante de l'Inde. Washington n'avait aucune envie de provoques l'asphyxie économique d'un Pakistan qui reste son plus fidèle soutien dans la régon, face à un possible expansionnisme soviétique à partir de l'Afghanistan. Isla-mabad accueille près de quatre millions de réfugiés afghans sur son territoire et permet le transit de l'aide américaine aux moudjahidins. Le Pakistai conserve des relations économiques avec l'URSS, et n'a jamais caché qu'il pourrait les intensifier au cas où le flux de l'aide américaine se tarirait

Le contentieux nucléaire

Cette façon de « mettre dans le même sac » l'Inde et son » programme nucléaire pacifique » et les efforts « clandestins du Pakistan pour se doter de l'arme nucléaire » avait déclenché ces derniers jours de violentes réactions à New-Delhi. L'ambassadeur de l'Inde à Washington, M. P.-K. Kaul, a fait part à M. Michael Armacost, sousscarétaire d'Etat, de la « véhémente protestation » de son gouvernement et a sonligné qu'une telle décision ne pouvait qu'« altérer gravement » les relations américano-indiennes.

New-Delhi est d'autant plus exaspéré que ce vote de défiance inter-vient après la rencontre entre MM. Reagan et Gandhi à Washing-ton en octobre dernier. Outre que le président américain avait alors recomm à l'Inde un rôle dominant en Asie du Sud, cette visite avait été l'occasion de marquer officiellement l'ouverture d'une intensification des relations commerciales - notamment militaires - entre les deux

Washington doit en principe four-nir à l'Inde des matériels de haute technologie comme des ordinateurs dernier cri, des moteurs pour le futur avion de combat indien (Light Combat Aircraft-LCA), des sys-

et l'armée de terre, ainsi que dissérents équipements scientifiques. L'Inde craint d'autre part que la décision américaine n'influence fâcheusement celles de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Agence internationale pour le développement (AID) dont l'assistance financière est indis-

pensable pour permettre de rétablir une situation économique grave-ment affectée par la sécheresse. S'agissant de la question de fond le traité de non-prolifération nucléaire.
 New-Delhi s'est toujours refusé à ratifier un document. jugé - discriminatoire -, notamment parce qu'il ne concerne pas son puissant voisin chinois. Le premier ministre indien a récemment indiqué que son pays s'était refusé à fabriquer l'arme nucléaire — alors qu'il en avait les moyens — étant donné que celle-ci était « une menace pour l'humanité ». Si Islamabad persiste dans la voie nucléaire, a-t-il menacé, une « décision difficile - devra être prise pour

 protèger notre nation ». Certes le président Reagan, en certes le président Reagan, en vertu de son droit de vero, peut s'opposer à la décision du Congrès, mais l'impact diplomatique – et psychologique – de celle-ci restera : l'image de l'Amérique se sera altérée aux yeux de l'opinion indienne. LAURENT ZECCHINIL

(1) Le 28 juillet dernier, un ressor-tissant pakistanais, M. Arshad Pervez, qui essayait d'exporter clandestinement un acier spécial entrant dans la fabrication des centrifugeuses destinées à l'enrichissement de l'uranium était arrêté aux Eints-Unis.

Afrique

GUINÉE : en raison de difficultés intérieures

La visite en France du président Conté est « reportée »

La visite officielle que le général Lansana Conté devait faire en France les 7 et 8 décembre, avant la quatorzième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique qui se tiendra à antibes da 10 au 12, a été « reportée à une date ultérieure », a annoncé, vendredi 4 décembre, un communique de l'Elysée.

Alors que les invitations pour les banquets officiels étaient déjà envoyées, au milieu de la semaine écoulée, aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon on ne dissimulait pas quelques inquiétudes au sujet de cette visite en raison de rumeurs d'agitation dans l'armée. Certains estimaient que le président Conté prenait un risque en s'absentant une semaine entière à Paris puis à

En route vers le Togo, où alfait se tenir le précédent sommet franco-africain, le président Mitterrand avait fait lui-même une courte visite à Conakry, le 12 décembre 1986. Il s'agissait alors de marquer tout l'intérêt que portait la France à la Guinée, libérée depuis 1984 du joug de Sekou Touré. Très vite, après la prise du pouvoir par les militaires, Paris avait manifesté son désir de parrainer le redressement économique d'un pays longtemps tenu à l'écart de la « famille » francophone en raison du « non » de Sekou Touré en 1958 à la proposition de s'inté-grer à la Communauté française

telle que l'avait conçue de Gaulle. Tout invitait les dirigeants fran-çais à ne pas lésiner sur les moyens

pour favoriser la rentrée de la autorités locales et de la méliance France sur la scène guinéenne : la des investisseurs potentiels.

Qualité intellectuelle d'une popula
Les filiales des grandes tion qui, contrainte à l'exil, compor-tait beaucoup de sujets brillants dans les pays voisins ; les ressources minières d'un pays disposant par exemple des plus importantes réserves mondiales de bauxite.

Aujourd'hui il faut déchanter. La diaspora guinéenne, installée en Afrique occidentale, en France et au Canada, n'est pas rentrée. La situa-tion économique ne s'est guère amé-liorée et la population demeure une des plus déshéritées du globe. On n'a pas pris la mesure des dégâts commis par Sekou Touré, nous a dit un respondable de la politique africaine de la France. La Guinée est sinistrée non seulement sur le plan économique, mais aussi dans le domaine socio-culturel. Il lui faudra longtemps pour se remettre du choc subi.

Conflits ethniques

Piein de bonnes intentions, le chef du Comité militaire de redressement national a du mal à imposer sa volonté à une administration en état de rébellion larvée. Nombreux, inefficaces et souvent corrompus, les agents de l'Etat n'ont aucune envie de voir aboutir la réforme de la fonction publique qui implique de nombreux licenciements. La participation du capital privé français aux sociétés nationales avait été un moment présentée comme la panacée : elle se heurte à de nombreuses difficultés du fait de la lenteur des

Les filiales des grandes banques françaises sont revenues en force, mais l'entrée de la Guinée dans la zone franc tarde toujours. Il y a deux ans, le gouvernement avait remplace le syli par le franc guinéer après une dévaluation de 93 %. Maigré cela, la cote de cette monnaie nationale par rapport au franc CFA ne cesse de (omber, ce qui rend très aleatoire une entrée dans l'Union monétaire ouest-africaine.

Sur le plan politique, le président Conté se heurte à des conflits ethniques. Les Malinkés lui reprochent d'avoir fait la part belle aux Soussous dans l'administration, bien que les principales tribus soient repré-sentées au gouvernement. Plusieurs personnalités d'ethnie malinké avaient été arrêtées après la tentative de putsch du colonel Diarra Traoré, qui se solda par dix-huit morts et plus de deux cents blessés, en juillet 1985. Un procès dans lequel étaient mélangés, en tant qu'accusés, les proches de Sekou Touré et ceux du colonel Traoré se termina par plusieurs condamnations à mort en mai.

Dans une interview à l'AFP, le président Conté vient de confirmer ce qu'on soupçonnaît : plusieurs - condamnés - étaient déjà morts au moment du procès. - Ceux qui voulaient se venger se sont vengés, je n'y pouvais rien », a-t-il dit.

Le problème est que cet aveu d'impuissance pourrait encore être fait dans la plupart des domaines où le chef de l'État est censé avoir repris les choses en main.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Discrète mise en garde soviétique à l'Iran

Un tournant dans la guerre du Golfe? Pas encore, mais une petite phrase prononcée, vendredi 4 décembre à Moscou, par le préside de l'Iran et actroître l'isolement de dent Andrei Gromyko à la veille du ce dernier pays.

ISRAEL

Crise ouverte avec la CEE

de notre correspondant

Entre Israel et la CEE, le ton est à l'aigreur. Depuis quelques jours, propos querelleurs et menaçants sur le question de l'ouverture du marché curopéen aux agriculteurs palestiniens des territoires occupés. Des deux côtés, on parle de crise sans réel précédent depuis l'accord de 1975 gérant les relations entre Israël et la CEE.

et la CEE.

En apparence, l'affaire est technique; en réalité, elle est lourde de connotations politiques. Elle remonte à octobre 1986, lorsque la Communauté décide d'attribuer aux productions agricoles de Cisjordanies et de Gaza le régime douanier préférentiel dont bénéficient déjà les pays de la région (Israël, Syrie, Jorges) pays de la région (Israël, Syrie, Jor-danie, Egypte). Bruxelles souhaitait que les productions palestiniennes soient identifiées comme telles (et non plus estampillées « made in Israel ») et que les Palestiniens puissent se doter de leurs propres sociétés de commercialisation, ou au moins avoir accès aux ports israéliens sans être systématiquement obligés de passer par AGREXO, le monopole d'exportation israélien (comme c'est aujourd'hui le cas).

Un accord avait semblé acquis à la mi-octobre, lors de la visite à Jéru-salem de M. Claude Cheysson, le commissaire européen au développecommissaire europeen au developpe-ment chargé, entre autres, des ques-tions méditerranéennes. Il avait été décidé que les produits palestiniens auraiem leur étiquetage propre et des certificats d'origine délivrés par les chambres de commerce de Cis-jordanie et de Gaza. jordanie et de Gaza.

Aujourd'hui, c'est l'impasse. La Communauté reproche à Israel de tergiverser en refusant de faisser les Palestiniens mettre en place leur propre système de opmmercialisation. M. Cheysson l'a-dit avec son abituel francongrier les divines habituel franc-parier lors d'une visite à Amman cette semaine :
• Les Israéliens doivent accepter cela (...) ou il y aura une Juntastique crise politique : s'ils refusent, leurs relations avec la Communauté seront au bord de la rupture. . Les Israéliens répondent que c'est une affaire qui prendra du temps et qu'on don les laisser traiter avec les

Plus grave pour Jérusalem, M. Cheysson a indiqué que faute d'accord sur cette question, la commission retarderait la mise en application du protocole conclu l'an der-

nier avec Israël pour que l'agriculture de ce pays ne souffre pas de l'entrée de l'Espagne et du

Portugal dans la CEE. Les implications sont importantes pour les agriculteurs israéliens. Un haut fonctionnaire dénonçait jeudi 3 décembre à Jérusalem • ce chan tage illégal - exercé par la commis-sion en liant ainsi « deux affaires qui n'ont rien à voir entre elles ». Israël, ajoutait-il, est aujourd'hui soumis un « diktat », et de conclure : Si quelqu'un s'imagine qu'il va déterminer le statut des territoire par le moyen des aubergines et des poivrons, il se trompe énormé-

ALAIN FRACHON.

L'affaire de l'ULM M. Shamir menace la Syrie

Le premier ministre israélien, M. Ytzhak Shamir, a indirectement memacé, le jeudi 3 décembre, la Syrie de représailles à la suite de l'attaque, la semaine dernière, d'un camp militaire dans le nord d'Israèl (le Monde du 27 novembre) par un memacade selectionien venu en (le Monde du 27 novembre) par un commando palestinien venu en UILM. Six soldats israéliens avaient été thés et sept autres blessés. Après avoir estimé que le Front populaire de libération de la Palestine — Commandement général (FPLP-CG), qui a revendiqué la responsabilité de ce raid, « opère sous la protection et avec le consentement du gouvernement syrien », M. Shamir a déclaré qu'il envisageait « une réplique afin d'empécher la répétition de tels actes ».

D'antre part, l'armée israélienne a décidé de prendre des mesures disciplinaires contre plusieurs militaires accusés de graves négligences ayant entraîné le bilan très lourd de l'attaque. Parmi les militaires sanctionnes le servinelle de carrie le servinelle de carrie le figurent la sentinelle de garde la unit du raid et le commandant du

A Beyrouth, le journal As Safir (proche de la Syrie) publie l'inter-view d'un homme présenté comme le chef du commando palestinien, qui affirme que, sur les quatre mem-fores du groupe qui a mené l'opéra-tion, deux ont réussi à regagner leur base après l'attaque, les deux autres ayant été tués. Selon cet homme, les deux survivans ont réussi à redécoi-ler, d'Israël sur leur ULM. Le groupe aussit été formé de deux groupe aurait été formé de deux Palestiniens, un Syrien et un Tuni-

- L'Iran n'agit pas réellement pour mettre un terme à la guerre sontre l'Irak, a déclaré M. Gromyko à l'ambassadeur tranien à Moscou. M. Nobari, à qui il a expliqué que la résolution 598 du Conseil de sécurité exigeant un cessez-le-feu comportait d'a autres dispositions » qui partait d'a autres dispositions » qui pourraient être mises à l'ordre du

Ces dispositions consistent en un éventuel recours à des sanctions contre le pays qui rejetterait le cessez-le-feu. Or, Moscou, qui a engagé un processus de rapproche-ment avec Téhéran, se refusait jusqu'à aujourd'hui à suivre les entanz et à parlet de san contre l'Iran.

La discrète mise en garde de

M. Gromyko à la République islamique est intervenue alors qu'à New-York, ce même vendredi, le secré-taire général de l'ONU venait d'informer les États-Unis et l'URSS du résultat de ses pourparlers avec un représentant iranien. Un résultat bien maigre, puisque M. Perez de Cuellar n'a pes caché sa déception après s'être entendu rappeler la position - inchangée - de Téhéran sur le seul moyen de mettre fin à la guerre du Golfe, à savoir que Bag-dad soit, avant tout cessez-le-feu, désigné comme l'agresseur. Une condition qui, en l'état actuel des choses, s'apparente, de fait, à un rejet de la résolution 598.

Le pessimisme de M. Perez de Cuellar a reçu un écho à Téhéran même, où le président Khamenei a reconnu que les chances de parvenir à un règlement politique étaient très maigres. Nous poursuivrons le processus de l'ONU, a-t-elle dit, mais il y a très peu d'espoir de pro-

L'isolement diplomatique n'a

jamais effrayé les dirigeants de la République islamique, mais peut les gêner dans une très large mesure lorsqu'il risque d'avoir des répercussions directes sur la conduite de la guerre et notamment sur ses approvisionnements en armes. Et l'on estime dans les milieux diplomatiques français que si un accord a pu être conclu en vue d'une « normali-sation » entre Paris et Téhéran ~ passant par la libération des otages du Liban, - cet isolement a joué un rôle de premier plan dans les motivations iraniennes. D'autant plus que se profile la perspective de tou-cher plusieurs centaines de millions de dollars (en remboursement du

Bagdad a d'ores et déjà exprimé son inquiétude auprès de la France, et M. Jean-Bernard Raimond a dû donner l'assurance, vendredi, à l'ambassadeur irakien que la « normalisation » en cours avec Téhéran n'affecterait pas les relations entre

prêt Eurodiff.

Y. H.

A TRAVERS LE MONDE

Cameroun Remaniement ministériel

Le président Biya a procédé vendredi 4 décembre à un ramaniement ministériel qui marque son souci de rentorcer son autorité dans la conduite de la politique économique. Il a notamment institué un ministère, rattaché à la présidence, chargé du plan de stabilisation. Ce poste a été confié à un technicien, inconnu du grand public, M. Emmanuel Zoa Oloa, jusqu'alors sacrétaire général du ministère du plan, qui aura la charge de rétablir les grands équilibres économiques. Le ministre du plen et de l'aménagement du territoire, M. Sadou Hayatou, abandonne

ce portefeuille pour prendre en charge celui des finances, où il succède à M. N'gon. M. Hayatou, qui chef de l'Etat, est remplacé dans ses enciennes fonctions par M. René Nze Nguele, qui quitte le ministère de la fonction publique, confié à M. N'gon.

Liban

Abou Nidal promet une surprise

Le groupe pelestinien Abou Nidal a annoncé, le vendredi 4 décembre au Liben, qu'il avait achevé son enquête sur les huit Belges et Français pris en otaga le mois demier à bord d'un bateau de plaisance en Méditerranée (le Monde du 10 novembre), et qu'il v aurait « bientôt une surprise ».

« Les résultats des interrogatoires que nous avons fait subir aux huit prisonniers seront bientôt ennoncés », a déclaré M. Walid Khaled, l'un des principaux dirigeants du groupe Abou Nidal devant des journalistes à Saïda au Liban sud. Il a précisé que les captifs se portaient bien et que les délégués de la Croix-Rouge internationale seraient autorisés e très prochaine ment » à leur rendre visite.

C'est le 8 novembre demier, au moment où s'ouvrait le sommet arabe à Amman, que le Fatah-Conseil révolutionnaire avait revendiqué l'arraisonnement du bateau, le Silco. au large de la bande de Gaza, puis l'enlèvement de ses passagers. Trois Français sa trouvent parmi les otages, dont deux fillettes de cinq et six ans. Le groupe Abou Nidal les accuse d'espionnage au profit

Tunisie

M. Barre reçu par le chef de l'Etat

Le président Ben Ali a reçu, vendredi 4 décembre, au palais de Carthage, M. Raymond Barre, en présence de M. Hédi Baccouche, premier

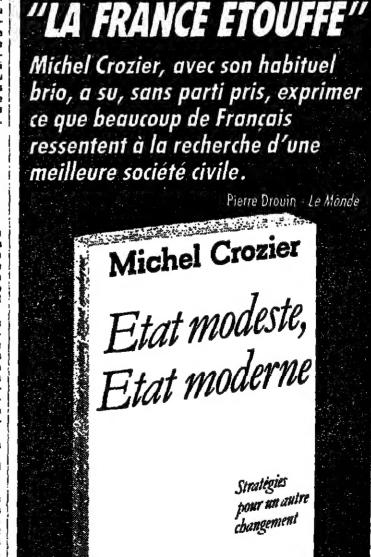
Venu participer à Sousse à un coiloque sur les relations entre le Maghreb et la Communauté économique européenne, M. Barre a déclaré que l'entrevue avait porté sur dats gouvernementaux ont été e les principaux problèmes qui se blessés et évacués sur Damazine, a posent aujourd'hui à la Tunisie et au raconté un des cinq prisonniers faits Moyen-Orient ». - (AFP.)

nais ont été tués le 1ª décembre en occupée depuis le 12 novembre par d'artillerie.

l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), a affirmé, le vendred 4 décembre, la redio de la SPLA captée à Nairobi. Deux cents autres soipar la SPLA, un commandant.

militaires gouvernementaux tues.

- Une centaine de militaires soudanis ont été tués la 18 décembre de cours de cette affants mais ont été tués la 18 décembre de cours de cette affants mais ont été tués la 18 décembre de cette affants mais ont été tués la 18 décembre de cette affants mais ont été tués la 18 décembre de cette affants mais ont été tués la 18 décembre de cette affants mais ont été tués la 18 décembre de cette affants de cette affa La SPLA affirme avoir récupéré de avoir capturé, au total, depuis sa tentant de reprendre la ville de Kour- prise de Kourmouk l'équipement d'un mouk, à la frontière de l'Ethiopie, escadron blindé et d'un bataillon



FAYARD

Fayard

é du president le

189 P. Sales

9 May . 4 , 5 **Desir**

140.00

200

M. André Lajoinie appelle les communistes à s'engager pour le redressement de leur parti

Les délégués au vingt-sixième congrès du PCF ont poursuivi, le vendredi 4 décembre, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), la discussion générale entreconpée d'interventions de représentants étrangers, une pratique abandonnée après le vingt et unième congrès extraordinaire (1974). En dehors de M. Martial Bourquin, premier secrétaire de la fédération contestatrice du Doubs, tous les autres intervenants out

. Je ne comprends pas pourquoi on parle comme ça du centralisme démocratique. Ou on est pour, ou on est contre, mais il faut le dire. -M. Jean-Louis Mons, « patron » de la fédération de Seine-Saint-Denis, n'est pas homme à perdre son temps avec les interrogations de quelques camarades. - Je ne vois pas, dit-il, la différence entre la reconnaissance de fait des tendances et la gestion des différences ou desaccords. - A l'évidence, ni l'une ni l'autre n'a son assentiment. Pour Mm Sylviane Ainardi, - première fédérale - de Haute-Garonne, il ne fait pas de doute que - nos détracteurs veulent nier le développement de la réflexion des communistes dans les trois dernières années ». Pour M. Henri Malberg, dirigeant de la fédération de Paris, qui ne prêche · ni auto-satisfaction ni autodémolition », « un électeur socialiste qui pourrait voter communiste trouve en Pierre Juquin la voie de garage toute prète . M. Jean-Jacques Ferrero, premier secrétaire fédéral des Hautes-Alpes, abstentionniste lors du précédent congrès, n'a, désormais, qu'un credo. - l'esprit de parti - pour lequel il se donne du mai. Chacun à sa manière, ces responsables communistes ont répondu soit à M. Félix Damette (le Monde du 4 décembre), soit à M. Martial Bourquin. Ce dernier, dirigeant de la fédération du Doubs, est intervenu de bon matin pour poser quelques questions sur l'application du centralisme démocratique. Si le genre lui convient, il en va autrement de son fonctionnement. Il émet des doutes identiques sur la circulation de - toutes les idées dans le parti. Pour lui, majorité n'est pas forcément synonyme d'unanimité. Bref. le fonctionnement interne du PCF n'est pas exempt de reproches, pour les communistes du

Après que M. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT et cheville ouvrière de l'Appel des cent, out déclaré - la guerre à la guerre - et suggéré que le congrès - approuve la proposition de Egor Ligatchev - pour une table ronde européenne sur la sécurité et le désarment, et que M. Piero Fassino. dirigeant du PCI, out souhaité - des

direction. A l'exception de M. Piero Fassino, dirigeant du PC italien, sifflé et modestement applaudi tous les représentants étrangers (Chine, Cuba, OLP. Vietnam) out enregistré un franc succès. M. Georges Marchais a réagi négativement, sur TF 1. à l'éventrafité d'une rencontre entre MM. Mitterrand et

fraternels - - il venait de se faire Ronald Reagan sur la diminution chahuter par une partie importante de la salle pour avoir espéré - une rénovation de la gauche européenne - passant par une entente entre partis communistes, socialistes et sociaux-démocrates - la parole a été donnée à celui que le PCF s'est donné pour candidat à l'élection présidentielle, « le candidat du combat et de l'espoir : André Lajoinie ».

Le PCI siffié

S'opposant tant à M. Jacques Chirac qu'à M. François Mitter-rand, M. Lajoinie a dénoncé - la fable visant à faire passer pour une seconde candidature communiste ce qui n'est, en fait, qu'une seconde candidature socialiste .. « Les communistes voient clair -, a-t-il ajouté uprès cette senie aliusion à M. Pierre Juquin. Il a fait part de son -sentiment d'enthousiasme à l'écoute du rapport de Georges Marchais -, qui est, selon lui. - un texte de référence et une page de réflexion pour les communistes ». Consacrant l'essentiel de son allocution aux trois thêmes clès du pro gramme du PCF - - justice, liberté, paix -, - M. Lajoinie a martelé qu'agir pour chacun de ces trois concepts - ce sera voter communiste . Il a enfin, engagé les militants investis de responsabilités à se lancer sans attendre dans sa campagne électorale, en œuvrant - à cette occasion pour le redressement du

Derrière lui, un autre poids lourd du parti, M. Henri Krasucki - précisant qu'il ne s'exprimait pas, en la circonstance, au nom de la CGT dont il est le secrétaire général - a pluidé pour l'existence - d'un sollde parti d'avant-garde et d'un puissant syndicat de lutte -. - Notre devoir de parti révolutionnaire, a-t-il dit. est de contribuer à renforcer la CGT - pour conduire la lutte des

L'intervention la plus curieuse de la journée est venue du secrétaire général. Invité de TF 1, M. Marchais s'était sélicité du prochain accord entre Mikhall Gorbatchev et | blesse. »

LIVRES POLITIQUES par André Laurens

marqué leur accord avec le projet de résolution de la Gorbatchev sur le désarmement.

> progressive des missiles installés en Europe. Mais il a exprimé l'avis radicalement inverse sur une hypothètique rencontre entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev... concernant le désarmement. - C'est à la fois une hypocrisie et une grossière manœuvre politique de François Mitterrand à la veille de l'élection présidentielle -, a déclaré M. Marchais. - Tout le monde sait que François Mitterrand est opposé au désarmement », a-t-il souligné, sans doute à l'intention des Soviétiques, qui semblent l'ignorer. Sans que l'on sache si cette initiative de rencontre soit à mettre au compte de M. Mitterrand ou à celui de M. Gorbatchev, elle embarrasse, par avance, le secrétaire général du PCF. Elle le priverait d'une retombée positive dans l'opinion publique tant sur le terrain du désarmement que sui celui des rapports privilégiés du PCF avec le PCUS. C'est sans doute pourquoi M. Marchais affirme que le président de la République est l'homme du surai

> > OLIVIER BIFFAUD.

• Les socialistes et la dissolution de l'Assemblée nationale. « SOS centrisme : les jeunes contre la troisième force. » Sous ce titre, une pétition vient d'être lancée à l'inté-rieur du PS et du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) par la branche jeune de Socialisme et République (ex-CERES). Parmi les premiers signataires figurant aussi, selon les auteurs du texte, des jeunes membres du courant AB (mitterrando-mauroyiste), proches de M. Jean Poperen, ancien numéro deux du PS, ou de M. Pierre Mauroy. Ce texte, qui affirme que les socialistes doivent avoir un «pro-jet (...) capable d'offrir aux jeunes une perspective d'avanir », préciae qu'« un projet qui est à l'opposé de la politique de la droite ne peut être appliqué par une Assemblée nationale dominée par la droite », « Nous devons, conclut le texte, affirmer haut et fort des maintenant qu'au lendemain de notre victoire aux présidentielles l'Assem-blée nationale devra être dissoute pour que notre politique ait le soutien d'une majorité de convainces capables de la mettre en ceuvre sans faiUne campagne contre M. Barre

Signé: anonyme

La campagne est ouverte. Voici se remettent au travail. Un comité anti-Barre - le CAB - vient de se constituer. Selon le courrier anonyme qui nous a été adressé le vendredi 4 décembre, posté la veille du bureau « Paris-Bastille », ce comité aurait pour membres fondateurs e un certain nombre de militants de réseaux barristes dégoûtés par l'attitude anti-droite nationale de Raymond Barre» et s'est fixé pour tâche e de diffuser auprès de la presse divers documents confidentiels qui montreront clairement la politique antidroite nationale que mène Raymond Barre ».

Pour ce premier envoi, ce comité livre deux pièces à conviction : « un article diffusé aux resables des réseaux barristes attaquant le journal de droite France-Soir » et « une partie du résumé de la réunion du 18 novembre 1987 - 8 h 30 ayant pour but principal de mettre en place une politique antichiraquienne en Nouvelle-Calécionia at en Polynésia francaise ». Suit l'extrait d'une note, ne portant aucune mention, mais net de M. Barre, M. Jean-Paul Faugère, évoquant plusieurs sujets d'actualité : « l'opportunité et les évantuelles modalités d'une prise de position de grandes personnalités gaullistes en faveur de M. Barre dès avant le premier tour », les conclusions à tirer « du voyage de M. Wiltzer en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française», sinsi que le comau Parti réoublicain.

Dans l'entourage de l'encien premier ministre, on qualifie ce genre de procédé de « lamentable ». Le chef de cabinet de M. Barre, M. Pierre-André Wiltil est feit état « est un papier entièrement fabriqué ». Directement impliqué, M. Jean-Paul Faumanœuvre est v totalement incroyable », précisant qu'au demeurant il n'est pes dans les habitudes de l'état-major berriste de travailler par note.

« Montage »

Au service de presse de M. Barre, on précise que le pre-mier document (l'article diffusé aux responsables des réseaux) n'a rien de « confidential » et que le second ne comporte « aucun élément d'identification» sérieux. Dans ces conditions, ajoute-t-on, 4 on peut inventer n'importe quel топізде у.

velle. Lors de la campagna prési-dentielle de 1981, deux brochures contre M. Valéry Giscard d'Estaing avaient circulé à plusieurs milliers d'exemplaires, l'une présentant comme « l'homme du Kremlin », la seconde narrant ses « aventures africaines ». Au de 1984, is tête de liste UDF, Mrs Simone Veil, avait également eu droit à sa brochure la présentant comme la complice de M. François Mitterrand. Depuis

1982, M. Barre est la cible privilégiés du groupuscule d'extrême droite de M. Laurent Cheminade, le Parti ouvrier européen (POE), qui, régulièrement, nounit une campagne contre le « membre de la trilatérale, l'ami des Soviétiques financé par les banques nouvelle brochure, anonyme encore, avait été édités pour la campagne législative présentant Barra s. Au retour de son voyage des Antilles en avril dernier, un document tout aussi anonyme était parvenu dans les rédactions, stigmatisant le comportement de « diviseur » adopté par l'ancien tements d'outre-mer.

Dans son numéro du 19 novembre 1987, le journal du Front national, National Hebdo, sous le titre « qui veut scier Barre ? s, annonçait déjà curieusement la couleur : « Des proches du ministre de l'intérieur, était-il expliqué, ont décidé de faire à Raymond Barre sa fête, en lancant una grande campagne de discrédit contre lui [...] Pièce principale de cette campagne : une brochure bourrée d'accusations et à Isquella travaille déjà una pețita cellule technique s. La direction des renseignements généraux orésente une autre version. Elle confirme qu'elle « s'attendait tusion de ce genre de documents a et met tout simplement en cause « un groupe de journalistes travaillant contre

DANIEL CARTON.

- property

area 🐗

And the second s

4 20

- -

中主人的

15000

- ---

- -

WALL TAILS

*** 中央经验,

2. 表示 克

E Fride

THE SHARE

a in pressure

1. T. Carrier in

14.72 Per 1807

Tree by

in the second

192 84

The state of the state of

7.21 NATE OF SEC.

A ENS. M.

THE PERSON NAMED IN

CON- WHEN

THE PERSON IS The same of the sa Same Barres in To Many The Control of the Control o AN ESTEVALOR

to desire

大克克 电电子体 医十二克比 · 多达 ·

Additional to the same of the

Mary Mary

A State of the sta

10 mg

The state of the s

230

Section of the sectio

Aux Antilles

Toute la gauche est mobilisée à l'occasion de la venue de M. Le Pen

Un collectif « contre le racisme et le fascisme » regroupant quatorze organisations et partis de gauche et d'extrême gauche a lancé un « appel à la mobilisation du peuple martiniquais » à l'occasion de la venue aux Antilles de M. Jean-Marie Le Pen, qui est attendu le dimanche 6 décembre, à Fort-de-France, première étape d'un périple d'une semaine dans les départements de cette région. Ce collectif annonce une manifestation non violente à l'aéroport, tandis que cinq autres mouvements indépendantistes se déclarent

prêts « à tous les efforts pour remettre Le Pen dans l'avion et l'empêcher de fouler le sol nationei ».

Toutes ces organisations estiment que la visite du chef de file de l'extrême droite constitue « une provocation à l'égard de l'histoire antillaise, marquée par l'esclavagisme, à l'égard de l'immi-gration antillaise en France, victime de l'idéologie raciste véhiculée par le Front national, et vis-à-vis du mouvement ouvrier au moment où les libertés syndicales sont menacées ».

Un Front national blanc et discret

FORT-DE-FRANCE de notre correspondant

Le Front national ne fait pas recette aux Antilles, mais il existe, animé essentiellement par des

• En Martinique, la participa-tion d'une liste du Front national aux élections législatives de mars 1986 avait été une surprise, parce que depuis l'annonce de sa création officielle, en septembre 1984, la sec-tion locale du parti de M. Le Pen n'avait jamais fait parler d'elle. Et après avoir recueilli 1469 voix, soit 1,34 % des suffrages exprimés, elle a replongé dans une quasiclandestinité, bien que certains de ses anciens graffitis - - Les nègres en Afrique, la France aux Français - - demeurent visibles sur cer-

tains murs, En mars 1986, les six candidats du Front national aux législatives étaient tous des métropolitains domiciliés en région parisienne : seul celui qui conduisait la liste était né en Martinique et y avait conservé

• En Guadeloupe, il existe depuis povembre 1984 une fédération « lepéniste » rassemblant, là aussi, presque exclusivement des originaires de la métropole et des Blancs créoles. En mars 1986, la liste qu'elle avait présentée se compossit de cinq citoyens domiciliés à Saint-Martin ou à Saint-Barthélemy, les deux paradis fis-caux antillais. Elle était d'ailleurs conduite par le maire de Saint-Barthélemy, M. Rémy de Haenen, un créole, et elle avait recueilli 547 voix, soit 0.68 % des suffrages, plus de deux points de moins que la liste du FN aux élections européennes de juin 1984 (666 voix, 2,87%).

L'implantation du parti de M. Le Pen en Guadeloupe a été marquée, d'autre part, il y a deux ans par un drame : une bombe a explosé, le 13 mars 1985, dans un café-restaurant de Pointe-à-Pitre tenu par un ancien parachutiste d'origine alsacienne, M. Jean-Claude Muller, propagandiste du From national et cet attentat dont les auteurs n'ont pas été identifiés, a

• En Gayane, où le Front national n'a pas participé aux élections législatives de mars 1986 mais sim-plement aux régionales, où il a obtenu 571 voix (3,58 %), les parti-sans de M. Le Pen habitent presque tous à Kourou et se recrutent parmi le personnel de la base spatiale, vivant en gênéral à l'écart des

La · blancheur » des sections cales du Front national ne doit pas faire penser, toutefois, que les options de M. Le Pen scandalisent tous les Antiliais de couleur. Certains d'entre eux admettent, certes. que M. Le Pen n'aime guère les étrangers « basanés », mais ils rétorquent qu'ils se sentent eux-mêmes, - basanés > ou non, « Français de toujours -. Et, quand le chef de file de l'extrême droite les sollicite, ils sont portés à y voir la preuve que M. Le Pen est soucieux de la même francité qu'eux. L'ampleur des pro-testations provoquées par la visite du chantre de - la France aux Français » dans ces trois départements indique, toutefois, que ceux qui sou-tiennent ce point de vue modéré ne sont pas, toin de là, majorizaires aux Antilles.

ÉTIENNE MARIE

temps tenu au secret qui entourait la vie interne de ce parti ; s'il se dissipe, actuellement, c'est moins par les progrès de la transparence que par ceux de la dispersion. Le mystère du PS s'épaissirait plutôt pour des raisons inverses, tant le foisonnement affiché de ses débats et de ses querelles, loin d'éclairer l'opinion, la plonge dans la perplexité Que veulent-ils, à la fin. ces socia-Le pluriel n'est pas, ici, de pure

E mystère du PCF a long-

forme et l'on comprend qu'un spécialiste des sciences poiniques. Yves Roucaute, l'emploie toires socialistes a les fils d'un écheveau qui le font remonter jusqu'à la Commune de Paris. Entreprise ambitieuse et touf-

fue, qui entend éclairer la complexité du socialisme d'aujourd'hui par le rappel des strates accumulées dans le passé et des permanences qui ont résisté à l'usure du temps. Yves Roucaute veut en finir avec l'analyse commode qui réduit l'histoire du socialisme français à une opposition entre deux sensibilités, incarnées par deux illustres figures, Jules Guesde et Jean Jaures. Il estime, en outre, que les déterminations sociales et culturelles, plus complexes qu'on ne le dit, n'expliquent pas tout : il faut compter aussi avec les aléas de la lutte pour le pouvoir, à l'intérieur du parti et au sein de l'appareil d'état, sans oublier le hasard des destinées humaines. Notre auteur s'engage ainsi dans une réactivation du passé, en même temps qu'il restitue au présent son épaisseur historique. Il recense « les occasions manées » de la social-démocratie à la française, qui n'a jamais trouvé pleinement sa voie, qu'il s'agisse de sa forme d'organisation, de sa mine ou de son projet politique. Tantôt juxtaposition de courants, tantôt fédération de fiefs régionaux, tour à tour tentée par le militantisme revolutionnaire, la conquête de positions de pouvoir dans l'Etat ou l'implantation électorale, porteuse de réels progrès dans des collaborations avec la droite, se coupant du relais syndical, absente des entreprises,

Le socialisme dans tous ses états

mbourbée dans le colonialisme. elle renaît quand on la croit mori-

Les socialistes d'aujourd'hui ne sont pas si différents de ceux d'hier. Selon Yves Roucaute, François Mitterrand procède d'une filiation qui emprunte au centrisme réformiste de Jaures et de Blum et au pragmatisme du radical-socialisme; Pierre Mauroy est un enfant de la socialdémocratie : Jean Poperen renvoie aux inspirateurs de la gauche révolutionnaire. Gustave Hervé. d'abord, Marceau Pivert, ensuite; disme de gauche incamé, entre les deux guerres, par Jean Zyromski; quand aux rocardiens. « ils parviennent à intégrer une tradition proudhonienne, antiétatiste, presque libéralelibertaire, une tradition technocratique et une tradition

Cas « Histoires socialistes » nous replongent dans le détail et parfois, quels détails ! - de la naissance de l'actuel Parti socialiste au congrès d'Epinay en

chrétienne ».

1971, de la période du prode la gestion gouvernementale, entre 1981 et 1986, et depuis, de la cohabitation. Yves Roucaute ne s'embarrasse pas de précau-tions de style pour raconter les combines, les luttes de clans, les affrontements qu'engendrent les ambitions personnelles, non qu'il veuille noircir le tableau, mais parce qu'il traite de la compétition politique telle qu'elle est, apre et dure, et du socialisme, tel qu'il existe, au plunel et d'une diversité pouvant aller jusqu'à « la libanisa tion ». C'est le prix et le risque d'une ouverture à plusieurs formes de sensibilité récurrentes de la gauche. En témojone la description des nombreuses composantes de la mouvance socialiste qui clôt cet ouvrage.

Par rapport à cette tentative d'approche globale, s'appuyant sur une cunosité qui part dans toutes les directions, voici une linéaire. Elle est menée par Laurent Salini, ancien chef du service politique de l'Humanité. De Léon Blum à François Mitterrand, de la SFIO à l'actuel Parti socialiste, Laurent Salini explique comment le courant social-démocrate a miroir plus ou moins précis de ce qui se déroule dans le vaste champ réformiste » peut refléter les grandes poussées populaires pour retember bien vite dans la tentation de gérer avec la droite. pendant le temps que celle-ci le supporte. Toutes les raisons, pour les communistes, de ne pas s'allier durablement avec les socialistes, sont là, mais, aussi, toutes celles de le faire si la pression populaire l'exige.

+ Histoires socialistes, d'Yves Roucaute, Ledrappier, 450 pages, 129 F. Enquête sur le PS, de Lausociales, 176 pages, 90 F

En Polynésie française

M. Flosse tente de briser la coalition dirigée contre lui par M. Léontieff

PAPEETE de notre correspondant

Revenu précipitamment en Polynesie pour essayer de contrer la coa-lition constituée contre le gouvernement territorial par son ancien dauphin, M. Alexandre Léontieff, député RPR, M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des pro-blèmes du Pacifique sud et chef du Taboeraa Huiraatira (qui disposait jusqu'à présent de la majorité abso-que à l'assemblée locale} n'a pas caché son amertume, jeudi 3 décem-bre, à l'égard des quinze transfuges de sa formation signataires de la motion de censure dont l'adoption pourrait aboutir à la mise en place d'un nouveau pouvoir exécutif. Il a aussitot entrepris de ramener ces

contestataires à de - meilleurs senti-

ments - pour empécher M. Léon-tieff de parvenir à ses fins. La veille,

celui-ci avait tontefois reçu un ren-fort de marque avec le ralliement à sa - conjuration » de M. Tutaha Salmon, ancien député RPR du terri-

M. Flosse a néanmoins obtenu un répit puisque la discussion de la motion de censure signée, au total, par vingt-neuf des quarante membres de l'assemblée territoriale (quinze conseillers de la majorité actuelle et quatorze élus de l'opposition) n'a pas eu lieu le vendredi 4 décembre comme l'espéraient M. Léontiess et ses allies. Rien ne l'obligeant à accepter la date proposée par les auteurs de ce texte, le président de l'assemblée territoriale, M. Roger Doom, a renvoyé la dis-

cussion à la semaine prochaine. Pendant ce temps M. Léontieff poursuit ses négociations avec ses partenaires. Il leur a proposé trois

sièges dans le futur gouvernement, qui comprendrait dix ministres, mais ses interlocuteurs en revendi-

quent au moins deux de plus. Les discussions en cours pour la mise an point d'un programme commun de gouvernement semblent aussi trainer en longueur. S'ils sont tons d'accord pour aider M. Léontieff à ravir le pouvoir à M. Flosse, son ancien protecteur, les principaux dirigeants de l'opposition locale, qu'il s'agisse de MM. Jacky Drollet (indépendantiste), Emile Vernau-don, Quito Braun-Ortega (divers droite) ou Jean Juventin, maire de Papeete, ancien député non inserit, ne veuient pas, en revanche, donner carte blanche à ce docteur en sciences économitues de trente-neul ans qui est longtemps apparu comme l'héritier potentiel de leur

adversaire numéro un. MICHEL YIENGKOW.

Les conseillers régionaux pourront parrainer les candidats à l'élection présidentielle

M. Jean-Marie Le Pen devra encore patienter an pen. L'Assem-blée nationale à bien, le ven-dredi 4 décembre, accepté de faire figurer les conseillers régionaux parmi les parrains possibles des can-didats à la présidence de la Républi-cina mais pour des seignes de République, mais pour des raisons de forme elle ne l'a pas fait dans les mêmes termes que le Sénat. L'extrême droite devra attendre encore un peu avant d'être assurée que sa chasse - aux cinq cents signatures sera facilitée.

Donner le même droit aux 1 340 conseillers régionaux -- nou-veaux élus du suffrage universel -veaux élus du suffrage universel —
qu'aux 41 882 parlementaires,
maires, conseillers généraux, pour
présenter des candidais à l'élection
présidentielle paraissait une telle
évidence que, dès le début de la
législature, un député RPR,
M. Pierre Pascalon (Puy-de-Dôme),
avait déposé une proposition de loi
en ce sens. C'est elle qui a été
approuvée au Palais-Bourbon plunit
que le texte provenant de palais du
Luxembourg, qui mélait cette dispo-

nition à celle accordant le même ceux qui - comme les communistes droit aux cout trente et un membres clus du Conseil supérieur des Fran-çais de l'étranger. A l'initiative de M. André Fanton (RPR, Calvados), M. André l'anton (RPR, Calvados), rapporteur de la commission des lois, l'Assemblée a précisé que les délégués des Français de l'étranger seront, pour le calcul des cinq cents signatures, « réputés être les élus d'un même département ou territoire d'outre-mer ».

L'évidence a fluctué au gré des variations des rapports de la majorité avec le Front national. Un temps, pour M. Charles Pasqua, le vote de ce texte n'était pas indispensable svant la prochaîne élection présidentielle. M. Pascal Arrighi (FN, Bouches-du-Rhône) s'a pas manqué d'ironiser sur ces volte-face. M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) aussi : « Nous avons voulu marcher droit et vous le nez au vent (...). Notre principe est sine. marcher arou et vous le nez au vent (...). Notre principe est sim-ple : tous les élus du suffrage uni-versel doivent pouvoir participer à la présentation des candidats, » Et à

ceux qui - comme les communistes - remarquent que cela avantage M. Le Pen - les socialistes répli-quent : « On me supprime pas le mal en supprimant ceux qui en sont por-teurs ; on ne supprime pas le mal venu de l'extrême droite en cherchant à l'interdire. On le supprime en combattant des idées. >

Sculs les communistes ont voté contre ce texte. Pour M. François Asensi il s'agit de dispositions "d'opportunité politique et d'un cadeau de la majorité à l'extrême droite." Pour lui «on ne peut à la fois commander un rapport pour renforcer la législation contre le renforcer la législation contre le racisme et accepter que Le Pen soit candidat ». Refuser les signatures nécessaires à celui-ci « s'apparente [pour les communistes] à une mesure de salubrité publique » car « Le Pen ne doit plus polluar le débat politique en France ». Cet élargissement du nombre des parrains possibles peut aussi, il est vrai, faciliter la chasse aux signatures de M. Pierre Juquin.

Divergence entre députés et sénateurs sur les compétences des futures cours d'appel administratives

Désengorger le Conseil d'Etat : depuis longtemps, les gouvernements recherchent la solution miracle. Tout le monde est maintenant d'accord sur la création de cours d'appel administratives qui jugeraient une partie du contentieux administratifs, la Haute juridiction n'intervenant qu'en cassation (le Monde des 8 octobre et 12 novembre).

bre).

Un distrend important subsiste pourtant entre le Sénat et l'Assemblée nationale: la compétence des cours d'appel doit être générale, celle du Conseil d'Etat n'étant que subsidiaire, dit le premier; la seconde souhaite l'inverse. L'affaire se cristallise sur les recours pour excès de pouvoir que la majorité des sénateurs vent confier par principe aux cours, tandis que la majorité de l'Assemblée veut laisser au Conseil, même si elle autorise le gouvernement à en transfèrer une partie, au moment opportun, aux cours.

achilling

 $\otimes Vs = -$

1

e day to

-

* * Sec. * *

- estable -

4 127507

Same of

A 50

一、人 大樓

mar 4 7.57 × 7 2005 -900

EM. La Pe

Assoupilissement des incompatibilités pour les parlementaires élus locaux. — Les parlementaires ne peuvent, de par la loi organique, diriger des entreprises nationales ou des établissements publics nationaux, sauf s'ils sont membres de cas directions au titre de députés ou de sénateurs dans le cadre de la mission de contrôle du Parlement. Mais avec la dépentralisation, les élus locaux la décentralisation, les élus locaux sont de plus en plus appelés — en tent que tels — à siéger dans ces

Deux sénateurs étaient concernés, l'un de gauche, l'autre de droite. Le Parlement, malgré quelques réserves à l'Assemblée nationale, a décidé si la responsabilité dans un établissaLes magistrats administratifs ne sont pas les seuls à être intéressés par la solution retenue. Les avocats «ordinaires» pourront plaider devant les cours, alors que seuls les titulaires d'une charge «d'avocats aux conseils» penvent le faire devant le Conseil d'Etat.

A l'initiative de M. Pierre Mazeaud (RPR. Haute-Savoie), président et rapporteur de la commission des lois, mais aussi conseiller d'Etat, l'Assemblée nationale, le vendredi 4 décembre, en deuxième lecture, a maintenu sa position pré-cédente, revenant, comme sur la plu-part des points modifiés par le Sénat, au texte qu'elle avait précé-demment adopté.

Un vieux serpent de mer a été tué au cours de cette séance : la supression de la gestion des membres des tribunaux administratifs par le ministère de l'intérieur. Comme M. Robert Badinter en son temps, MM. Robert Pandraud et Albin

ment public est liée à la détention d'un mandat local. Comme il s'agit d'emploi organique le Conseil consti-tutionnel va devoir se prononcer.

 Le nombre des bénéficiaires d'« emplois réservés » augmente.
 Certains emplois de la fonction publique sont traditionnellement réservés aux anciens militaires. Puis, ce bénéfice a été étendu aux victimes des guerres. A l'initiative de M. Roger Husson (RPR, Moselle) le Sénat avait décidé de l'étendre encore aux veuves de militaires morts en service con le discussion, les sénateurs ont décidé de l'élargir un peu plus à tous les conjoints de militaires, douaniers, pompiers « décédés en service ». Des

Chalandon se sont déclarés favorables au principe mais ont souhaité que l'affaire ne soit pas définitivement tranchée. M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), magistrat administratif, a pourtant gagné cette fois, une vieille bataille. Avec le soutien de M. Jacques Limouzy (RPR, Tarn), du PC et du FN, et l'abatention bienveillante de l'abstention bienveillante de M. Mazeaud, il a fait voter un amendement prévoyant le rattachement des membres des tribunaux administratifs et des cours d'appei au secrétariat général du Conseil d'Etat, sur le modèle de ce qui a été fait pour les chambres régionales des comptes. Ce transfert aurait lieu le 31 décembre 1989.

Le Sénat était lui aussi favorable à une telle décision, il sera difficile au gouvernement de faire revenir le Parlement sur cette disposition. Députés et sénateurs auront déjà assez de mal à se mettre d'accord sur le reste du projet.

députés ont proposé d'y ajouter les sauveteurs de la mer, les pilotes de la lutte contre le feu, les harkis. Où s'arrêter? Aussi, le vendredi 4 décembre, lors de la discussion du projet à l'Assemblée nationale, M. René Beguet (app. RPR, Paris), rapporteur de la commission des affaires culturalles, a jugé plus simple d'indiquer que ces emplois seraient réservés aux conjoints « de perréservés aux conjoints « de per-sonnes qui, soumisse à un statut législatif ou réglementaire et appe-lées à participer, à titre habituel ou occasionnal, à des missions d'assistance à personne en danger, sont décédées au cours d'une telle mission ». Cette solution a été retenue à l'unanimité. La difficulté est renvoyée aux décrets d'application.

Suppression des élections cantovales partielles dans les premiers mois de 1988

Eviter que les élections canto-nales, qui auraient dû avoir en mars 1988, ne se télescopent avec le choix du président de la République, cela fait partie de la - coutume ». Faut-il pour autant empê-cher toutes élections partielles dans les premiers mois de 1988? Là il n'y a plus de « tradition », et si la majorité — et le Front national - répondent « oui », la gauche rétorque « non »,

Chaque fois qu'un risque de télescopage se produit entre élec-tions locales, générales et scrutins nationaux, les cantonales sont repoussées. Ce fut, notamment, le cas en 1967 et en 1973, lors d'élections législatives. Le gouvernement a donc proposé que le mandat des conseillers généranx, qui devait s'achever en mars prochain, soit prolongé jusqu'en octo-bre 1988. Au Sénat, comme à l'Assemblée nationale, le vendredi décembre tout le monde en a été d'accord.

Les sénateurs de la majorité ont pris, de surcroît, une initiative curieuse. Ils ont décidé qu'en cas de vacance d'un siège de conseiller pendant le premier trimestre 1988, le délai accordé au préfet pour organiser des élections partielles sera porte de trois à six mois. En clair, il pourra ne convoquer les électeurs qu'après l'élection présidentielle.

La droite ne s'en cache pas: elle veut éviter les élections partielles, qui, il est vrai, ne lui sont guère, depuis plusieurs mois, favorables. La gauche ne peut, à l'inverse, laisser le représentant du gouvernement organiser vite les scrutius qui pourraient lui être profitables et repousser les autres M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, eut beau prendre l'engagement que n'auraient lieu, avant l'élection présidentielle, que les élections rendues indispensables par une vacance à la présidence d'un conseil général, socialistes et communistes soupçonnent la majorité des plus noirs desseins.

· Véritable détournement de pouvoir! - s'est exclamé M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Scine), - une injure à la démocratie qui permet toutes les magouilles, tous les tripatouillages .. . Une manœuvre politicienne qui sort du champ constitutionnel -, a ajouté M. François Asensi (PS, Seine-Saint-Denis).

Ce texte ayant été approuvé (par la majorité et le Front national) dans les mêmes termes qu'au Sénat, il est définitivement voté

La présidence relative

(Suite de la première page.)

D'ailleurs, le voudraient-elles qu'elles ne penvent plus y revenir. François Mitterrand exerce aujourd'hui une présidence patriarcale, habillage élégant d'un pouvoir amputé. Il aimerait sans nul doute en revenir au parallélisme classique des majorités présidentielle et législative qui lui restituerait son pouvoir hiérarchique et son bâton de commandement. Il admet cependant volontiers la nécessité d'une réduction de la durée du mandat présidentiel, d'un renforcement du rôle du premier ministre et, surtout, d'une restauration de l'influence parlementaire. Il souhaite un rééquilibrage du pouvoir, donc une présidence relative.

Michel Rocard plaide dans son dernier livre (1) pour une « présidence citoyenne ». Le souverain serait en charge de l'essentiei, mais le pouvoir serait partagé, contrôlé, équilibre. La symbolique se dépouillerait, le rituel s'allégerait. Ce que le chef de l'Etat actuel conclut de sa propre expérience, le député des Yvelines l'appelle de ses vœnx au nom d'une modernisation nécessaire. la meme.

Jacques Chirac plaide pour sa part en faveur du retour à ce qu'il juge l'équilibre idéal : la République pompidolienne. Il est vrai que sous le gouvernement de Jacques

avait conquis, un temps, une autonomie inhabituelle, la majorité parlementaire exercant son contrôle avec une vigueur tout aussi insolite. Le président Pompidou avait également tenté, en 1973, de transformer le septennat en quinquennat. Jacques Chirac reste fidèle à cet héritagelà. Sa double expérience personnelle de premier ministre dans des circonstances immuablement ingrates ne peut que l'y pousser.

Mandat présidentiel

Reste Raymond Barre, notoirenent attaché à une forme de légitimisme constitutionnel. Son tempérament, son style, son ton, ses convictions qui sont fortes, le font fréquemment soupçonner de vouloir restaurer la présidence absohie. C'est ne pas tenir compte de son attachement à l'équilibre des pouvoirs et à l'indépendance des contre-pouvoirs.

Le député de Lyon est hostile à une réduction du septennat mais Les mots varient, la démarche est passe pour acquis au mandat préidentiel unique. Il professe le constitutionnel et preud position puisqu'il lui faudra composer en laveur d'un troisième et d'un avec ses partenaires ou avec ses quatrième pouvoir - la justice et soutiens. En ce sens, l'hégémonie la presse - influents et libres. Ses gaullieune ou socialiste appartient lieutenants plaident pour une à l'histoire. L'existence de trois

Chaban-Delmas, l'hôtel Matignon revalorisation du rôle de l'Assemblée nationale, mieux protégée contre le vote forcé, mieux associée à l'élaboration de son propre ordre du jour... Bref, fonctionnaut autrement que de 1976 à 1981. En somme, le légitimisme barrien se colore de tradition tocquevillienne. Même s'il n'aimera sans doute pas l'expression de « présidence relative . la culture historique de l'illustre professeur le porte dans cette direction.

De toute façon, quels que

soient les goûts, les pentes et les

caractères des quatre prétendants éligibles, le vainqueur n'aura pas le choix: les circonstances le contraindront à la présidence relative. Outre que l'air du temps et les nouveaux comportements des Français écartent clairement le spectre de la restauration - le social-libéralisme, la socialdémocratie ou l'économie sociale de marché ne pouvant cohabiter avec une présidence impériale, plusieurs facteurs convergent dans le même sens: le prochain président devra former un gouvernement de coalition ou, hypothèse extrême, un gouvernement mino-

Dans les deux cas, sa marge fins grand respect pour le Conseil d'action sera donc limitée,

grandes formations - PS, UDF, RPR, - susceptibles et désireuses de voir l'un des leurs entrer à l'Elysée, flanquées sur leurs ailes d'une extrême gauche et d'une extrême droite ancrées dans l'opposition, contraindra le futur chef de l'Etat à des compromis. Nul ne gouvernera seul, nul ne reviendra à l'absolutisme éclairé.

La situation économique internationale obligera d'ailleurs l'élu à des choix largement prédéterminés. La crise mondiale persistante, son aggravation monétaire et financière récente, l'impérieux horizon européen de 1992, contraignent à des options quasi automatiques. Aucun des grands candidats ne cherche à s'y dérober, mais aucun n'a le choix.

Le consensus est, sur ce champ immense, imposé, et le visage du chef de l'Etat y change peu de chose. Son nom n'en devient pas indifférent pour autant, et on peut même raisonnablement soutenir la thèse inverse: plus la marge d'initiative est étroite, plus la présidence est relative, plus la valeur, la compétence et l'autorité du monarque républicain prennent de relief. La présidence relative ne contredit en rien la personnalisation absolue du scrutin.

ALAIN DUHAMEL

(1) Le Cœur à l'ouvrage, éditions

Communication

Sur avis de la commission pour la protection de la jeunesse

Des mesures d'interdiction frappent une quarantaine de magazines

l'intérieur et parus au Journal offi-ciel du vendredi 4 décembre. Il est désormais interdit - de proposer, de donner ou de vendre - aux mineurs vingt-deux d'entre eux, dont le men-suel l'Echo des savanes, publié par Hachette-Filipacchi. Club House édité par les éditions Lettres privées édité par les éditions Lettres privées ou Panther (éditions Neri). Cette mesure ne remet pas en cause l'existence des titres visés. «L'Écho des savanes offre des bandes destinées pour adultes, explique-t-on chez Filipacchi; cette interdiction que nous prévoyions ne remet donc pas en cause le ton du journal ni sa diffusion, de l'ordre de 180 000 exemplaires. » plaires. -

Tout autre est le second arrêté, qui, outre l'interdiction aux mineurs, interdit aussi l'exposition (affichage ou présentation à l'étal) et la publiou presentation à l'estre la patri-cité à dix-huit revues (Electrochoc. Mar-cho, etc., d'Elvifrance, Lettres de femmes, pulsions, etc). Cette double interdiction signifie le plus

Quarante magazines sont à nou-veau frappés par deux arrêtés, pris le 26 novembre par le ministre de le 26 novembre par le ministre de refuser la diffusion et les kiosquiers mettant peu d'empressement à ven-dre ces journaux frappés du sceau rouge - interdit ». « C'est dramatique pour nous, qui voyons sept de nos huit revues frappées de cette double interdiction . indique M. Georges Biélec, responsable de la maison d'édition Elvifrance.

A la direction des libertes publiques, au ministère de l'intérieur, on se borne à préciser que le ministre, M. Charles Pasqua, n'a fait que sui vre l'avis de la commission pour la protection de la jeunesse.

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur a interdit, par arrêté paru au Journal officiel le 4 décembre, la revue Novembre. Cette revue, pro-che du Mouvement pour la démo-cratie en Algérie (MDA) de M. Ahmed Ben Bella, est, souligne l'arrêté, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la

en bref

 Matra emporte le contrat
Télécom 2. – La direction générale de l'armement et la direction générale des télécommunications ont confirmé que Matra, associée à Alcatel Espace, avait été retenue, pour la construction des satellites Télécom 2 (le Mande du 2 décembre). La firme de M. Jean-Luc Lagardère a été préférée à L'Aérospatiale. Les trois satellites Télécom 2 remplaceront, fin 1991, la génération des Télé-com 1 actuellement sur orbite. Ils assureront des liaisons militaires, les relations avec les départements d'outre-mer et la diffusion de programmes de radio et de télévision.

 Une proposition de loi contre le télé-achat. - La proposition de loi interdisant les émissions l'ordre du jour de l'Assemblée nationale pour le mercredi 9 décembre. Ses auteurs, les députés Michel Pelchat (UDF), Jacques Barrot (UDF) et tusée dans cette ville ainsi qu'à Michel Péricard (RPR) souhaitent faire disparaître des chaînes de télévision non payantes toute émission consacrée « à la présentation ou à la promotion d'objets, de produits au de services offerts directement à la promotionnelle n'avait pu être lanvente ». Dans leur exposé des

motifs, les trois députés rappellen que TF 1 a refusé à quatre reprises de répondre à l'injonction de la CNCL de mettre fin à son émission de téléachat. Ils souhaitent que cette interdiction, qui devrait avoir prochaine ment force de loi, demeure valable jusqu'à l'intervention d'une loi fixant des règles de protection du consom-· Arrêt de parution de la Tri-

bune de Loire-Atlantique. - L'hebdomadaire la Tribune de Loire-Atlantique a cessé de paraître après cinq ans et neuf mois d'existence. La 296° édition du journal a été diffusée fin sans les moyens ». Employant dixsept personnes dont sept journa-listes, la Tribune avait été créée en février 1982 grâce à l'apport financier de journelistes (certains du quoti-dien régional Presse-Océan alors repris par le groupe Hersant) et de souscriptions. Editée à Nantes et dif-Saint-Nazaire essentiellement, la Tri-bune vendait 3 000 exemplaires. Son coût de fabrication représentait le double de son prix de vente (7 F) et faute d'argent, aucune campagne

BIBLIOGRAPHIE

Michel Drucker, Pierre-Luc Séguillon et Bernard Rapp prennent la plume

Trois « Candide », ou la vertu récompensée

Quand on est vedette de télévision, bien de sa personne et démangé par l'envie d'écrire. la tentation est grande d'étaler sa frimousse sur les kiosques de gare, en espérant que la notoriété fera le reste.

Trois livres, parus récemment, renouvellent quelque peu le genre, chacun à sa manière. Ils sont dus au trio sympathique de - stars - souvent décrites, avec un brin de condescendance, comme des archétypes du « gendre idéal » dont révent les téléspectatrices de la France profonde: Michel Drucker, Pierre-Luc Séguillon et Bernard Rapp. Mais il ne faudrait pas que le qualificatif de « Candide », qu'ils revendiquent volontiers, cache à la fois leur talent et leur ambition, tous deux bien réels.

Le livre de Michel Drucker, Hors antenne est sans doute le plus banai : une autobiographie, sous forme de conversations avec Maurice Achard. Il livre cependant un portrait fidèle de l'animateur BCBG, dont la droiture, les principes et la gentillesse sont des traits marquants. Il est facile d'ironiser sur son « ingènuité » : « On veut souvent me serrer la main, dit-il. Et je le fais volontlers. Entre nous, je crois que j'aime beaucoup ça. Je ne l'ai pas cherché, mais ça me plaît... >.

Portraits et tableaux

L'agacement se tempère pourtant lorsque Drucker explique simple-ment pourquoi il refuse de faire de la publicité, qui l'aurait, déclare-t-il, rendu « plusieurs fois milliardaire . . Je dis non, parce que je veux garder ma carte de presse. la déontologie imposant à tout journaliste de ne se prêter à aucune campagne de pub. . N'a-t-il pas également refuse de se laisser acheter par M. Bouygues ou par M. Berlusconi, car . ma mère n'aurait pas compris que je fasse un choix matériel avant de faire un choix professionne! - ?

Les deux autres livres, en revanche, sont le fruit d'un véritable travail de journaliste. Pierre-Luc Séguillon, dans Portraits à domicile, a mis à profit sa fréquentation des bommes politiques en coulisses et dans l'intimité de leur fover lors de l'émission qu'il animait aux côtés d'Anne Sinclair, . Questions à domicile », pour brosser de savoureux portraits de cette faune exoti-

Il croque le gros gibier en quelques traits féroces. Giscard : . une sensibilité frémissante, égocentrique iusqu'au paroxysme et cependant dévoré d'aspirations altruistes »; Fabius : - modernité sur papier glace - : Chirac : - un cheval qui piasse et trépigne, incertain, nerveux, inquiet ...

Mais il ne faut surtout pas prendre Séguillon au sérieux quand il se nomme « un Candide à l'esprit simple et ingenu . Les détails, jugements et analyses politiques dont fourmille son livre trahissent un esprit retors et on en apprend sur la vie privée des hommes publics.

Le troisième livre, Angleterre, de Bernard Rapp, est à l'image de son auteur : élégant, sérieux, plein d'humour. C'est un album de photographies somptueuses du Royaume-Uni; mais c'est bien plus qu'un guide à feuilleter ou un bel objet pour orner les salons. Le texte de Bernard Rapp. ancien correspondant d'Antenne 2 à Londres, est important et très documenté. Si le olus britannique des présentateurs français ne cache pas son anache ment pour les « rossebifs », il n'en traque pas moins et leurs ties et leurs lubies. Un régal!

ALAIN WOODROW.

* Hors antenne: Conversation avec Maurice Achard, de Michel Druker, Editions Calmann-Levy, 221 p., 82 F. * Portraits à domicile, de Pierre-Luc Seguillon, Editions Carrère, 310 p.,

Angleterre, Pays de Galles, Ecouse, de Bernard Rapp, Editions Nathan, 192 p., 245 F.

JUSTICE

Aux assises des Pyrénées-Atlantiques

Deux membres du GAL sont condamnés à huit et douze ans de réclusion

PAU de natre envoyé spécial

Mohand Talbi, trente-quatre ans, et Jean-Pierre Echalier, quarante ans, anciens légionnaires, ont été condamnés, le vendredi 4 décembre, par la cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques, à respective-ment douze ans et huit ans de réclu-sion criminelle. Ils ont été reconnus coupables d'association de maifaiteurs, de l'enlèvement et de la séquestration, durant dix jours, d'un représentant de commerce d'Hen-daye, qu'ils auraient confondu avec le trésorier de l'ETA (le Monde du

lls ont reconnu à l'audience avoir été payés pour ce « contrat » par des industriels rencontrés à Bilbao, à qui ils avaient été présentés par un fonctionnaire de police surnommé « Pépé » (diminutif de José en espa-gnol) et qui pourrait être, bien que son nom n'ait pas été prononcé, le commissaire José-Amedo Foucé, considéré comme l'un des responsa-bles du GAL (le Monde du 2 décem-

La deuxième journée du procès n'a pas permis de déterminer les raisons qui avaient amené les ravisseurs à prévenir la police de Biarritz de la préparation d'attentats contre des

réfugiés basques espagnols. La cour d'assises, uniquement composée de magistrats, a assorti son jugement des circonstances atté-

· Arrestation de l'auteur prérumé d'un double meurtre en Seine-Maritime. - Jean-Luc Pierre, trente-trois ans, a avoué, dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 décembre, ie meurtre de deux jeunes gens - Pascal Fortier, vingt-cinq ans, et Catherine Clarigot, vingt-deux ans - dont les corps avaient été retrouvés, le 16 novembre, au fond d'un bassin de décentation de la station d'épuration de Montmain, en Seine-Maritime (le Monde du 18 novembre). Jean-Luc Pierra, arrêté par la gendar dans un toyer de Rouen, avait été condamné à deux reprises pour des attaques de couples et de femmes

Au tribunal de Paris

M. Giresse et la présomption d'innocence

Un magistrat d'un niveau aussi Un magistrat d'un niveau aussi élevé qu'un président de cour d'assises peut-il ignorer impunément les règles de droit relatives à la présomption d'innocence? C'est, en substance, ce qu'a plaidé, mercredi 2 décembre, M° Yves Lachaud, conseil de M. Rolf Dobbertin, en réclamant devant la première chambre civile de Paris 120 000 F de domnages et intérêts à M. André Giresse, président de la première section de la cour d'assises de Paris de tion de la cour d'assises de Paris de 1975 à 1985, date à laquelle il a

obtenu sa mise en congé spècial. Dans un livre publié en mai 1987 sous le titre Seule la vérité blesse, le sous le tirre Seule la vérité blesse, le magistrat évoquait de nombreuses affaires qu'il a en à connaître. Parmi celles-ci, il cite les poursuites engagées en 1979 contre M. Dobbertin, chercheur au CNRS, accusé d'avoir transmis à la République démocratique allemande des renseignements d'ordre scientifique. Soutena par près de cinq cents tachniciens et savants qui estiment qu'il r'a trahi aucun secret, le chercheur n'a pas encore été jugé, la Cour de cassation encore été jugé, la Cour de cassation ayant eu à se prononcer sur plusieurs irrégularités de la procédure invoquées par ses défenseurs. Mais, dans son ouvrage, M. Giresse le désigne comme - un agent de l'Est de haut

vol », susceptible « d'échapper à ses responsabilités et, conserver sa place éminente au sein du monde scientifique français qu'il était venu infiltrer et dont il devint un fleuron inat-

Pour Me Jean-Marc Varant, conseil de M. Giresse, les propos de l'ouvrage, « justement sous-titré « L'honneur de déplaire », ne font que s'appuyer sur la procédure suivie à l'encontre du chercheur. En outre, l'avocat a soutenu que la juridiction civile n'était pas compétente pour juger son client, qui demeure un magistrat jusqu'au 28 décembre 1987. La fante invoquée ne serait pas détechable du expére et paradorne. détachable du service, et, paradoxa-lement, c'est dans le cadre de ses fonctions judiciaires qu'il aurait écrit un livre qui met à mal tant de magis-trats. Enfin, Me Varaut a demandé aux juges de prononcer un sursis à statuer jusqu'à ce que M. Dobbertin ait comparu devant une cour d'assisse afin que la bonne foi de d'assiseS afin que la bonne foi de M. Giresse puisse être clairement établie. La première chambre du tri-bunal civil présidée par M. Robert Diet, président du tribunal de Paris, rendra son jugement le 6 janvier.

La réforme de la procédure pénale

Le Syndicat de la presse parisienne exprime de « vives réserves »

la presse parisienne (SPP), présidé par M. Jean Miot, exprime « ses plus vives réserves » à propos de l'amendement au projet de réforme de la procédure pénale adopté le 2 décembre (le Monde du 4 décembre) par la commission des lois de l'Assemblée nationale et visant à instituer à l'égard de la presse « un délit d'atteinte à la présomption d'innocence ».

· Tout en comprenant le souci du législateur de sauvegarder les intérêts des personnes qui pourraient être mises en cause à l'occasion d'affaires judiciaires, le SPP, pour-

Dans un communiqué publié le suit le communiqué, estime que la vendredi 4 décembre, le Syndicat de rédaction de cet amendement. raison de son caractère général, ne permettrait plus aux organes d'information d'assurer, sans intention de nuire et en toute indépendance, leur mission d'informer. »

> Pour le SPP, « il est certain que la menace constante d'une action pénale ou civile qui pourrait être intentée contre une publication de presse conduirait, dans la pratique, à ce que la presse ne puisse plus couvrir l'actualité judiciaire ».

« Une nouvelle forme de censure ne pourrait alors manquer de se développer », conclut le SPP.

Ancien adjoint d'Eichmann

Aloïs Brunner est l'objet d'une plainte pour « crimes contre l'humanité »

Au nom de l'association « Les fils et les filles des déportés juis de France », son président, M° Serge Klarsseid, et M° Charles Libman ont déposé, vendredi 4 décembre, chez le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, une plainte pour « crimes contre l'humanité », visant Aiois Brunner, officier nazi, chef du camp de Drancy en 1943 et 1944, qui résiderait actuellement en Syrie.

Alok Brunner a été condamné par contumace en janvier et mai 1954 à la peine de mort par les tribunaux militaires permanents des forces armées de Marseille et de Paris pour crimes de guerre. La prescription étant intervenue depuis 1974, la France n'avait plus de support légal pour demander l'extradition à la

(avec deux revitaillements en vol).

Le C-130 H pourra acheminer quatre-vingt-dix combattants, tandis

que la version allongée en transporte

Si Lockheed a pu livrer à l'armée

de l'air française aussi rapidement,

c'est que la société américaine dis-

posait de quelques Hercules à

construits d'avance et sans client déterminé. Six hercules supplémen-

taires pourraient être commandés en

A ce jour, Lockheed a vendu plus

de 1 800 Hercules de tous types à cinquante sept pays différents. Le

coût d'un avion est estime, en

moyenne, à 120 millions de francs.

En principe, la société Aérospatiale

et le groupe Dassault-Breguet

devraient recevoir, à titre de com-

pensations industriclies, l'équiva-

de travail représentée par cette com-

mande à Lockhood et étalée sur une

queues blanches ., c'est-à-dire

jusqu'à cent vingt-huit.

Des transporteurs lourds pour l'armée de l'air

La France a commandé six avions Hercules

à la société Lockheed

Syrie, mais la procédure engagée par l'association permettra d'ouvrir à nouveau le dossier de l'ancien officier nazi, aujourd'hui âgé de

La plainte pour crimes contre l'humanité, - imprescriptibles par leur nature .. se fonde sur l'action d'Alois Bruaner au camp de Drancy. Il lui est reproché d'avoit « participé comme dirigeant, organisateur et complice, à l'opération d'un plan concerté tendant à l'arrestation, à l'internement et à la déportation de nombreux enfants juifs pour des

Ces faits, qui n'ont pas été examinés par les tribunaux militaires en 1954, concernent l'arrestation, le 20 juillet 1944, de deux cents

enfants juifs qui se trouvaient dans des centres de l'Union générale des Israélites de France de la région parisienne. Regroupés à Drancy, ils devaient être déportés le 31 juillet 1944 au camp d'Auschwitz.

Alois Brunner a été retrouvé en 1982 par Me Serge Klarsfeld, qui identifia l'ancien officier nazi réfugié à Damas sous le nom de Georg Fischer. Le parquet de Cologne avait lancé un mandat d'arrêt et une demande d'extradition en décembre 1984. Le 19 juin 1987, Interpol diffusait un ordre de recherche à ses cent-quarante-deux pays membres, dont la Syrie (le Monde du 21 janvier 1987).

MAURICE PEYROT.

IMMIGRATION

Escale au Parlement pour le « charter des droits civiques »

que le « charter des droits civi-ques », organisé par l'Association France Plus, est arrivé à Paris le vendredi 4 décembre. Après une tournée de 52 jours dans de nombreuses villes, ces jeunes militants, qui plaident pour une inscription des enfants d'immigrés sur les listes électorales, ont été reçus pas plusieurs ministres et parlementaires.

Ils se sont entretenus successivement avec MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, et Albin Chalandon, garde des sceaux. Puis ils ont tenu une réunion dans une salle du Palais-Bourbon, en présence de plusieurs députés. Avant de se rendre au Sénat les membres de France-Plus étaient reçus dans l'aptès-midi par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. Nous nous battons pour que les jeunes Français issus de l'immigrotion s'inscrivent sur les listes électolent, chacun, de 30 % de la charge rales, a rappelé le président de France-Plus, M. Arezki Dahmani. Ils doivent devenir des citovens à part entière. Leur droit à la ressem-

blance suppose une égalité des droits dans tous les domaines : logement, éducation, justice, etc. -

A l'issue de l'entrevue, M. Séguin a annoncé que la mise en œuvre des seize propositions contenues dans le rapport Hannoun et relevant de la compétence du ministre des affaires sociales et de l'emploi sont - d'ares et déjà engagées ». Parmi ces mesures figure notam-

ment l'élaboration de la formation aux droits de l'homme dans les administrations pour les personnels au contact avec le public. Au cours de la discussion avec les

représentants de France Plus M. Séguin a rejeté une nouvelle fois toute idée d'« alliance avec Le Pen» pour l'élection présidentielle.

Au cours de leur tournée, les membres de France-Plus sont allés à Verdun le 11 novembre. Ils y retourneront l'année prochaine, à la même date, pour inaugurer un monument à la memoire des nombreux immigrés morts pour la France. Une souscription devrait permettre de financer

SPORTS

Les surprises du sponsoring

Des hockeyeurs ouest-allemands aux couleurs du colonel Kadhafi

de notre correspondant

L'équipe de hockey sur glace d'iseriohn, une petite ville de Wastphalie, était au bord de la faillite. A moins d'un miracle, effe aliait être contrainte de remiser crosses, patine et palets au vestiaire. Elle vient de trouver un sauveur en la personne du colo-nel Kachafi. Le leader libyen, par l'intermédiaire du « centre mondial pour la diffusion du Llivre vert», un ouvrage où sont rassemblées les pensées du colonel, va verser 1,5 million de deutschemarks (environ 5 millions de

s'engage à promouvoir l'immortel ouvrage du colonal. L'affaire a été réalisée grâce à l'ancien maire chrétien démocrate de la ville voisine de Hemer, M. Hans Meyer. Ce dernier s'est fait une réputation nationale en étant le seul homme

politique ouest-silemend à pren-

rancs) dans les celeses du club.

En contrepartie, ce dernier

du peuple de Tripoli.

-11-0

and the second second

promition in the

Accesses.

a gradaje.

1. 10 . 12 . 1

- A -

and the second second

TO DESCRIPT

The seal of

-

والمناجدة

/ 漏潭

Aller Sam Applications

the transfer with

A Charles Sent Service

----- 繁輝

A 1500 M

is are well

with the s

अवद अंधे

-

اعتدن بداء ا

1 79

an water to

· U migheriere

** * ***** #

I'm with

of the Charles

1 . 20 . 4 . 4 . 1000

· 의미선(🚅 ·

T. The Trains

- Frankling

C ALLES TO

· 12 ---

L'AL COUNTY

APPRICE OF

· 10-14

A Service of

* **** 2 2006

- 4 4

7 7 6

4200

1200

des explores.

No. 10 10

-

· Frederica »

The same

THE ALL BY the same of the same 20 12 W 14 54

- 4 40

工作 等

The state of the state of

1

Service Andrews

第1回答:

253 Sec. 1

100

3.33

3225

: কে:

222

TANK THE PARTY.

220

22.25 :---

-

\$1.750 ... ·

Albert . .

2-12 h . . .

75. The second s 2 72 4

Martin.

The region of the same Distance to 1 * "

Butter for the first the first

S RED CERTIFICATION OF

M 20 21 1 12

The state of the s

Same in the

18 (ST) 1 ()

STEEL STEEL STEEL STEEL

Process to 1877

See that I still be seen to the second

The second second

4

22.172

An and the state of the state o

- : A

\$ 2 to 10 -

.

₹**2**: 85. ...

Training .

Z207 ...

200

4 Photos v. 3

3 to . . .

Le président de la Confédération des sports de RFA trouve que le président du club de hockey d'iserichn pousse le palet un peu loin et trouve « inadin cerse intrusion de le politique dans le sport. Le ministre de l'intérieur estime de son côté qu'il s'agit là d'une «maunaise

M. Hans Walferbach s'étonne de tout ce remue-ménage, et a déclaré que «le colonel Kadhafi est un écrivain comme un autre, et qu'il n'était pes interdit de faire de la publicité pour le litté-sature. » La Fédération ouestallemend de hockey a annoncé pouvait être engagée si le club persistait dans see intentions. Si tals était le cas, il ne restarait plus aux hockeyeurs qu'à mettre la croese en l'air et à rompre les

LUC ROSENZWEIG.

SKI ALPIN: Critérium de la première neige

Maria Val d'Isère

inscrite au programme de la Coupe du monde avec Maria Walliser, Mikaela Figini et Zoé Hass, le vendredi 4 décembre à Val-d'Isère. Trois autres skienses helvétiques se sont classées dans les dix premières. Clandine Emonet, l'enfant de Sallanches, termine seizième, à 1 s 82/100 de la gagmante.

VAL-D'ISÈRE de notre envoyé spécial

Sur la piste de Val-d'Isère, les skienses misses ont joué une nou-velle séquence des championnats du monde de l'hiver dernier. Les jeunes filles helvétiques se sont rappelé au bon souvenir de tous ceux que leurs modestes résultats à Sestrières, la semaine dernière, avaient inquiétés « Voilà la preuve que nous sommes en forme en ce début de saison », déclare Maria Walliser au terme de sa course. La petite brune aux yeux verts sevoure sa victoire.

La même envie de gagner

Une nouvelle fois, la championne du monde de descente triomphe. La skieuse endurcie s'impose grâce à sa esprit compétitif, et je suis capable de me surpasser en course, même lorsque mes performances à l'entrainement sont plutôt déce-vantes ». Le sourire de l'athlète vise les commentateurs inquiets de sa trente-quatrième place la veille, lors de sa séance d'entraînement. Mais la de la skieuse de vingt-quatre ans s'adresse aussi à son éternelle rivale, Mikaela Figini, qu'elle a encore bat-

On peut être dans la même équipe et ne s'apprécier que modérément. Maria et Mikaela illustrent cette situation. Les deux jeunes filles par-tagent la même envie de gagner. Idoles toutes les deux de la jeunesse suisse, elles n'ont de cesse de s'affirmer l'une par rapport à l'autre. Maria ne cache pas qu'elle préfère terminer deuxième une épreuve der-

Les skieuses suisses out rière une rivale étrangère, plutôt occupé les trois marches du qu'après une de ses camarades de l'équipe suisse.

Mikacia, la benjamine, parle souvent de revanche. Les deux fansses amies bouleversent le prétendu calme suisse. Leurs personnalités se beurtent durement et provoquent des remous dans l'équipe. L'habileté de l'entraîneur Jean-Pierre Fournier est constamment sollicitée pour résondre les conflits entre les dives.

Dêcue, la perdante du jour remarque : « La compétition libère Walliser, alors que souvent elle bloque les autres skieusex » L'umerume ne l'empêche cependant pas de souligner que cette victoire est une bonne chose pour toute l'équipe. Comme si ça l'agaçuit que l'on évoque un peu trop sa rivale, elle vante les qualités de la troisième, Zoé Hase, une représentante de l'équipe suisse elle aussi, bien qu'elle son née à Calgary (Canada).

Zoé, le ludion belvétique, habi-tuée des exploits retentissants comme des contre-performances instrendres. La skieuse de vingttinq ans semble avoir décidé cette amée de passer à l'offensive, Les Jeux à Calgary la motivent. En faisant violence à sa nature révense, elle souhaite que Jean-Pierre Fouruier ne puisse plus dine: « Zoé est capable de remporter n'importe quelle course de Coupe du monde, mais elle peut aussi bien terminer

Les trois filles sur le podium ne se regardent pas vraiment. Chacune pense déjà à la course du lendemain. pense deja a la course de l'éjouir du fait Elles sont deux à se réjouir du fait que la tension soit toujours plus vive pour la gagnante. Mais Maria Walliser ne souhaite pas décevoir ses supporters qui la surnomment, depuis une première victoire en 1983, «Maria Val-d'Isère».

SERGE BOLLOCH.

• TENNIS : Masters, - Le Suédols Mans Willander s'est qualifié, le vendradi 4 décembra, pour les demi-finales du Masters, disputé à New-York et doté de 500 000 dollars de York at dote de buy dou ocuars de prix, an battant l'Australien Pat Cash 7-6, 6-3. L'Américain Brad Gilbert à bettu l'Allemend de l'Quest Boris. Becker, 4-6, 6-4, 6-4. L'Américain Jimmy Connors, grippé, a abandonné contra le Tchécoslovaque Ivan Lendi, contre le Tchécoslovaque Ivan Lendi, qui manait 4-3 dans le premier set.

EN BREF

 Signature de l'accord francoaméricain sur le SIDA. - L'institut Pasteur et le département de la santé des Etats-Unis ont mis fin, le vendredi 4 décembre, à Paris, au contentieux franco-américain sur l'antériorité de la découverte du virus du SIDA et à celui sur les brevets de tests de dépistage qui en découlait. Le professeur Raymond Dedondar, directeur de l'Institut Pasteur, et M. Don Navman, secrétaire adjoint à la santé américain, ont signé les ultimes documents d'accord, mettant un terme définitif à un litige dont le règlement avait été annoncé son Blanche par MM. Reagan et Chirac (le Monde du 1º avril). Aux

termes de cet accord, deux fonde-

tions, une & Fondation francoaméricaine pour le SIDA » et une « Fondation mondiale pour le SIDA» Seront Créées.

· Nautrage d'un nevire des expéditions polaires australiennes. - Le navire Nelladan, affrété par les expéditions polaires australiernes pour relever les équipes scientifiques de le base de Macquarie, une ile située au sud-est d'Hobarth, a coulé dans la nuit du 3 au 4 décembre. L'équipage et les sagers ont ou le temps d'enfiller les brassières de sauvetage et ont pu gagner un îlot à la nage, où ils ont été secourus.

Un policier porte plainte contre la DST pour « violation de domicile »

Un policier, M. Dany Kuchel, a porté plainte vendredi 4 décembre contre la DST (direction de la surveillance du territoire), le contreespionnage français, pour • violation de domicile par un fonctionnaire de

M. Kuchel, vingt-sept ans, travail-M. Ruchet, vingissept ans, invani-lait comme inspecteur à la direction des renseignements généraux à la préfecture de police de Paris, à la section étrangers, oû il était particu-lièrement chargé de la surveillance des ressortissants des pays de l'Est. Le 4 décembre 1986, il a été convo-qué par la DST et, précise son avo-cat, Me Hervé Page, a été « longuement interrogé durant une journée sans avoir été placé en garde à vue. Une perquisition a alors été effec-tuée à son domicile par la DST en sa présence, mais sans qu'il ait

donné son accord ». Selon l'avocat, les circonstances de cette perquisition sont - con-traires au code de procédure pênale. Dans le cadre d'une enquête préli-minaire, ce qui était le cas, la per-sonne doit donner son accord pour toute perquisition à son domicile -souligne l'avocat.

L'inspecteur avait déposé une pre mière plainte en octobre 1987 aunrès du procureur de la République de Paris, qui l'a classée sans suite. Il a alors déposé une nouvelle civile devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, M. Alain Sauret, qui a désigné le juge Alain Verlecne pour instruire l'affaire.

La DST, interrogée par l'AFP, s'est refusée à tout commentaire.

· Homonymie. - Le docteu Gérard Gerson, oto-mino-laryngolo giste avenue Félix-Faure, à Paris, nous demande de préciser qu'il n'a aucun rapport avec le docteur Gérard Garçon, impliqué dans l'affaire des certificats médicaux de complaisance dont le Monde a rendu compte dans son numéro du 2 décembre sous le titre « Les faux malades de la

Le constructeur américain Lock-

heed livrera, mardi 8 décembre, sur la base d'Orléans (Loiret), ses deux

premiers avions de transport lourd

C-130 Hercules à l'armée de l'air

française. La commande, qui n'a pas été formellement annoncée par le

gouvernement français, porte sur six

exemplaires directement achetés 2

la société américaine (nos dernières

A l'origine, il s'est agi pour l'état-major de disposer d'an avion quadri-

moteur capable d'effectuer des

étapes intercontinentales sans escale pour compléter sa flotte d'appareils

Transall qui ont besoin d'être ravi-taillés en vol. Le choix des aviateurs

français s'est porté sur trois versions

C-130 H de l'Hercules, livrées avant

la fin de cette année et sur trois Vet-

sions dites allongées, le C-130 H-30, livrées à la mi-1988.

Les trois premiers Hercules sont capables de transporter en vol

direct, sur 4 500 kilomètres, une

charge de 16 tonnes, alors que le Transali n'embarque que 8 tonnes

éditions datées 5 décembre).

DÉFENSE

L'affaire des fausses factures de Lyon

Des magistrats s'étonnent du dessaisissement du juge Fenech

chargé de celle-ci ».

Les auteurs du communiqué « soulignent qu'il serait extrême-ment préjudiciable à une bonne administration de la justice que de tels dessaisissements se multiplient quelles qu'en soient les raisons et, a fortiori, s'ils étaient motivés par un dépôt de plainte contre le juge ».

« Approuve pur une majorité des juges d'instruction majorité des juges d'instruction présents à Lyon », un communiqué dissué vendredi 4 décembre s'étonne que « dans l'affaire dite des « fausses factures », le juge Georges Fenech, chargé du dossier [Radio-Nostalgie] à l'origine de la découverte d'éléments mouveaux ayant entraîné l'ouverture d'une information distincte, n'ait pas été chargé de celle-ci ».

Culture

L'avenir de la Bibliothèque nationale

Un entretien avec le nouvel administrateur général

Emmanuel Le Roy Ladurie : il faudra créer une « BN bis » à proximité de Paris

Sougst-allemanic

the parties of the standard of the following

The second secon

the second second of the second secon

a hald'Isère

100 mg

100

1000

.... 1/25.9/1

1

15- 16- ·

-200

£ .22.

 $\mathcal{A}_{i,j} = \{i,j,k\}$

And the second s

The second secon

rieurement à ma nomination. Il me paraît très intéressant sur bien des points. Je ne souscris pas nécessaire-ment à toutes ses conclusions. Pour-tant, certaines d'entre elles sont en parfaite conformité avec ce que je pense. Il est souhaitable que la Bibliothèque nationale bénéficie de la bicuveillante attention du pro-chain septemat. Georges Pompidou, excellemment, a conçu le Centre qui porte son nom. Valéry Giscard d'Estaing, de même, nous a laissé la Cité des sciences et le Musée d'Orsay. François Mitterrand a fait coup triple avec le Grand Louvre, la Cité de la musique et l'Opéra de la

» Cette politique de grands tra-vaux, de «grandes causes natio-nales», est certainement à poursuivre. Le prochain d'entre eux devrait concerner, me semble-t-il, l'exten-sion urbaine ou suburbaine, de la Bibliothèque nationale. Devra-t-elle être implantée à Marne-la-Vallée? Je ne sais pas. Une chose est eer-taine, elle devra s'élever dans Paris ou à proximité de Paris, près d'une ligne de métro ou de RER. Elle doit également avoir la possibilité de s'étendre ultérieurement.

- Devra-t-elle, comme le peuse Francis Beck, se consacrer esten-tiellement à l'imprimé ?

- Il ne scrait pas raisonnable d'abandonner certains de nos départements périphériques. Celui des Monnaies constitue un véritable musée, unique en son genre, un - Louvre - de la médaille. A l'extrême limite, on pourrait envisa-ger de faire abriter ces collections par le Grand Louvre. A condition d'en conserver la totale propriété à la BN. Notre fonds d'estampes est considérable. Nous ne devons pas le délaisser, même si nous ne sommes pas exhaustifs dans ce secteur. Il en va de même pour la photo. M. Beck cite volontiers, avec raison, les grandes bibliothèques internationales, je dirais que nous devrions prendre comme exemple la Librairie du Congrès à Washington, qui constitue une véritable ville avec ses différents quartiers.

- Vous voulez garder, aussi, votre département des arts du spoc-tacle alors que vous ne pouvez lui concéder qu'une cinquantaine de mètres carrés dans la galerie Col-

- Le département des arts du spectacle est un secteur très important ici. Il comprend une masse de documents imprimés, mais aussi des costumes, des maquettes et même des éléments de décor. La partie imprimée de la collection Rondel qui est le noyau de ce département est l'un de nos trésors. Il n'est pas question que nous nous en séparions.

> Le coût de l'informatique

Revenous au rapport Beck qui prévoit, à terme, la mort du support papier, donc le déclin de la Biblio-thèque nationale.

- Cela fait trente ans que je fréquente assidûment les bibliothèques européennes et surtout américaines et je peux vous assurer, qu'aujourd'hui comme hier, et pen-dant longtemps encore, le papier reste et restera, au moins pour la prochaine génération, un support essentiel de toute bibliothèque. Ceux qui pensent le contraire, ont-ils séjourné longuement comme je l'ai fait dans tel « temple » livresque, à Harvard, à Cornell, à Michigan ? Le papier est menacé? Certes. Mais que sait-on de la vie d'une micro-forme? Les microfiches, il faut s'en servir pour les documents fragiles. On don réfléchir, à ce propos, à une campagne de souscription nationale comme l'out fait les Anglais pour hâter la sauvegarde des documents

Francis Beck, dans son rap-port, parie du « drame de l'informa-tique ».

- C'est vrai. l'informatique a coûté cher à la BN: un cinquième de son budget pendant longtemps. Mais enfin cela en valait la peine. Pent-être n'avons-nous pas fait en 1983 le choix idéal en la matière? L'hypothèque des Etats-Unia a pu effrayer des personnes animéts des meilleures intentions. Je constate en tout cas que nous avons tranché, qu'un bon programme a été mis sur pied. Qu'il ait pris du retard... Peutêtre avons-nons été bien trop sophis-_tiqué? Aujourd'hui des secteurs entiers de la BN sont informatisés et le catalogue récent devrait être consultable sur des terminaux par les iecreurs dans le courant de

"Que pensez-vous du rapport l'année 1988. Il y a des problèmes remis par Francis Beck au ministre de la culture ?

L'année 1988. Il y a des problèmes de comptabilité avec des systèmes en fonction dans d'autres bibliothèen fonction dans d'autres bibliothè-- Ce rapport a été commandé ques, mais une méthode « d'inter-par le ministre de la culture anté-

> - Ce qui est impressionnant dans ce rapport, c'est la critique du fonctionnement de la maison, ses pesanteurs, ses féodalités, son man-que de productivité.

> - Le puissant arbre qui cache quelque pen la forêt, ce qui façonne l'image de la BN, c'est la grande salle du département des imprimés. Dès qu'il y a une grève ou un conflit dans ce secteur, immédiatement les médies s'en exercises de la conflit de la con médias s'en emparent. Or, il y a des départements on tout se passe sans histoires. Où il y a peu de grèves et guère d'emboureillage dans celui des manuscrits ou des estampes, par exemple. Ce qui ne veut pas dire que les problèmes ne se posent point. Les salaires des niveaux les plus modestes de la fonction publique ne sont pas élevés et l'action syndicale est légale depuis Napoléon III, à la BN comme ailleurs. Il y a un pro-blème de productivité, je ne le cache pas, nous alions essayer de le résou-dre progressivement.

. Cela dit, il ne faut rien exagérer. Ainsi, dans le service du catalo-gue à la Bibliographie de la France, les employés effectuent des opérations plus nombreuses qu'autrefois et traitent des sujets qui n'étaient pas de leur ressort dans le temps passé. De même, en ce qui concerne les problèmes de redondances pour la confection des notices, nous sommes arrivés à une situation où il n'y a plus de double emploi, mais enrichissement de la potica sement de la notice entre le dépôt légal et la bibliographie de la

> Raisonnablement optimiste »

– Pent-on gérer la BN comme une entreprise ? - Le problème est le même pour de nombreux secteurs de la fonction

publique qui, néaumoins, font preuve d'efficacité. Il n'y a pas de raison qu'il n'en aille pas ainsi à la

 Francis Beck s'appuie souvent sur l'exemple des grandes bibliothè-ques internationales – américaines notamment, La comparaison n'est pas toujours à l'avantage de la Bibliothèque nationale.

- Les grandes bibliothèques américaines sont infiniment plus riches que nous. Leur budget est un multiple du nôtre, à nombre de livres égal. Dans certains cas, leurs entrées sont directement ou indirectement payantes, ce que nous ne

- Comment comptez-vous vous en sortir ?

- Je suis très réconforté par l'atmosphère amicale que j'ai trou-vée à mon arrivée. La suite dépendra des moyens qui seront mis à la disposition de notre prochain plan de modernisation. D'ores et déjà, mon ministre, M. Léotard s'est montre bienveillant à notre égard. Je suis done raisonnablement, incorrigiblement, optimiste.

» Il nous faut en tout ess multiplier les contacts avec les secteurs publics et privés pour recueillir des aides supplémentaires. A moyen terme, achever l'informatisation, persévérer dans les entreprises de désacidification de papier déjà bien entreprises par mon prédécesseur et ami, André Miquel. Il y a plus d'un million de volumes qui doivent être ainsi traités. A long terme, lancer les jalons d'une Bibliothèque bis à proximité de Paris. C'est indispensable si l'on veut que cette grande ville conserve son statut de capitale intellectuelle. Cela ne veut pas dire que l'on abandonnera la rue de Richelieu, mais qu'à partir du moment où la « BN bis » sera achevée. 80 000 volumes, qui arrivent chez nous tous les ans et bien d'autres objets collectés, seront progressive-ment absorbés par ce « satellite ».

> Je ne suis pas un monarque... »

- Francis Beck suggère, dans son rapport, que le directeur du livre soit également chargé de la présidence du conseil d'administra-

tion de la BN? - La direction du livre est une entité trop importante pour qu'on la e fusionne » en quelque sorte avec cette institution puissante et origi-nale qu'est la Bibliothèque natio-nale... Je suis persuadé qu'à tous les échelons, dans l'administration de la calture, les responsables sont conscients de cette différence irréductible et bienfaisante entre les deux organismes.

- Une refonte totale? Non, Je sais que je ne ferai pas de miracle. Je vondrais accélérer certains prous, confirmer le personnel dans son attachement incontestable à la maison. Les bibliothécaires et les chartistes sont une pépinière d'hommes et de femmes de très grands talents sur lesquels je compte Oui, mais les conservateurs sont quasiment inamovibles et vous n'avez guère de pouvoir sur eux.

C'est inexact. Je ne suis nullement un monarque mérovingien comme vous semblez le penser. D'énormes progrès ont été réalisés, par exemple au département de la

La Bibliothèque nationale est-elle vraiment en train de couler ?

- Allez faire un tour à la salle des imprimés. Ce n'est en aucun cas le Titanic. On y travaille calmement ces temps-ci; et j'ai plaisir à m'y rendre une on deux fois par jour pour bevarder avec les magesiniers. les conservateurs, les vieux lecteurs que je fréquente sans désemparer depuis qu'à l'âge de vingt-deux ans, en 1951, je suis devenu lecteur assidu pour bientôt quatre décen-

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX.

Le nec plus ultra, il y a trois ans, c'était de se produire au Zénith (6000 places) ou, mieux encore, à Bercy (15000 fauteuils).

Tout le gratin de la chanson fran-çaise voulait être à l'affiche de ces

salles immenses où le spectateur est censé se presser, s'« éclater »,

s'écraser en foules impression-

nantes. Ce mouvement vers les grandes salles et l'inflation corres-

grandes salles et l'inflation correspondante des coûts de production ont fait long feu. Le retour vers des lieux plus intimistes amorcé déjà la saison passée s'accentue et s'accorde avec une multiplication des petites salles de 150 à 800 places qui faisaient cruellement défaut depuis la disparition de Bobino et la mise en sommeil du Théâtre du Forum des Halles.

Anrès Bercy en 1985, Julien

Théâtre du Forum des Halles.

Après Bercy en 1985, Julien
Clerc chante au Rex (2 200
places) début janvier 1988 et
Michel Jonasz passe du Palais des
Sports (4 500 places) à la Cigale
(850 sièges). Pendant les trois
mois du printemps, Jonasz occupera une salle dévenue « branchée » depuis la rentrée (à l'affiche, après Stéphane Fischer et
Marc Lavoine, Diane Dufresne les
7 et 8 décembre. Elli Medeirus le

7 et 8 décembre, Elli Medeiros le

un spectacle.

La renaissance des petites salles

Fini le gigantisme

nécessités financières

et artistiques obligent

VARIÉTÉS

le personnel scientifique et technique que pour le personnel admi-nistratif », note M. Beck.

Reste enfin ce que l'auteur du rapport nomme le « drame de l'informatique ». Il représente un cinquième des charges de fonction-nement de la Bibliothèque. L'informatisation est excessivement concentrée sur les bases de don-nées bibliographiques, inutilement sophistiquées. On constate au sein de l'établissement une « balkanisation coûteuse des équipements. Et les délais de mises en service qui avalent justifié en 1983 le choix du système canadien GEAC n'ont pas été respectés. De plus le ler la BN par rapport à ses consœurs nationales et internatio-

nales. La première tâche d'un réformateur, dit M. Francis Beck, c'est de

Rochechouart semble curiousement

occupait au début du siècle.
L'aure caf'conc' aux murs encore
préservés, le Bataclan, mène, quant
à lui, une politique de programme
plus discrète, plus sage aussi (Birkin, Zouc).

Parallèlement, d'autres salles de

dimensions plus modestes s'ouvrent à la chanson ; le Théâtre de Dix Heures (180 places), racheté par Michel Galabru, annonce à partir du 1ª décembre Alice Donna, puis

Nicoletta et Marie-Paule Belle, Le Tintamarre, d'une capacité identi-

Intamarre, d'une capacité identique, affiche complet depuis août
dernier avec l'imitateur André
Lamy. Le Théâtre du Sentier des
Halles présente la chanteuse
Fabienne Pralon, découverte
l'année dernière au Printemps de
Bourges, et le Théâtre du Tourtour
propose Marie-Pierre Casey et un
autre jeune imitateur : Didier Gustin.

Cette nouvelle profusion des

petits lieux est encouragée par le ministère de la culture et de la communication et par le Fonds de soutien de la chanson, des variétés et du jazz. Alimenté principalement par une taxe parafiscale et de la culture de la chanson des variétés et du jazz.

par une subvention du ministère, le

Fonds de soutien participe à la reconstitution d'un réseau de

Un rapport de M. Francis Beck

Rénovation ou révolution?

(Suite de la première page.)

Les problèmes posés par le per-sonnel est un autre handicap au bon fonctionnement de l'institution. Productivité médiocre : le nombre des ouvrages communiqués a diminué en dépit de l'augmentation des effectifs chargés de cette tâche. On constate également une diminution des heures de travail : trentesix heures qui sont en réalité trente-deux pour l'ensemble des services, trente heures pour les conservateurs et un taux d'absentéisme anormalement élevé. - Il en découle une image de marque dégradée de l'établissement dont l'attraction reste faible tant pour

délimiter le champ d'activité de la la Bibliothèque nationale. Elle a pour ambition d'être la « mémoire de la nation ». Mais l'exhausitivité est, selon le rapporteur - un idéal inaccessible (...). Elle doit s'inspirer de l'exemple de la British Library, qui, dans les années 70 a amorcé sa renaissance en se dégageant du British Museum auquel elle a, en particulier, abandonné son dépar-tement des monnaies.

Une grande médiathèque nationale

L'estampe et la photo relèvent, par exemple, davantage des musées. Les départements de la phonotèque et de l'audiovisuel ne peuvent suivre la production. Mais si l'élargissement « aux logiciels, journaux télématiques et banques de données paraît prématuré tant que les problèmes de collectes, de conservation et de communication ne sont pas clarifies, le rôle croissant joué par les documents infor-matisés dans la vie économique et sociale peut rendre à long terme obsolètes les supports tradition-nels. Il est donc indispensable, dans le cadre d'une politique rénovée du patrimoine, de préparer l'intégration de ces documents (...). A terme, le départe-ment de la phonotèque et de l'audiovisuel devra s'intégrer dans un ensemble plus vaste qui pour-rait être une grande médiathèque nationale chargée de la conservation des supports autre que le papier sur lequel se spécialisera définitivement la BN ».

Et même dans le domaine de l'imprimé il convient de pratiquer une sélection - raisonnée et volontaire ». Distinguer les documents qui seront intégralement conservés à la fois sa part original et sur microforme, ceux qui seront uni-quement conservés sur microforme et ceux qui seront éliminés, sauf à garder quelques témoins de « référence ». Dans certains cas, les microformes, seuls pourront être consultés, les originaux pouvant être stockés à distance.

Le rôle des bibliothèques municipales devra être revu à l'occasion d'une adaptation du mécanisme du dépôt légal. Quant aux bibliothèques universitaires, elles devront être tirées de la misère où elles croupissent si l'on veut mener à bien une réforme efficace de la BN. Francis Beck rappelle, qu'elles sont en France au nombre de 61, contre 145 en RFA et 554 en Grande-Bretagne. Le traitement bibliographique

des ouvrages devra être révisé comme l'établissement du catalogue, dans le sens d'une plus grande simplicité. Les problèmes de stockage et de conservation doivent être envisagés globalement et à long terme. Le centre de prêt doit être - comme en Grande-Bretagne - détaché de la Bibliothèque nationale - pour laquelle il consti-tue une fonction parasitaire et conteuse ». Enfin, revoir la com-munication directe avec les lecécoute à l'égard du besoin des usagers ».

> Les moyens d'une refonte

Cette dernière partie du rapport Beck sera sans doute la plus controversée : elle suppose une refonte complète de l'établissement. Le personnel, mieux payé (établissement de primes), plus mobile, doit participer réellement à la gestion de la Bibliothèque. Sa formation doit être reprise et son recrutement diversifié. Francis Beck envisage la création d'une Ecole supérieure de l'information et des bibliothèques. Si les effectifs des personnels ouvriers, administratifs et surtout commerciaux devront être augmentés, celui des

Et le nombre des beures de travail ramené à trente-neuf heures.

La BN devra, pour sortir du marasme, avoir une véritable stratégie d'entreprise : intensifier sa politique commerciale, ne pas hésiter à facturer un certain nombre de services, en particulier - les prestations intellectuelles effectuées pour le compte de tiers ». S'ouvrir au partenariat - avec le privé - et au mécénat.

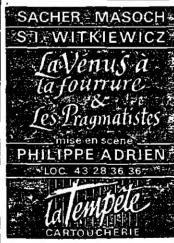
La mutation de l'équipement mobilier repose sur trois points. Abandon de toute extension des magasins dans le quadrilatère Richelieu à Paris. Abandon de tous les projets de décentralisation épar-pillés, sans cohérence, sur le territoire national. Mise à l'étude d'un ambitieux projet de décentralisa-tion – soit à Marne-la-Vallée, soit en Lorraine. Ce transfert n'étant pas une solution de rechange à la création d'une médiathèque nationale. Ainsi les procédures d'entrées (dépôt légal, dons, échanges, acquisitions étrangères) quitte-raient Paris ainsi que le traitement bibliographique, la conservation et la restauration des documents. Ne sergient maintenues dans la capitale que la conservation des stocks déjà en place, leur exploitation et leur communication directe aux lecteurs.

Les pouvoirs à l'intérieur de l'établissement doivent être redistribués. Création d'un conseil d'administration, plus restreint, doté de véritables pouvoirs et présidé par le directeur du Livre – un fonctionnaire du ministère de la culture. Transformation du titre de l'administrateur de la BN, qui deviendrait « directeur général » de l'établissement et serait assisté d'une « unité de commandement » élargie. Réorganisation du conseil scientifique plus ouvert aux cher-cheurs. Resonte de l'organigramme de la maison, où les conservateurs perdraient leur inamovibilité de

En conclusion, M. Francis Beck justifie cette - stratégie de rupturo»: « Elle permet d'affronter un environnement difficile dans un projet de redressement ambitieux, qui rassemble et mobilise tous les personnels avec le soutien des pouvoirs publics. Elle permet d'enrayer l'irrésistible spirale de déclin et d'engager une dynamique

E. de R.





THEATRE NATIONAL LE SOULIER DE SATIN Paul Claudel • Antoine Vitez Dernières représentations 3 soirées 180 F. 1 soirée isolée 90 F lère partie les 5.11,17 décembre

2 EME DARTIE LES 9, 12, 18 DÉCEMBRE 3 EME PARTIE LES 10.16.19 DÉCEMBRE

Renseignements • Réservations • 47. 27. 81.15.

Il et les Gipsy Kings le 15), mal-gré l'exiguité de la scène et surtout le manque de dégagements qui interdit tout réel mouvement dans petites salles après l'effondrement, au début des années 80, des cir-Par un phénomène de mode, l'ancien caf'conc' du boulevard cuits traditionnels de variétés. CLAUDE FLÉOUTER,

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

FRIGID OU LE CŒUR HAUTAIN. Café de la Danse (42-57-05-35). Sam. + dim. 20 h. PAIME BRECHT. Theatre du Tourtour (48-87-82-48), sam.-diat. 22 h 30.

VINCL Thélire de Billancourt (46-03-60-44). Sam. 20 h 30, dim, 15 h 30. AUTRICHE, Théâtre Marie-Stuart (45-48-17-80). Sam. 20 h 30. LA SONATE AU CLAIR DE LUNE. Théâire Arcane (43-38-19-70). Sam. 20 h 30, dim. 17 h.

LA NUIT REMUE. Thélire Essalon (42-78-46-42). Sam. 21 b, dim. 17 b.

Les salles à Paris

ANTOINE-SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Taupe : 18 h et 21 h ; dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). La Sonate au cleir de lune : 20 à 30. ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). Le Miracie de Théophile ; 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Prince et le Marchand : 30 h 30. ATELIER (46-06-49-24). Capitaine Bads : 20 h 30 ; dim. 15 h. ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Saile Louis Jouvet. Elvire Jouvet

AU; 18 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). Zone :

20 h 45.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Les
Petits Pes (Festival d'automne à Paris) :
20 h 30 ; dim. 15 h.

CAPÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Fri-gid : 20 h. Dim. Contes étranges et l'an-testiques d'Amérique latine: 15 h. CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie: 20 h 30 : dim. 16 h.

28-34). Iphigénie: 20 h 30; dim. 16 h.
CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE
(43-72-00-15). Le Temps, le fou; 21 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA
TEMPÉTE (43-28-36-36). Salle L. La
Vénus à la Tourner: 20 h 30; dim. 16 h.
Les Pragmatistes: 20 h 30; dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08), L'Indiade ou l'Inde CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).
Macbeth, le sommeil : 20 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Resserre. Béréssice : 20 h 30.

COMIEDE DE PARIS (42-81-00-11). Les Dindons de la farce trasquille : 19 h 30 et 21 h 30; dim. 15 h 30. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanora ou la Dissipation : 20 h 30; dim. 15 h 30. COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richeffes. La Poudre aux yeax, (Monsieur de Pourcesagnac) : sam-dim. 14 h. Turcaret : 20 h 30. Dim. Les Femmes savantes : 20 h 30. Dim. Les Femmes savantes : 20 h 30. Dim. Les Semmes savantes : 20 h 30. Dix.-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Trop cher payé : 20 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : sam, 22 h + 23 h 30. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Epoque épique : 20 h 30;

ESPACE KIRON (43-73-50-25). Le Ro-

BEFACE AIRON (45/530-3). Le Rofiet enfui : 21 h.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). Le Potit Bruit des perles de bois : 20 h 15 ; dim. 14 h 30. La Tragédie des treize vaisseaux : 22 h 30 ; dim. 16 h 30.

ESPACE PIERRE CARDIN (42-66-17-81). The Normal Heart : 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Safle L Le Chef-d'auvre sans que ni lête : 18 h 30 ; dim. 15 h. La Légende de Mélusine : 21 h ; dim. 17 h. La nuit remue : 21 h ; sam, dim. à 17 h.

FONTAINE (48-74-74-40). An secours, tout va bien !: 18 b et 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-Les Apprentis Sortiers (1977), de E. Cozarinsky, 15 h; Jamais plus jamais (1983), de livin Kershner. 17 h; Quoi ? (1972, v.o.s.t.f.), de Roman Polanski, 19 h; les Tuniques écarintes (1940, v.o.s.t.f.), de Cecil Blount de Mille, 21 h 15.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). L'Eloignement : 18 h 30 et 21 h 30.

GALERIE 55 (43-26-63-51). Be Trayal :

21 h.

GAVEAU-THÉATRE (SALLE GA-VEAU) (45-63-20-30). La perite chatte est morte: sam. 15 h 30 + 19 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Le Chart de Noël (A Christmas Carol): 18 h 30: dim. 17 h. Le Lutin aux rubams: 20 h 30.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Madame Same-Gêne: 15 h 30 et 20 h 30.

HOTEL I LITETIA (SALON TRIANON)

HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON) (45-44-38-10). Le Traducteur clepto-mane ou la disparition : 20 h 45 ; dim. 17 h.

17 h.

HICHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Lettre d'une incomme: 21 h 30.

JARDIN D'HIVER-THÉATRE OUVERT (42-62-59-49). Conversations conjugates: 21 h.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Inventaires: 19 h 30. Bivonance (Festival d'unitonne à Paris): 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Première Jeunesse: 21 h; dim. 15 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien (1962 v.o.), de Romson Polanski, 17 h 30; le Comienu duns d'unitonne à Paris): 21 h; dim. 15 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien (1962 v.o.), de Romson Polanski, 17 h 30; le Temps du gheute (1961), de Frédéric Rossif, 20 h 30.

dégagé autour des creilles, s'il vous plan !: 20 h 15. Carmen Cru : 22 h.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Fous-moi la paix avec Gainsbarre : 19 h.
L'Etourante Famille Bronzé : 21 h.
L'UCERNAIRE FORTUM (45-44-57-34).
Théistre moir. Contes bariolés, suivi du Chant du cygne : 20 h. Parlons-en comme d'un créateur à an autre : 21 h 30. Théistre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Un riche, trous pauvres : 21 h 15.
MADELEINE (42-65-07-09). Les Pieds dans l'eau : 18 h et 21 h ; dim. 15 h 30.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Pava katha-itali : 20 h 30.

MARAIS (42-78-93-53). En famille, on s'arrange toujours: 20 b 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Bal des monstres: 18 h 30. Haute Autriche: 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). Kean : 20 h; MARIGNY (PETTI) (43-25-20-74). La Mentouse: 18 h et 21 h.

Menteuse: 18 h et 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). L'Idiot (Théâtre, Musique, Danse dans la ville): 20 h 30 : dim. 15 h 30.

MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44). Gouttes dans l'ocian: 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). La Chambre d'ami: 18 h 30 et 21 h 30 ; dim. 15 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-22), Double Mixie : 18 h 30 et 21 h 30,

MOGADOR (42-85-28-80). Cabaret : 20 h 30 ; dim. 15 h. 30 h 30; dim. 15 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Le Secret: 18 h et 21 h 15; dim. 15 h 30.

MONTPARNASSE (PETTT) (43-22-77-74), C'était hier: 21 h; dim. 15 h 30.

NICOLAITE DE CHAILLOT (45-54-84-59), Le Festin de Belthazze: 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), Mais qui est qui?: 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30; dim. 15 h 30.

ODÉON (COMÉDIE-FRANCAISE) (43-

omt. 19 8 30.

ODÉON (COMÉDIE-FRANCAISE) (43-25-70-32). Le Marchand de Venise (Fe-tival d'automne à Paris) : 19 h 30 ; dim. QEUVRE (48-74-42-52). Léopold le bien-aime : 20 h 45 ; dim. 15 h.

nime: 20 h 45; dim: 13 h.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93).
Graude nalle. La Madeleine Prount à
Paris : 21 h; dim. 15 h. Petite salle.
Pleure pas Gilbert Trio : 19 h; dim.
15 h 30. PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). L'Affaire du courrier de Lyon : 15 h et 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Harlobertu on le Réactionnaire amoureux ; 17 h 30 et 21 h ; dim. 15 h. PARIS CENTRE (45-20-44-21), L'Amour triste ou les fantasmes d'une femme abandonnée : 21 à 30.

abandoanes: 21 b 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Ya
bon Bamboula: 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-4892-97). Salle I. Reine mère: 20 h 45;
dim., 15 h. Salle II. Ma chère Rose;
21 h; dim., 15 h 30. rémice: 2D h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée: 21 h; dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

L'Apprentisage de Duddy Kravita (1974, v.o.), de Ted Kotcheff, 15 h; Trois Valses (1938), de Ludwig Berger, 17 h 15; My Fair Lady (1964, v.o.s.t.f.), de George Cakor, 19 h 15.

DIMANCHE

L'Aventurier (1934), de Marcel L'Her-bier, 15 h.; Scandale (1948), de René Le Hénaff, 17 h.; la Bête bandarense (1982), de Pierre Perrault, 19 h.; les Bons Débarres (1980), de Francis Mankiewicz, 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPEDOU (42-78-35-57) SAMEDI

DIMANCHE

Belle (1973), d'André Deivauz, 15 h; Quai des brances (1938), de Marcel Carné, 17 h; les Naufrageurs des mers de Sad (1942), de Cecil Bloum de Mille, 19 h; POdyssée da docteur Wassel (1943, v.o.s.t.f.), de Cacil Blount de Mille, 21 h 20.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

(42-78-37-29)

SAMEDI

Hommage à Pierre Braunberger :
Cantana cintana (1969), de Jean-Pierre
Lajournade, 14 h 30; les Points dans les
poches (1965), de Marco Bellochio,
14 h 30; Teune in mimokre du monde
(1956), d'Alain Retnais, 17 h 30; Jagmar
(1967), de Jean Rouch, 17 h 30; Un chien
andalos (1928), de Luis Bunuel, 20 h 30;
Name (1925), de Jean Renoir, 20 h 30.

DEMANCHE

La Cinémathèque

RENAESSANCE (42-08-18-50). Un jardin en désordre : 18 h 30 et 21 h 30 ; dim.,

16 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Les
Seins de Lola : 20 h 45 ; dim., 15 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards: 20 h 30 STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47. 23-35-10). Le Baiser de la femme-araignée: 21 h : dim., 15 h 30.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Comm regarde tomber les feuilles : 20 h 45. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77). Les Juges du ciel :

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90), Easin Bénureau !: 20 h 30. THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-

monde: 20 n 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L L'Etranger : 20 h 30 : dim., 15 h. L'Etrune des jours : 22 h ; dim., 17 h. Salle IL La Mésamorphone : 20 h 30. Huis Clos : 22 h ; dim., 17 h. THÉATRE DE LA PLAINE (42-50-15-65). La Chasse au corbeau : 20 h 30.

THEATRE GREVIN (42-46-84-47). As-thur (Les 3 Jeanne): 21 b. THEATRE MODERNE (43-59-39-39). Quel Petit Vélo?: 21 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Royer. L'Honnour de Rodrigue ou l'Histoire du Cid: 15 h et 18 h. Grand Théâtre. Le Soulier de sain: 20 h; dim., 13 h. Théâtre Gémèr. Une lune pour les déshérités: 20 h 30; dim., 15 h.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Une heure avec: Rose Solavy: 18 h 30. Grande safle, Dom Juan ten hommage à Louis Jouvet): 15 h et 20 h 30; dim., 15 h + 18 h 30. Petite safle, Le Trio en mi bémol: 21 h; dim., 15 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tim-bale: 15 h. Arrivez les filles: 18 h 30. Le Détournement d'avion le plus fou de l'an-

TOURTOUR (48-87-82-48). Peinture sur soi: 19 h. Profession imitateur! Et en plus...; 20 h 30. J'aime Brecht; 22 h 30. Violous diagues: 19 h. Sylvie Quatuor Vi Joly: 21 h.

VALHUBERT (THEATRE) (45-84-30-60). Le Tarinfle: 15 h et 20 h 30. VARUETES (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 17 h 30 et 21 h; dim., 15 h. ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) DAUMESNIL (43-44-07-90). Zingaro: sam., 20 b 30.

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.a.):
Gaument Les Halles, 1" (40-2612-12); Gaument Opèrs, 2" (47-4260-33); Saim-Aadré-dez-Arts f. 6" (4326-48-18); Gaument Colisée, 8" (43-59-29-46); La Bartille, 11" (43-5407-76); Biowenne Montparmause, 15" (45-44-25-02).

07-76); Steavente Montparmasse, 15
(45-44-25-02).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.): Elysées
Linsoin, # (43-59-36-14); Trois Parnassiens, 14 (43-20-36-19).

APOLOGY (A., v.o.): Forum Orient
Express, 1* (42-33-34-2-6); George V,
8 (45-62-41-46); v.f.: Paramount
Opéra, 9 (47-42-56-31); Le Galaxie,
13* (45-80-18-03); Sept Parmasiens,
14* (43-20-32-20).

AU REVORE LES ENFANTS (Fr.-All.):
Gaumont Les Hailes, 1* (40-2612-12): Gaumont Opéra, 2* (47-4260-33); 14 Juillet Oléon, 6* (43-2559-83); Gaumont Ambessade, 8*
(43-59-19-03): George V, 8* (45-6241-46); 14 Juillet Bastille, 14* (43-5790-81); Fauvente, 13* (43-31-56-86);
Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50);
Miramar, 14* (43-20-89-52); 14 Juillet
Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79).

LA BAMBA (A., v.o.): UGC Erminage, 8*

Les exclusivités

cinéma

Samedi 5 - Dimanche 6 décembre

42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); Trois Parasasiens, 14-(43-20-30-19); v.f.: Pathé Français, 9-(47-70-33-88).

LE CRI DU HIBOU (Fr.-k.): George 8 (45-62-41-46); Sept Parasasiana, 1 (43-20-32-20).

8 (45-62-41-46); Sept Paratasiam, 14
(43-20-32-20).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It.,
v.o.): Forum Horizon, 1** (45-0857-57); Gaumont Opéra, 2** (47-4260-33); Ciné Bezabourg, 3** (42-7152-36); 14 Juillet Odéon, 6**
(43-25-59-83); Bretagane, 6** (42-2257-97): Pathé Hautefeuille, 6** (46-3379-38); La Pagode, 7** (47-05-12-15);
Pathé Marigma-Concorde, 8** (43-5992-32); Publicis Champs-Elyades, 8**
(47-20-76-23); Mar Linder Pancrame,
9** (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille,
11** (43-57-90-81); Gaumont Alexa,
14** (43-27-84-50); 14 Juillet Bastille,
11** (43-57-90-81); Gaumont Alexa,
14** (43-27-84-50); 14 Juillet Bastille,
11** (43-27-84-50); 14 Juillet Bastille,
11** (43-27-84-50); 14 Juillet Bastille,
12** (43-26-50-50); Pathé MayFair, 15** (43-06-50-50); Pathé MayFair, 15** (43-30-650); Pathé Montparpasse, 14** (43-20-12-06); Gaumont
Convention, 15** (43-22-46-01).
LA FAMILLE (It.-Ft., v.a.); Publicis

La FAMILLE (It.-Ft., v.a.); Publicis

I.A FAMILLE (It.-Fr., v.a.): Publicis Maugnon, 9 (43-59-31-97); Sept Par-nessiens, 14 (43-20-32-20). LE FLIC DE REVERLY HILLS 2 (A. v.o.): George V, 8' (45-62-41-46); v.f.: Hollywood Boulevard, 9' (47-70-107)

10-41).

LA FOELE HISTOIRE DE L'ESPACE
(A., v.o.): George V, 8º (45-6241-46): v.f.: George V, 9º (45-6241-46): Lumière, 9º (42-46-49-07).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.):
Gaumont Les Hailes, 1º (40-2612-12): 14 Juillet Odcon, 6º (43-2559-83); Gaumont Champs-Eysées, 9º
(43-59-04-67): Exouriel, 13º (47-0728-04): 14 Juillet Beaugronelle, 13º
(45-75-79-79); v.f.: Gaumout Opéra,
2 (47-42-60-33); Miramar, 14º (43-2089-52).

89-52).

HOLLYWOOD SHUFFLE (A., v.a.):
Cine Betabourg, 3 (42-71-52-36);
UGC Odton, 6 (42-23-10-30); UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Normandie, 9 (45-63-16-16).

mantie, # (45-63-16-16).

HOPE AND GLORY (Brit, v.n.): Gau-mont Les Halles, !* (40-26-12-12); Pathé Hautefoulle, 6* (46-33-79-38); Publicis Saint-Germain, 6* (42-22-72-30); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); [4 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Escurial, 13* (47-07-28-04); 90-81): Escurial, 13* (47-07-28-04): 14 Juillet Beaugrupelle, 15* (45-75-79-79): Bienvenile Montparname, 15* (45-44-25-02): Le Maillot, 17* (47-48-

(45.44-25-02); Le Maillot, 17 (47-48-06-06); v.f.; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15 (48-28-43-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.a.): Forum Aro-ca-Ciel, 1* (42-25-10-30); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); v.f.; Rex. 2* (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13* (43-36-31-44); Pathé Monparnasse, 1* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Images, 19* (45-22-47-94).

JOHANN STRAUSS, LE ROS SANS

OHANN STRAUSS, LE ROI SANS COURONNE (Fr.-Aatr.): Vendôme Opéra, 2 (47-42-97-52). COURONNE (Fr.-Antr.): Vendôme
Opéra, 2 (47-42-97-52).

LES LUNETTES D'OR (IL-Fr., v.A.):
Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36):
UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC
Champs-Elyséea, 8 (45-62-20-40); 14
Juillet Beaugrenelle, 13 (45-7579-79); v.f.: UGC Montparamse, 6
(45-74-94-94); UGC Boulevard, 9
(45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12
(43-43-01-59); UGC Gobelias, 13
(43-36-22-44); UGC Convention, 13
(45-74-93-40); Le Maillot, 17 (47-4806-06); Trois Secrétan, 19 (42-0679-79).

MAXIMUM OVERDRIVE (A., v.a.):
Forum Orient Express, 1s (42-3342-26); UGC Ermitage, 8 (45-6316-16); v.f.: Rez. 2 (42-36-33-93);
UGC Motopurassue, 6 (45-74-94-94);
UGC Boulevard, 9 (45-74-94-94);
UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40);
UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44);
Langes, 18 (45-22-47-94).

MY BEAUTEFUL LAUNDRETTE
(Brit., v.a.): Cinoches, 6 (46-3310-32),
NADINE (A., v.o.): UGC Ratonde, 6

NADINE (A., v.o.): UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Bierritz, B* (45-52-78-am)

(42-74-94); COC BERTIES & (42-74-74); Coc BARBARES (*) (Bel-Fr.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 6*

Beaugrenelle, 19 (45-75-73); 19 Junet Beaugrenelle, 19 (45-75-73). LA BAMBA (A., v.e.); UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); v.f.: Res., 2 (42-36-83-93); UGC Montparmaste, 6 (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00). LE RAVOM (A., v.o.); Forces Orient LE BAYOU (A., v.o.): Foram Orient Express, 1* (42-33-42-26); Studie de la Harpe. 5* (46-34-25-52).

LES FILMS NOUVEAUX

IL EST GÉNIAL PAPY! Film francais de Michel Drach: Forum
Orient Express. 1* (42-33-42-26);
Saint-Michel, 9* (43-67-917);
Gaumont Colisée, 9* (43-67-917);
Gaumont Colisée, 9* (43-59-29-46);
Saint-Lazare-Pasquier, 9* (43-8735-43): Paramount Opéra, 9* (4742-56-31): Fauvetts, 13* (43-3156-86); Gaumont Paramasse, 14*
(43-37-34-50); Les Montparmos,
14* (43-27-34-50); Les Montparmos,
14* (43-27-34-50); Les Montparmos,
14* (43-27-32-37): Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27);
Pathé Clichy, 13* (48-28-42-27);
Pathé Clichy, 13* (48-26-40);
Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).
L'RLANDAIS. Film Intiannique de
Mike Hodges, v.a.: Ciné Besabourg, 3* (42-71-52-36); UGC Danton, 6* (42-72-10-30); UGC
Rotonde, 6* (43-74-94-94); UGC
Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC
Normandie, 9* (45-63-16-16); v.L.;
Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 6* (45-74-93-40); UGC
Convention, 15* (43-34-21-59);
UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44);
Mistral, 14* (45-39-52-43); UGC
Convention, 15* (45-74-93-40);
Jonages, 18* (45-22-47-94); Trais
Secrétian, 19* (42-06-79-79); Le
Gambetta, 20* (46-36-10-96).
NOYADE INTERDITE Film francais de Fierre Granier-Deferre:

Gambetta 20 (46-36-10-96).

NOYADE INTERDITE Film franchis de Pierre Granier-Deferre:
Forum Horizon. 1º (45-08-57-57);
Rex. 2º (42-36-33-93); Pathé Hausteudle, 6º (46-33-79-38); George
V. 3º (43-62-41-46); Pathé
Marignan-Concorde, 8º (43-5992-82); Saimi-Lazaro-Pasquier, 8º
(43-75-543); Pathé Français, 9º
(47-70-33-88); Les Nation, 12º (4343-04-67); UGC Lyon Bastille, 12º
(43-43-01-59); Fauvette Bis, 13º
(43-11-60-74); Mistral, 14º (45-3952-43); Pathé Montpartasse, 14º
(43-20-30-19); 14 Juillet Benugrenelle, 15º (45-75-79-79); UGC
Convention, 15º (45-74-93-40); Le

Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

RENT A COP, Film américain de Jery London, v.a.; Forum Arcen-Ciel, 18 (42-97-53-74); Saint-Germain Studio, 5 (46-36-36-320); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.; Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnassee, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Le Galaxie, 13 (45-80-18-03); Images, 19 (45-22-47-94).

VENT DE PANIQUE, Film français de Bernard Stora; Forum Arcen-Ciel, 18 (43-97-53-74); Saint-Germain Village, 9 (46-31-63-20); Gaumont, Ambassade, 9 (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); Masevilles, 9 (47-70-72-86); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelius, 13 (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14 (43-33-30-40); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Les Montparnos, 14 (43-27-84-50); Les Montparnos, 15 (48-28-22-77); Pathé Clichy, 18 (45-24-46-11); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA VIE PLATINEE, Film franco-ivoirien de Claude Cadion; Pathé

betta, 20° (44-36-10-96).

LA VIE PLATINÉE, Film francoivoirien de Claude Codion: Pathé
lampérial, 2° (47-42-72-32); Rex, 2°
(42-36-83-93); Ciné Besubourg, 3°
(42-71-52-36); UGC Donton, 6°
(42-25-10-30); UGC Normandie, 8°
(43-63-16-16); UGC Lyon Bustille, 12° (43-43-01-59); Sept. Parmasslette, 12° (43-20-32-20).

YEELEN, Film matien de Souteymane Cané, v.o.; Foram Horizon,
1° (45-08-57-57); Pathé Impérial,
2° (47-42-72-52); Le SaintGermain-des-Prés, 6° (42-2287-23); Publichs Champs-Physics,
8° (47-20-76-23); La Bustille, 11°
(43-54-07-76); L'Entrepde, 14° (45-40-78-38); Sept. Parmastiens, 14°
(43-20-32-20).

52-43); Pathé Montparanase, 14 (43-20-12-06).

NOCE EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.); Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Saint-Germain Huchette, 5* (46-35-63-20); Les Trois Balzec, 8* (45-61-10-60); Sept Parasaniens, 14* (43-20-32-20).

LES NOUVEAUX TRICHEURS (Fr.); Le Triomphe, 8* (45-62-42-76); Meye-

Le Triomphe, p. (45-62-45-76); Maxe-villes, p. (47-70-72-86); Paramount Opéra, p. (47-42-56-31); Pathé Mont-parnane, 14 (43-20-12-06). OEIL AU BEURRE NOIR (Fr.): OEIL AU BEURRE NOUR (Fr.): Forum Orient Express. 1= (42-33-42-26): George V. B (45-62-41-46); Pathé Marigman-Concorde, B (43-59-92-82); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13 (43-62-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Mostparansse, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

PASSION BEATRICE (*) (**-1.1.):
Forum Horizon, 9* (43-08-51-57); 14
Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Pathé
Marigena-Concorde, 9* (43-59-82-82); Parthe
Marigena-Concorde, 9* (43-59-82-82); Partheount Opéra, 9* (47-42-56-31); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Gattmont
Aléxia, 14* (43-27-84-50); Sept Parmassient, 14* (43-20-32-20); Convention
Saint-Charles, 15* (45-79-33-00).

PÉCHEURS DE REQUINS (Mex., v.a.): Utopis Champolitos, 9 (43-26-84-65); Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33).

51-33).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Briz., v.a.): Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12): Gaumont Optra, 2* (47-42-60-33); Bretagne, 6* (42-22-57-97): Saint-André-des-Arts 1, 6* (43-26-48-18): Gaumont Colisée, 8* (43-59-29-46); La Bastille, !!* (43-54-07-76). RADEO DAYS (A., v.o.): Seudio de la Harpe, 9 (46-34-25-52).

SI TU VAS A RIO... TU MEURS (Fr.-Brés.): Gazzoni Ambassade, 9 (43-59-19-08); Maxevilles, 9 (47-70-72-86).

30-40).

SOUS LR SOLEIL DE SATAN (Fr.):
Let Trois Lexembourg. 6 (46-33-97-77).

SUPERMAN IV (A. v.f.): Le Galoxie.
(39- (45-60-60-60); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

TAMPOPO (lap., v.a.): Clumy Palace, S.
(43-54-07-76).

TANT QUIL Y AURA DES FEMMES
(Fr.): Gaumant Ambanade, 8: (43-59-19-08): Miranar, 14: (43-20-89-52).
372 LE MATIN (*) (Fr.): Luccynnire, 6: (45-44-57-34).

TUER N'EST PAS JOUER (Bit. v.f.) : Hollywood Boulsvard, 9 (47-70-Hollywood Boulevard, > (10-4().

LA VEDLEE (Esp., v.a.): Latins, 4 (42-78-47-86): Utopia Champellion, 5 (43-26-84-65).

WRO'S THAT GIRL ? (A., v.o.) Forum Arc-en-Ciel, != (42-97-53-74) Saint-Michel, 5- (43-26-79-17); Ga mont Ambassado, B- (43-35-91-908) Gaumont Parmasse, 14- (43-35-30-40) Gaumont Parmane, 14 (43-35-30-40); v.f.: George V. 8 (45-62-41-46); Pathé Fronçais, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74); Gaumont Alénia, 14 (43-27-84-50); Les Montparmon, 14 (43-27-82-37); Gubmont Convention, 19 (48-28-42-27); Pathé Chichy, 18 (45-22-46-01).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.): Saint-André-des-Arts II, ér (43-25-60-25); UGC Daston, 6r (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8r (45-63-20-40); v.f.: UGC Montparmane, 6r (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9r (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9r (45-74-94-94); UGC Chich (43-26-38-00); UGC Odéon, 6r (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8r (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81).

100

NAME OF

A POR

V.O./ST : PUBLICIS CHAMPS-ELYSES - ST GERMAIN DES PRÉS - FORUM HALLES PARNASSIENS - BASTILLE - ENTREPOT - IMPÉRIAL

UNE CRITIQUE UNANIME

Un film inoubliable, un réve magnifique. - 上日本江

Un film magique, d'une beauté intense, Le Monde

Un film d'un autre temps, d'une autre culture. un chef d'œuvre. Télérama

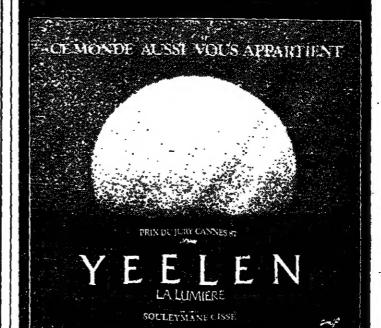
Une œuvre d'une qualité exceptionnelle. France Soir

> Le chemin de l'eblouissement. l'Humanite

Une grande œuvre, un immense plaisir. le point

Un film cosmique, un film magique, une leçon de courage et d'espoir.

> Un film à nul autre pareil. le quotidien



PARIS EN VISITES

LUNDI 7 DÉCEMBRE

 Hötels du Marais nord, place des Vosges =, 14 h 30, métro Hötel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau). Les appartements royaux du Lou-vre », 14 à 15, devant Saint-Germaial'Auxerrois (Ars conférences).

«Le Musée Picasso», 14 h 15, 5, rue de Thorigoy (Michèle Pohyer). (Pierre-Yves Jaslet). - Versailles : Monsieur le Grand et Monsieur le Premier, les grands écuyers aux écuries royales -, 14 h 30. grille de la Petite Ecurie (Monuments histori-

« La franc-maçamerie, des origines à nos jours », 15 heures, Musée du Grand Orient de France, 16, rue Cadet, devant l'entrée (Comassance d'ici et d'ail-

«L'Arsenal de Paris. Evocation de Mes de Genlis. La Bibliothèque», 14 h 30, sortie mêtre Sully-Morland (Isabelle Hauller).

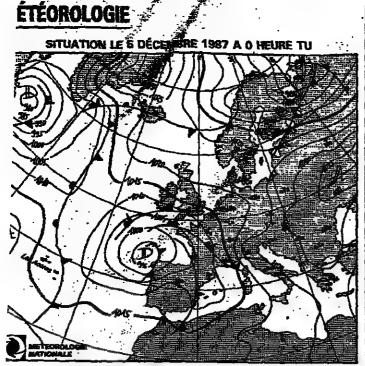
- Hôtels prestigioux de l'île Saint-Louis -, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection de passé).
- Salons de l'Hôtel de Ville -, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Approche de l'art). La cathédrale orthodoxe russe Saint-Alexandre-Nevsky 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romana).

«Le Palais de justice en activité», 14 h 30. devant les grilles du palais « La civilisation pharaonique au Louvre .. 14 h 30, metro Louvre (Christine

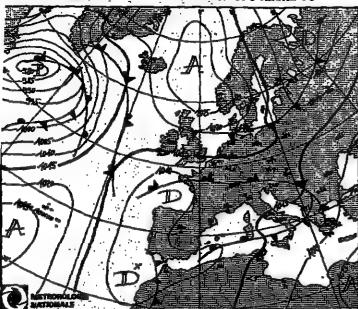
CONFÉRENCES

3. rue Rousselet. 14 h 30 : - Le monde des morts en Egypte pharaonique. La religion funéraire -: 19 heures : - Cha-guil et l'art onirique - (Arcus).

Informations «services»



PRÉVISIONS POUR LE 7 DÉCEMBRE A 0 HEURE TU



et le dimanche 6 décembre à

La dépression du proche Atlantique que se rapproche de la França en se complement. Les perturbations associées perdent de leur activité. En début du mu semaine, de Prin plus frais, venu de Vo Scandinguis, asquera la França par le nord.

Scandinania, gamera is runner par in nord.

Dimensche, muses en nord de la Loire, soleil plus au sud.

De Nantes à Genève et plus au sud, in tendance est au retour du soleil, out fers une après-midi agréable. Le matin sur les Alpes, le Lyoquais et le Provence, il pleuvra encore (moins que samedi) et en Cores il y aura des averses. L'amélioration se fera au cours de la matinée, l'après-midi le soleil prédominera. De la vallée de la Loire au Massif Contral et au Sud-Ouese, le brouillard se formera vite dans la mit de samedi à dimanche. Attention donc si vous presez le volant. Sur les côtes atlantiques, pas de brouillard, les averses matinales cosseront

Côté température : de 5 à 7 dégrés un petit jour et de 12 à 16 degrés l'après-midi, du nord au sud.

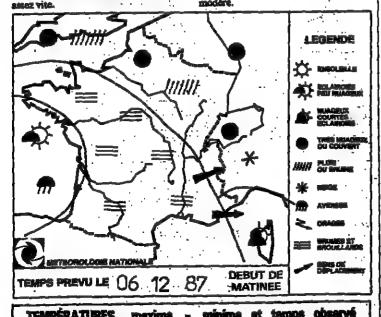
midi, du nord au sud.

Les régions au nord de la Loire et le quart nord-est du pays connaîtront une journée bien différente, dominée par la grissille. Il pourre pleuvoir un pen par moments. Dans les Ardennes et les Vosges, un petit risque de verglas existes pluje venglagante ou quelques floquas de nerge - surtout la muit et tôt le matin. En Bretagne, les échsircies du matin (averses possibles sur le sud de la Bretagne) seront de courte darée. La grissille reviendra par le nord.

Les températures : de 5 à 7 degrés le

Les températures : de 5 à 7 degrés le matin, mais près de la Belgique et de l'Allemagné il ferz seulement de 0 à 2 degrés. L'après-midi, il ferz de 8 à 10 degrés. Dans le Nord-Pas-de-Calais et les Ardennes, il y aura un espoir d'éclaire le l'après-midi, mais il fera plus ferie de 5 à 7 degrés. freis : de 5 à 7 degrés.

Le vent sera généralement faible. Près de la Manche, vent d'est modéré.



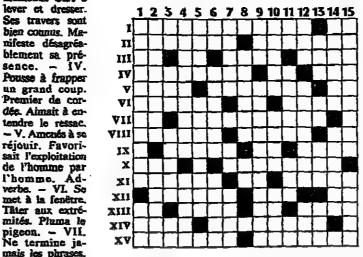
| Valeuts extrêmes relevées entre 16 S-12-1987 16 4-12 à 6 heures TU et le 5-12-1987 à 6 heures TU 18 11 P TOUGUSE 14 13 C LUXEMBOURG 0 0 C RARRITZ 18 11 P ROBBEARTES 30 24 A MARRÎ 12 5 N MARRÎ 12 5 N MARRÎ 12 5 N MARRÎ 13 11 A MARRÎ 15 11 A MEST 11 9 P AMSTERDAM 2 -1 N MARRÎ 15 11 A MEST 11 2 C MONTRÉAL -1 -4 D MARRÎ 17 12 C MONTRÉAL -1 -4 D MARRÎ 17 12 C MONTRÉAL -1 -4 D MARRÎ 17 12 C MARRÎ 17 12 D MARRÎ 18 12 A MARRÎ | L CHI | PERAI | | | | | | | | | | | |
|--|------------------|----------|--------------|--------|--------------|--------------|---------|------------------|----------|-----------|-----|-------|-----|
| FRANCE | | Valer | ns ett | rfmu | s relevée | s entre ' | | | le | 6-12- | 19 | 87 | - 1 |
| FRANCE ALACCIO 17 12 P TOURGES 14 13 C LIXEBBOURG 0 0 C DEARESTZ 18 11 P ROBUSS 14 13 C LIXEBBOURG 0 0 C DEARESTZ 18 11 P ROBUSS 14 13 C LIXEBBOURG 0 0 C DEARESTZ 18 11 P ROBUSS 15 P MADED 12 5 N MARRAETS 19 11 A DESTE 11 9 P AUSTREAM 25 15 P MILAN 6 3 P MI | In 4-19 | h & hour | - 7 | 1 40 3 | E-17-1 | 097 3 R F | - | n) | | | | | |
| ALACCIO 17 12 P TOURGES 14 13 C LIDEBBOURG 0 0 C BARRITZ 18 11 P ROBEBAPITES 30 24 A MARRA 12 5 N MARRA 12 5 N MARRA 12 5 N MARRA 12 5 N MARRA 12 1 N MARRA 12 N M | 10 -12 | a O Neur | 43 /4 | | 0-12-1 | 307 5 U I | | | | | _ | | _ |
| ALACCIO 17 12 P TOURGES 14 13 C LIDEBBOURG 0 0 C BARRITZ 18 11 P ROBEBAPITES 30 24 A MARRA 12 5 N MARRA 12 5 N MARRA 12 5 N MARRA 12 5 N MARRA 12 1 N MARRA 12 N M | | | | | 1 moreon | 7.7 | 7 1 | . 1 : | OC HINGS | 7 R. | 20 | 13 | 1A. |
| | | | | _ | | | | | | | | | |
| BROBEALO 16 11 P | | | | _ | | | | | | | - | | |
| BORGES 10 8 A BEST 11 9 P ALCER 25 15 P MELO 24 9 B BEST 7 5 P ASSISTMAN 2 -1 N MILAN 6 3 P MELO 1-1 -4 D MILAN 6 3 P MILAN 6 S MILAN 6 | | | | P | LODGE | DG: 30 | 24 / | | | | | | |
| STATES 11 | BORDEAUX | 16 | | | É | TRANCE | R | | | | | | |
| CASN | BOURGES | 18 | 8 | ٨ | 100 | i i bui a | | | | | | 9 | |
| CRESTORIS 7 6 C ATTIENES 11 8 C MARCOU 1 -1 C CLERIONISTERE 14 10 P RANGEM 30 22 N NATIONIS 23 15 D DUON 4 3 P RANGEM 70 D OSED 14 10 P REPORT 6 -2 D RANGEM 6 -2 D RANGEM 6 -2 D RANGEM 6 P LECAME 17 12 D RANGEM 3 -3 D LEGOES 14 10 P REPORT 7 12 D RANGEM 3 -3 D LEGOES 14 10 P RANGEM 17 12 D RANGEM 3 -3 D RANGEM 12 16 P COPENSAGE 2 1 C ROBEMANERO RANGEM 3 -3 D RANGEM 12 16 P DERBA 23 14 C ROBEMANERO RO | 1285T | 11 | 9 | Þ | | | | , 5 | | | | . 3 | |
| CHERROTHER 14 10 P BANTEON 30 22 N MOSCOU 1 -1 C CLERROTHER 14 10 P BANTEON 18 13 A NEW TORK 6 1 P OSLO -4 -10 D SECRET 7 0 D OSLO -4 -10 D DEPART 12 10 P BETWEEL 7 2 2 C PRIMARPHAL 20 9 C PRI | CAEN | 7 | 5 | . 🏲 | | | | | ENTRÉ | L | -1 | | |
| DECEMBER 4 3 P BARCELONE 18 13 A NATIONAL 6 1 P | CHERBOUR | 5 7 | 6 | . C . | WINESES . | and the life | | | OSCOU . | ,,4194016 | - 1 | -1 | |
| DUDN | CLERMONT | HER 14 | | | PENTERS. | ,., 3D | | | AIRORE . | 15000-1 | 23 | 13 | |
| CREWORLE SHAFE 7 5 P | | | 3 | | | | | | H.W.YTR | K | 6 | 1 | - P |
| Definition Def | GIENOME: | S-48 7 | 5 | | | | | , 12 | | | -4 | -10 | D |
| LINORES | IRLE | 3 | | | 10 may 11 | | | , ; , | | | | 9 | |
| LYON | | | 10 | | BRILLIA I PS | 2 | | , , , | | | | -3 | |
| MARSHILEMAR 12 16 P COMPANANCE 27 12 N MARE 12 11 C | | | - 6 | | IE CARRE | 17 | | , , , | | | _ | - | - |
| NANCY 2 1 P DEAM 27 12 N SNOAFOUR 31 26 C NANTES 14 10 P DEEM 23 8 D SNOAFOUR 31 26 C STOCKHOLM 2 -2 D STOCK | | | 16 | | COLEANO | Œ.; 2 | | • - | | | | _ | • 1 |
| NAMES | | | 1 | P | DAKAR | S 27 | | • • = | | | | | |
| NECE 10 9 P DEPNA 23 14 C STULKHER 24 16 D NEW 25 16 D NEW 26 16 D NEW 27 | | | 10 | P | DELEE | 23 | | · l - | | | | | |
| PARISMONIS 8 6 C CENEVE 3 P STANDEL 13 P DICTIO 11 3 C PENTAGNAN 14 13 P ENTAGEN 12 4 P TONIS 22 14 A P TONIS 16 C P PENTAGNAN 12 7 P VARSOVE 1 -2 C STANDEL 13 8 P LEBORGE 15 35 O VERSE 7 6 C C STRASDOURG 1 -1 C LORDRES 7 ST. P VIENNE 4 2 C | | | | Þ | DIERRA | | 14 (| , 1 - | | | _ | _ | _ |
| PRIMISES 15 6 THENGENG 12 D TOUTS 11 3 C PRIMISES 16 7 P PRIMISES 12 14 A P TOUTS 12 14 A P PRIMISES 13 8 P PRIMISES 15 35 O VENSE 7 6 C C STRESSOURG 1 -1 C LANGES 7 S. P VENSE 7 6 C C C C C C C C C C C C C C C C C C | | | - 6 | Ĉ. | GENÈVE | 4 | | | | | | | |
| FRENCHAN | | | | | HONGEDA | 32 | . 12 I |) 1 | OK10 | | | | |
| ENNES 10 7 P PERSALPH 12 7 P VARSOVE 1-2 C STEINENE 13 8 P LESSONE 15 3 0 VENSE 7 6 C SPRASOURS 1-1 C LONGRES 7 3 P VIENNE 4 2 C | | | | | | | 4 1 | - [1 | UNIS | 4441-441 | 22 | 14 | A |
| STEINER 13 8 P ISSURE 15 0 VENSE 7 6 C STRASSOURG 1-1 C IONDRES 7 S. P VIENNE 4 2 C | | | | | | | | | APSIVE | | · J | -2 | C |
| A B C D N O P T * | | | | | | | | | | | 7 | . 6 | cl |
| A B C D N O P T * | | | | - | | | 40 | | | | 4 | 2 | |
| A B C D M OF P | SIBVESION | L | . – į | C | MARKET . | | | | TEAC. | | | | |
| A B C D M OF P | | - | | _ | | | | | | | | - | |
| del ciel ciel many but a la many | Δ | В | 1 1 | | D . | N N | | .1 | P | T | - } | 7 | '] |
| gverse brame couvert décagé masseux Grages pinie tempere mages | | | | | ciel | ciel | i | 21 | | | | | _ |
| | gverse | DIN THE | 200 | Vert | dépagé | mageux | i otaše | | pinie , | rembe | 10 | · Med | PP |

(Document établi avec le support sechnique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4629 HORIZONTALEMENT

L Sait se faire comprendre de celui qui ne veut rien entendre. Ne perd pas facilement la tôte. - IL Pour quelqu'un, il est souvent préférable qu'elle ne soit pas dans son assiette. Contient du venin. - III. Fait passer de bons moments. Sert à



Qui ne plient et ne se replient pas facilement. – VIII. Est ouverte bien souveat en Haute Cour. Loin der-rière ou juste en dessous. Limés sur les bords. — IX. De quoi réussir un beau panier sans qu'il soit nécessaire de jouer au basket. Possessif. Avait beaucoup à dire. - X. Fait bouger le peuple. Ne sont pas sans intérêt pour celui qui a l'habitude de faire tout un plat. - XI. Faisait une opération devant aboutir à une multiplication, Pronom. Blanche comme eige. - XII. Met dans l'impossibllité d'aller droit au but. Pent être aperçu par celui qui se beurte à un mur. Conjonction. — XIII. Eclat de rire. En voilà un qui a du avoir chaud! Militaire. Visible après coup. – XIV. Relatif à quelque chose que d'aucuns n'hésitent pas à piétiner. Partie de vestibule. -XV. Hommes d'influence. Privé de

VERTICALEMENT

1. Homme de lettres. Révèle un refus de partager. — 2. On l'a conti-nucliement dans le dos. Palit dans le noir. - 3. Démontre. Finit souvent par se faire sortir. Porte la crosse. par se faire sortir. Porte la crosse. S'achève à date fite. — 4. Sont adaptés à des passages. Est couvert de poils. — 5. Plutôt avantageux. De quoi sa faire crever la peau. — 6. Conjonction. S'H s'agit d'un cierge, il n'y a pas mèche ! Est amployé pour étendre. — 7. Qui n'ont donc pas chipoté. Boule de feu. Cela coûte fort cher de s'y laisser

prendre. - 8. Echaussent les oreilles. Participe. - 9. En l'essuyant, on peut se faire nettoyer ! Elle pousse à s'intéresser à celles qui avancent comme des tortues. 10. Fait grimper les prix. Connaît très bien le Coran. Touchent du bois ou fendent la pierre. - 11. Amènent à se répéter. Nombreux sont ceux qui vont y faire les courses. N'a pas de prix. Respectés par maintes gens. - 12. Source de chaleurs. Fait prendre trop d'importance. Porte la balle. - 13. Œuvre de jadis. Transmis de père en fils. Partie de partie. Sert à « verser ». - 14. Incapables d'employer la force. Condam-née à prendre du poids. — 15. Est à la fois dans l'Yonne et proche de l'Yonne. Il y fait noir comme dans

Solution du problème 🗠 4628 **Horizontalement**

I. Rengaines. - II. Averse. Né. -III. Mate. Note. - IV. Os. Nuages. - V. Niais. Ré. - VI. Eole. Té. -VII. Uniras, Dé. - VIII. Née. -IX. Risettes. - X. Su. Pesage. XI, Págase. Os.

Verticalement Ramoneur. Sp. - 2. Evasion.
 Rue. - 3. Net. Alibi. - 4. Grenier. Spa. - 5. As. Us. Anécs. - 6. léna. Tsé-tsé. - 7. Ogra. Eta. - 8. Entée. Ego. - 9. Sées. Fesses. lines).

GUY BROUTY.

Environnement

Les normes de pollution des moteurs diesel

Accord européen en vigueur à partir d'octobre 1989

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres de l'environnement de la CEE ont abouti, le jeudi 3 décembre, à un accord sur le niveau des émissions de particules des futurs diesels. La décision des Douze porte sur l'entrée en vigueur de normes communantaires (comprises entre 1.1 à 1,4 gramme/essai, selon le type de véhicules) au le octobre 1989 pour les nouveaux modèles et un an plus tard pour les antomobiles neuves mais de conception plus ancienne.

A la demande de l'Allemagne fédérale, qui souhaitait des valeurs plus strictes, les autres pays européens ont accepté d'étudier une pro-chaine étape. L'idée est de réduire les doses admissibles (de 0,8 à l gramme/essai) à partir du 1 octobre 1990 pour la première

• Trois morts et treate-six accidents à la centrale de Tchernobyl depuis le début de l'année. Le réacteur nº 3 de la centrale de Tchemobyl (Ukraine), frère jumeau du réacteur nº 4 qui avait explosé le 26 avril 1986, a été remis en exploitation le 4 décembre, annonce l'agence Tass. Au même moment, le journal Sotsialistitcheskya Industria, citant le responsable du Parti communiste de la ville nouvelle de Slavutisch, qui abrite le personnel de la centrale, indique que trois personnes sont mortes ces derniers mois au cours d'opérations d'extraction du combustible nucléaire. Toujours selon ce responsable, V. Lukyanenko, il y aurait eu trente-six accidents à la centrale de Tchemobyl au cours des dix derniers mois. Trois responsables de ces accidents, survenus en juin dernier au réacteur nº 2, ont été sanctionnés pour viola-tion des règles de sécurité . - (AFP

catégorie de voitures et une année plus tard pour la seconde.

Arrêtée à la majorité qualifiée le Danemark et la Grèce, estimant le texte trop laxiste, se sont pro-noncés contre - la « directive » suropéenne doit maintenant recueillir l'avis du Parlement européen au titre des procédures instaurées depuis le 1º juillet dernier par l'Acte unique. L'Assemblée de Strasbourg ayant accueilli favorablement la legislation communautaire sur la limitation des automobiles à essence, le ministre français de l'environnement, M. Alain Carignon et ses collègues ont confirmé leur accord du 21 juillet dernier qui sera applicable à partir du le octo-

Les Douze ont, une nouvelle fois, tenté, en pure perte, de réduire les gaz polluants dégages par les grandes instaliations de combustion. Les pays du sud de la CEE et le Royanme-Uni, qui ont encore des centrales thermiques vétustes, se sont opposés au projet de la Com-mission de Bruxelles, soutenu par la France et les Etats membres du nord

MARCEL SCOTTO.

SALON Bătimat du 8 au 15 décembre à Paris. - Le seizième Salon international de la construction et des industries du second-œuvre (Bâtimat), le plus grand Salon mondial de la construction, se tiendra du 8 au 15 décembre prochain, au Parc des Expositions de la porte de Versailles à Paris. Couvrant plus de 22 hectares - soit la totalité du Parc des Expositions - Bâtimat accueillera, sur 2 050 stands, 3 455 industriels dont 1 316 venant de pays étrangers. Plusieurs délégations officielles chinoises sont attendues à ce Salon, confirmant l'ouverture du pays le plus peuplé du monde aux technologies occidentales.

Un peu de risque, mais pas trop, avec une innovation (10. Fxç4 au

CHAMPIONNAT **DU MONDE**

SÉVILLE

1987

lieu de Fx67) toujours dans le gambit de la Dame : une domination de l'espace qui s'évanouit après les échanges commencés au vingtdenxième coup ; une petite spéculation (36.94) sur la crise de temps qui frappait Karpov, vivement stoppée par la bonne réponse (36. Di3) et Kasparov, qui n'avait plus comme perspective que l'échec perpétuel, proposa la nullité.

Tendue à l'extrême, la vingtième partie, jouée le vendredi 4 décembre, a surtout montré que Karpov, qui n'a plus le droit de perdre un point à quatre parties de la fin du match, reste d'une étomante lucidité. Sa manœuvre : 18.... Ca7; 21.... Cb5, forçant 22. Tc4 («Un coup déplaisant » pour Kasparov, selon Kortchnol) en est l'illustra-

Reste à savoir si le champion du monde qui, lui, n'e pas besoin de gagner, joue au maximum de ses possibilités ou s'il se contente d'assurer des mullités. En tout cas, il lui faudra être «au mienx» lundi dans la vingt et unième partie pour résis-ter à l'avant-dernier assaut de Karpov avec les Blancs.

Echecs

Vingtième partie:

La lucidité

de Karpov

même perdu la partie suivante. Il est vrai qu'il avait du auparavant remonter un handicap de trois points. Une débauche d'énergie qu'il n'a pas dépensée cette fois. Apparemment du moins.

B, de C.

Blancs: KASPAROV Noirs: KARPOV Vingtième partie Gambit de la Dame

| 1.04 66 | 22. Tc4(106) |
|-------------------------|-------------------------|
| 2 Ce3 \$5 | F×64(114) |
| 3. 64 FET | 23. Fx64 (107) |
| 4. CD(1) CT6(3) | Tac8(117) |
| 5. De2 (3) 8-0 (9) | 24, Taq8 (111) |
| 6. Feb (3) (5(14) | Tacc8 (117) |
| 7. dxc5(4) dxc4(14) | 25. Tel (111) |
| 8, 64 (8) De5 (17) | T×ç1+(119) |
| 9.45(9) C(5(17) | 26. Dxc1 (111) |
| 10. F×c4 (15) | D47 (121) |
| Cxe3(24) | 27. g3 (115) 66 (121) |
| 11.0-0(10) Dxc5(44) | 28. Rg2 (126) D68 (125) |
| 12 Dxe3 (25) Ce6 (57) | 29. 14 (130) =5 (128) |
| 13. Fx67 (27) | 30. bxa5 bxa5 |
| Dre£7 (90) | 31. De5(134) Cd4(129) |
| 14. ±3 (39) F47 (65) | 32 h5 (135) (5 (139) |
| 15. Tac1 (42) Tid8 (74) | 33. Fb7(139) RE7(142) |
| 16, b4 (78) 26 (90) | 34. R52(139) Dh8(147) |
| 17. Dé3 (83) Fé8 (96) | 35. Dxd4 (143) |
| 18. Fd3 (89) Ce7 (103) | Dx17(140) |
| 19. Fb1 (93) Fc6 (106) | 36. g4 (143) DE3 (148) |
| 20. Cg5 (%) 16 (10V) | 37. Da7+(143) R(8(141) |
| 21, Ci4 (%) Ch5 (110) | Nulle. |

L'année dernière, à Loningrad, où le score était identique (10-10) à ce même stade du match, Karpov réflexion de chaque joueur depuis le n'avait pas réussi à gagner et avait début de la partie.

Le Carnet du Monde

 M. et M^m Pierre-René de MONTERA, M. et M. Vivian A. de TOLIN, eureux d'annoncer le mariage de

Constance et Stéphane.

La cérémonie religieuse aura tieu dans l'intimité familiale, le 11 décembre 1987, en l'église de Fourqueux (Yve-

Décès

— Mª Akquier-Bouffard, M. et Mª Patrick Alquier-Bouffard, Docteur Franck Alquier-Bouffard, Yann Alquier-Bouffard, See petite-enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves ALQUIER-BOUFFARD,

survenu le 29 novembre 1987, à l'âge de

Les obsèques ont été célébrées au temple de Castres, le l'adécembre 1987.

Bouffard, 81100 Castres.

- Le directeur.

Les professeurs
Et le personnel,
Les élèves et anciena élèves,
L'association des parents d'élèves de
l'Institution Rocroy-Saint-Léon, 106, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-10•, ont la douleur de faire part du décès de

Mª Maryse BEAUGNIER,

Ils vous invitent à vous unir à eux, au moins par la pensée et la prière, à l'occa-sion de la messe qui les réunira dans l'églisa Saint-Vincent-de-Paul, place Franz-Liszt, Paris-10s, le mardi décembre 1987, à 8 h 15.

> « Ego sum ressurectio et vita. » Jean, XI-25.

M. et M= Jean Hesnault,
 M. et M= Pierre Hesnault,
 M. et M= Yves-Marie Bidokre

et leurs enfants, M. et M∝ Philippe Hossault et leurs enfants, M. et M= Pierre Hosnault

et leurs enfance,

M. et M= François Hesnault

et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mª Maurice HESNAULT.

sarvena le 4 décembre 1987, dans sa

quatre-ringt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célé-brée le mardi 8 décembre 1987, à 15 h 30, en l'église Notre-Dem de Boulogne, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière nocies de Bonlogne.

Ni fleurs ni couronnes; à la demande de la défunte, des dons peu-vent être versés en faveur de la recher-che sur le cancer (Centre de recherches sur les anémies, service du professeur Reyès, CCP La Source, 34 447 65 A).

137, avenue du Roule, . 92200 Neuilly-sur-Scine.

- M, et M∝ Villiam Lahmani et leurs cui ಟಾ

M. et Mac René Laborani et leurs enfants, M. et M~ Jacques Laaban

M. et Me Claude Amselek

ont la douleur de l'aire part du décès de

M= Coiette LAHMANI,

Les obsèques out en lieu le 4 décem-

Cet avis tient lieu de faire-cart.

- Les centres d'entrainement aux nërhodes d'Education active out la tristesse de faire part du décès survenu le 2 décembre de

Jean PAVIER, militant des CEMEA depuis la Libération délégué national de 1965 à 1978.

de l'Amociation nation et de l'Assocation ré Languedoc-Roussillon des CEMEA, chevalier de l'ordre national du Mérite,

76, boulevard de La Villette, 75940 Paris Cedex-19.

Anniversaires

- Il y a trois and disparaissait

Locie BALLUSSAUD.

Une passée est demandée à ceux qui l'ont comme.

- Il y a buit ans,

Paul BIGNON

nous quittait. De la part de

Madeleine, Michèle, Dominique et Communications diverses

- Une conférence de l'Amitié judéochrétienne de France, sous le titre Jéru-salem, clié de paix ou ché de division. Le Père Bruno Hussar, dominicain israélien, prononcera une conférence le mardi 8 décembre. Il est le fondateur de

marii 8 necessiore. Il est le fotatale d'un version (Oasis de paix), village poche de férusalem où vivent ensemble juis, chrétiens et musulmans.

Le 8 décembre, à 20 h 30, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris (mêtro Ségur).

Avis

- On nous pric d'annoncer l'avis sui-

Amédée et Émile-Louis TOURNET, né an XIX siècle

Nous effectuous des recherches concernant les descendants ou autres parents de ces deux personn croît être nées ou avoir vécu en France. Prière de transmettre tout renseigne ment concernant Amédée Tournet et Emile-Louis Tournet, leurs descendants et autres apparentés donnant la réfé-rence 37927/08/VKP à . Dickinson, Cruickshank O Co. avo-

cats et notaires, B.P 33, Athol Street 37, Douglas, île de Man (Grande-

Avec les banlieusards d'Orléans

RENORE train ne constitue pas une obligation pour un ministre des transports. Mais les « grands banlieusards » d'Orléans regrettent en souriant que le premier d'entre eux. Jaques Douffiagues, ne partage pas leur marathon quotidien pour se rendre à son bureau ministériel.

ils sont en effet 4 200, les yeux gonflés de sommeil et rivés la pendule, à boucier les 240 kilometres de l'aller et retour avec la capitale, entrecoupés d'une bonne dose de métro. En moyenne 4 heures de transport entre leur domicile et leur lieu de travail. « Au bout de deux ans. raconte une vendeuse d'un grand magasin, son tricot à portée de le main, ca passe ou ça craque. »

Ces forçats du transport - la SNCF en dresse le profil régulière ment - sont en majorité des jeunes de moins de trente ans, étudiants, cadres du privé ou de l'administration. Non seulement ils ne bénéficient pas de la carte orange, male la SNCF vient de décider de relever singulièrement les tarifs d'abonnement (+ 10 %). Des plaintes en perspective sur le bureau du ministre des transports.

Terminus de banlieue, Orléans préfère évidemment son titre de capitale régionale. Mais sans oublier qu'elle doit ce titre su formidable coup de pouce de crois-sance que lui a donné la région parisienne. Etonnant chasséroisé au milieu de la Beauca : 4 200 granda banileusards croisent 4 200 Parisiens », des décideurs eux aussi dans leur majorité, ingénieurs, chercheurs,

enseignants, employés dans l'agglomération oriéanaise.

Le Centre pourrait en effet élever des statues aux aménageurs de la DATAR qui - voilà plus de vingt ans - ont décidé de freiner l'expansion de la capitale pour redistribuer plus équitablement les fruits de la croissance en province. Les industriels dans bien des cas ont pris un compas, tracé un cercle de 100 à 200 kilomètres autour de la capitale. Résul-tat ; quelque 90 000 emplois sont tombés dans l'« escarcelle » régionale, faisant du Centre ~ grace à sa proximité et à son image séduisante et reasurante des châteaux de la Loire - la région française qui a le plus bénéficié de la politique de la DATAR.

Symbole de cet essor : Orléans, qui somnolait, a connu l'explosion démographique la plus forte de France entre 1968 et 1975 avec un doublement de la population de son aggiornération, les entreprises parisiennes entrainant dans leur sillage des firmes étrangères. Avec ce tiesu tout neuf, la Région a pu affronter sans trop de casse la crise. Le taux de chômage ast toujours resté en dessous de la movenne nationale.

Comment vivre aujourd'hui dans le Centre sans Paris et les Parisiens ? « Ils » débarquent en rangs serrés dès le vendredi soir, réveillant des villages assoupis le restant de la semaine. La moitié de la Sologne appartient à des gens qui n'y habitent pas, dont un quart de Parisiens. Comme au temps de la Règle du jeu, des gardes-chasses ouvrent encore

la mise en service de l'autoroute A 71, les terrains de chasse se trouvent à moins d'une heure

et demie de la capitale. A l'est de la région, de Males herbes à Courtenay, à proximité de l'autoroute A 6, le moindre bout de ferme est « investi ». « // y a tellement de Parisians dans le coin au'an n'avait aucune raison de les remarquer », s'exclamaient les habitants de Vitry-eux-Loges dens le Loiret, au lendemain de l'arrestation l'hiver dernier des chefs historiques > d'Action directs. Nathalis Ménigon et Jean-Marc Rouillan occupaient « paisiblement » un corps de ferme, entre la demeure d'un gardien de la paix de la Ville de Paris

L'Institut accueille des cher-cheurs du CNRS au sein de labo-

ratoire de chimie des polymères organiques. Le bois et ses dérivés

n'occupent plus que dix des

somente saleries dans deux déperte-

ments sur sept. Le partenariat avec l'industrie s'est considérablement renforcé sous la boulette de Jacques

Valade qui en fut le directeur de 1969 à 1980.

Le budget annuel de l'Institut s'élève à 10 millions de francs, dont

80 % lui viennent de l'industrie. Il

compte parmi ses clients L'Aérospa-tiale, la SNPE, la CDF-Chimie.

SANOFI, mais d'abord et surtout

Saint-Gobain dont les chercheurs

ont fait leur entrée à l'Institut du pin

La Cellulose du pin, filiale de Saint-Gobain fortement implantée

en Aquitaine, disposera prochaine-ment de 1 000 mètres carrés supplé

mentaires au sein de l'Institut. Cette

extension est financée à 50 % par

l'Etat dans le cadre de la charte de

développement de l'Aquitaine, signée à l'automne 1987 par Jacques Valade, aujourd'hui ministre délé-

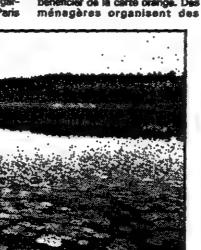
gué à la recherche et à l'enseigne-

ment supérieur.

et cele d'un communatant teurans de Juvisy. Les acellés venant d'être levés, le propriétaire s'apprête à rejouer dans les plus brefs délais...

Un charter

pour la Samaritaine Aux marges de la région, de Dreux à Montargis, il est difficile de changer ses habitudes pari-siennes. Dans la capitale du Gâti-nais, une même noria de trains emmène chaque matin un millier de Montargie sen la habitude de Montargois vers la benlieue ou le centre de Paris, Certains travalleurs se rendent en voiture à la gare toute proche de Nemours, en Seine et-Marne, pour pouvoir bénéficier de la carte orange. Des



Etning en Sologne.

le Samaritaine, les centres com-merciaux de Fontzinebleau, de Belle-Epine ou même de Vélizy. Les épouses des militaires de l'Ecole des transmissions auraigni aussi le mal de Paris et fréteraient des autocara...

« Nous ne pouvons nous payser de Parie, cela représente 50 % de notre cliantèle », affirma M. Noret, le seul fabricant de chaussures du département, însteilé sur la zone inclustrielle de Villemandeur, près de Montargis. Avec un golf de dix-hult trous, une structure d'hôtellerie valabl aussi pour les séminaires, un héliport dont les deux appareils effectuent des rotations jusqu'à lasy-les Moulineaux, le club-house de Vaugouard vient d'ouvrir ses portes à Fonteney-eur-Loing dans un domaine de 62 hectares autour d'une demeure de style Empire. Ses promoteurs atten-dent de pied ferme des hommes d'affaires de la capitale au porte-feuille solide. Le club aurait même déjà trouvé une quantité apprécia-ble de « couraurs de green » capa-bles de libeller un chèque de 160 000 francs pour accéder à la qualité de membre fondateur.

« Notre porte set largement il ne s'agit que d'une lucame », fance Jean Bezeault (app. RPR), président du district de Montargis. La tutello administrativa d'Orléans a toujours été mai vécua. Orléans, il est vrei, a pen-dant longtemps laissé à l'écart se sous-préfecture. Pas seulement pour ses difficultée d'accès : le temps n'est pas si loin où il fallait

pour venir à bout des 70 kilomè-tres séparant les deux villes. Question aussi de caractère. Le Vat de Loire n'est pas le Gâtinais. « Au paye de l'amiral de Colign et de Mirabeau, on a plutôt l'esprit contestataire », ajoute encore Jean Bezaguit, Hutchin son, l'usine nourricière autrefois de toute l'agglomération, a été une pépinière de cedres pour le CGT.

Décembraliser an plus près

Depuis quelques années, Orieans a fait de nombreux pas en svant pour rompre cet isolement. La nationale 60 a été réaménagée en attendant sa mise à quatre voies pour rejoindre l'A 6, à la heuteur de Courtenay. La chembre de commerce d'Orléans aide le district dans une campagne de promotion économique. « Nous nous sentions des enfants aban-donnés, reconnaît Jean Bezesuit. Il y a à présent une volontié de la région, du département et des services de l'Etat de misus nous intégrar; » Un signe : le présence à Montargis du président du conseil général, M. Kléber Melécot, 's au moins deux fois par mòis ». La lucame s'éla s'il y a du nouveau à l'ouest, économiquement, on continuers à regarder vers la région parisierne. L'électrification de la ligne SNCF Paris-Montargis es termine; un service cadence de rames de banlieue est attendu avec impatience. Pour réssembler à de vrais ben-Sevearde.

RÉGIS GUYOTAT.

ALSACE

Un arrêt « révolutionnaire »

La commerçante strasbourgeoise qui ouvrit son magazin le dimanche 2 novembre 1986, au mépris du code local des professions, et de la loi locale du 26 juillet 1900, a provoqué sans le vouloir un arrêt « révolutionnaire ». La cour d'appel de Colmar vient en effet de refuser d'applique le texte « attendu qu'aucune iraduc tion officielle du texte de loi visée n'a (...) paru conformément à la loi du 1 juin 1924 ou au décret du 16 janvier 1925 », qui organisaient le partage du terrain juridique entre

La loi dite « d'introduction » prévoyait en effet dans les trois mois de son entrée en vigueur, une traduc-tion par décret des textes ainsi conservés. Cette traduction a's jamais paru, ni au Journal officiel, ni au Bulletin officiel d'Alsace et de

L'arrêt estime alors que le justiciable ne peut plus normalement prendre connaissance du texte et assurer sa défense. Il invoque de plus l'article 7 de la convention euroréenne des Droits de l'homme on · interdit de punir un délit qui est seulement délini par une loi en langue étrangère, dont la traduction officielle en langue nationale (...)

enscialistes du druit local alsacien qui font observer que plus de la moi-tié des textes appliqués depuis soizante ans dont dans ce cas, et qu'implicitement, toutes les hautes juridictions les out déjà reconnus.

Sur l'initiative de plusieurs

secrétaires généraux de mairies des Alpes-de-Haute-Provence, la

décision vient d'être prise de

créer un syndicat national des

secrétaires de mairies des com-

munes rurales, c'est-à-dire qui

comptent moins de deux mille

Le but de ce syndicat national

est de rompre l'isolement de quel-

que trente-deux mille secrétaires

en renforçant leur cohésion et en

faisant valoir leur point de vue

spécifique au moment où entre en

Cette page a été réslisée par

nos correspondants: Jacques Fortier, Gabriel Simon, Francis

Coordination : Jacques-

habitants.

Dupuy.

Dans la logique de la cour d'appel, ce sont ainsi des pans entiers du droit local – législation sur la chasse, sur la rémunération des ministres du culte, sur les associa tions, sur le cadastre, ou sur l'aide aux indigents, par exemple - qui tomberaient, sans que pour autant les textes français correspondants ment leur place.

De plus, tout le droit local est traduit officieusement, et souvent depuis fort longremps, puisque, avant même le retour de l'Alsace Moselle en France, le ministère de la guerre avait préparé le mariage des deux régimes juridiques. L'arrêt de Colmar, s'il était confirmé par la Cour de cassation, imposerait soit l'abandon de l'essentiel du droit local, soit une codification complet

AQUITAINE

L'Institut du pin a cinquante ans

L'Institut du pin, lié à l'université Bordeaux-i vient de célébrer son cinquantième anniversaire. Créé en 1937 par décret du ministre de education nationale, ce laboratoire de recherches appliquées a, dès le départ, associé des universitaires et des partenaires industriels du massif forestier des Landes de Gasc forestier des Landes de Gascogne. Il développa donc des activités dans le domaine de la papeterie dérivée de

Le déclin des gemmages dans le massif landais faillit hui être fatal. Il élargit alors ses compétences à de nouveaux secteurs: chimie fine, pharmacie. Cette diversification s'étend aujourd'hui aux bio-matériaux et aux matériels mastiques.

vigueur la pouvelle fonction

* Mairie de Perpin (04200) : M. Gérard Rei Rosa. Tél.: 92-64-14-17.

gantes ». - L'association Projet

public et l'Ecole française des

ittachés de presse viennent de

décerner six prix destincs à

récompenser des « initiatives notables dans le domaine de la

communication des villes et des

communes » : prix spécial petites communes à Lachelie, dans

l'Oise; ville de moins de quinze mille habitants à Sélestat, dans le

Bas-Rhin : ville de moins de vingt-

cinq mille habitants à Aix-les-

Bains : ville de vingt-cinq mille à

cinquante mille habitants à

Macon: ville de cinquante mille à cent viugt mille habitants à

Lorient; ville de plus de cent vingt mille habitants à Nantes.

• Les comments « con

publique territoriale.

Un syndicat des secrétaires de mairies rurales

BRETAGNE

Les impôts des Brestois

Brest fait partie des villes fran-çaises où les habitants pajent une très forte taxe d'habitation. Elle se situe même dans le peloton de tête. Selon l'INSEE, une famille moyenne avec deux enfants vivant dans un logement de bon standing Brest de 5 263 F de taxe d'habitation, soit plus qu'à Rennes (5 152 F). Nice (4 900 F). Stras-bourg (3 400 F) mais moins qu'à Rouen (5 700 F), Lille (7 500 F) et

Marseille (9 000 F). La situation est plus favorable dans les petites localités de la communauté urbaine. A Bohars, par exemple (2 800 habitants), un cousans enfant habitant une maison pie sans entant habitant une maison de 162 mètres carrés verse à sa com-mune 640 F au lieu de 2218 F à Brest et donne moins au départe-ment et à la région. Au total, la dif-férence avec Brest est de 2 500 F. Au moment où les impôts ren-trent, il n'est pas facile pour la ville

d'établir son prochain budget d'autent que la taxe professionnelle ne représente que 41 % du produit de l'impôt et que le personnel com-munai a, seion la municipalité, augmenté dans des proportions qui ne correspondent pas aux capacités financières de la ville. Conclusion : il

MIDI-PYRÉMÉES

faut serrer les boulous.

Toulouse et sa région

Le comité économique et social de Midi-Pyrénées vient d'adresser an president du conseil régional. M. Dominique Bandis, qui le lui avait demandé, son avis et ses réflexions sur l'aveoir de la région pour la période 1989-1993. Il dit

ent ceci : automment coci:

al faut d'abord souligner la
solidarité de destin entre Toulouse
et le rexte de la région [...]. Toulouse est devenue une grande métropole nationale, dynantique, avec des
atouts certains pour accéder au
rang de métropole internationale.
Toulouse est devenue le phare de la région Midi-Pyrénées, et sa réussite est essentielle pour la région tout entière. A ce titre, le développement de Toulouse doit se poursuive

. Mais pendant que Toulouse « décollait », la compagne, comme celle du reste de la France, perdait une partie de sa population, notam-ment agricole, et des bessius d'acci-vité industrielle périclitaiens.

» L'étendue de la région fait qu'il n'est pas possible de tout faire partout, mais la volonté doit exister de maintenir des centres d'activité dans les zones rurales et d'utilizer au mieux l'espace selon ses potentialités, notamment en associant par des contrats les départements à la région (...).

» La volonté devra exister de dif-LA volonté devra exister de dif-fuser vers les villes necondaires la développement économique à partir de Toulouse, comme l'Etat l'a fait en faveur de Toulouse à partir de Paris. Il ne s'agit pas d'affaiblir Toulouse, mais plutôt, chaque fois qu'il est possible, d'implanter hors de Toulouse ce qu'il n'est pas utile d'y maintenir ou d'y installer. Midi-Pyrénées, grande résion auricole Pyrénées, grande région agricole doit le rester.

UNE EXPÉRIENCE DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Architectes dans la nature

TOUT est parti de ce toit l'a Et.
Hélène Barbe de pointer un doigt
accusateur vers le corps du délit :
un toit de tuiles romaines flambent neuf, qui arrive presque au ras de sa mini-loggie, lui volant toute le vue aur son village d'Eux dans les Pyrénées-Orientales, classé parmi les plus beaux villages de France. « La meison en contrebas a été rehausaile d'un étage et demi. et vollà le résultat ! »

On comprend le courroux d'Hélène Barbs Roussillonnaise et enseignante plasticienne à l'École d'architecture de Paris-la-Seine, devant cette incongruité : Eus (prononcer éousse), village du douzième siècle, dont la pyramide épouse parfaitement les courbes de la montagne catalane, forme avec son environnement un site d'une hermonie qui frappe le plus distrait ou le plus indifférent des touristes. « C'est pour éviter à l'avenir de telles erreurs qu'est née l'idée des stages. »

Vies de villages

it y a trois ans, rompont avec la tradition des « stages obligatoires » des écoles d'arcti-tecture, que les étudiants effectuent généralement dans les bureaux des administrations, elle fait venir au vert, en Cetalogne, des candi-dats de Paris et de Versailles. Elle les envoie par les villages du Bas-Conflent (entre Perpi-gnan et Font-flormeu), carnet de croquis en main, avec mission de bien ouvrir les yeux et d'être à l'écoute de la population locale. Démarche tout à fait insolite pour ces futurs

architectes et psysagistes, plus rompus au tra-vail en atelier qu'à l'Envestigation sur le terrain.

intrigués au début de voir ces jeunes croquer scrupulausement telle volte, telle fortaine, ou ai détail de façade, les vieux s'éconnent, interrogent. Les étudients leur réapprennent à voir les beautés de leur village. Le contact s'établit et les langues se délient : on exitume des histoires d'anten, on évoque des sevoir-faire, des coutumes oubliés. Peu à peu, les étudiants s'immergent dans la vie de ces villages, en captent le rythme, l'esprit. C'est une comnaissance de l'intérieur qui s'opère, ainsi qu'une perception de l'ancrage des villeges dans la paysage environment, notion à laquelle Hélène Barbe accorde beaucoup d'importance. « C'est le raison pour laquelle mes stages sont pluridisciplinaires, destinés autant aux étudients en architecture au'aux diàvas de l'école paysagista de Verillet, dant les formations sont complémen-

Des études sont réalisées pour la direction régionale de l'architecture et de l'environnement at visent à la création de « zones de protection du patrimoire architectural et urbein » (ZPPAU). Meis, plus concrètement - et c'est là sans doute l'aspect le plus original et fructueus de l'antreprise, - ces travaux débouchent sur le constitution de dossiers destinés avant tout aux municipalités concernées. C'est pourquoi Hélène Barbe insiste tant sur la « lisibilité » des dossiers. Foin du langage sectinocratique, réservé aux seuls initiés (« Les dossiers sons

constitués en majeure partie de documents graphiques, et parmi eux beaucoup de dessins, croquis, levis, aquarelles, plus parlants qu'un long texta. Le mellieure preuve en est le succès obtenu per l'exposition en plein air de l'un des clossiers, à la fête patronale du petit village de Catiler. Tout le monde doit être à même de

comprendra immédiatement ces dossiers. » C'est ce qui explique aussi l'accuell très favorable que les municipalités, concernées (Rodès, Bouleternère, Marquixanes) ont réservé à ces études. Cellés-ci reprenne retouchent pour la plupart des projets de lotissements et de constructions en cours dans le sens d'una meilleure intégration au village, en respectant la morphologie de la commune, son site, ses comes de vue ». Bref, il s'agit de réussir la graffe du nouveau sur l'ancien, d'évitur l'excroissance d'un corps étranger, comme le sont trop souvent les lotissements récents.

Un atelier méditerranéen ?

Cette expérience, per son originalité et ses résultats, est déjà si probante que la direction départementale de l'équipement des Pyrénées-Orientales a confié à Hélène Barbe et à ses étu-dents l'étude de la traversée de Maury. A plus long terme, il est question de la création d'un a steller médiseranéen a qui reprendrait le même principe en le développant à une plus grande échelle, tant dans l'espace considéré (la région) que dans la pluridisciplinarité (y

EVELYNE BRANDTS.

478

isparadove de la c

Charles & Salar

1 - 1 2 44-4 Mg - 1000

A CONTRACTOR OF STREET

A SEC SHOW A SEC

er eine bereite

A COUNTY OF THE PARTY.

EW 1997 198

THE PERSON

" ter Benfet

the state of the

*** 4 . 碑俊、明

A CONTRACTOR SAME

Ville licencia

200

كالتشتريسي

16 8 mg - 16 18

2 to 100

Street Street

12 1/2

32

2.75 22 7 Th

......

45 x 25 %

25 30 6

477 6

100

n<mark>g</mark> Walion <u>Sa</u>crati

Particles

ŧ≅jj,

12 kg (m

70 BANK

2020 3

that they be a

la sacra de la composición della composición del

The second

3000

10-15

建筑为60-5

المراج ي

State

Sea.

S 25. 1

2337

4.

1. 18.

1

Takan personal Control

Radio San

San Maria San Carlos

Man & and year

Same P.

~

The state of the s ---The last section of A SECTION OF THE PARTY AND THE

> A Second AFFAMEL

1000年の日本

to be the

THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY NAMED IN A CHARLES The second of

Value married with

A STATE OF THE STA

ا مکنانالاصل Economie

FINANCES

La mauvaise santé des banques d'investissements après le krach de Wall Street

Mille licenciements chez Kidder Peabody

NEW-YORK

tike sa

200

.

.

de notre correspondant

Décidément, rien pe va plus à Wall Street, où les rumeurs et les craquements du mois d'octobre no ent de provoquer des échos désagréables. Après une nouvelle séance en dents de scie, l'indice Dow Jones a perdu, le vendredi 4 décembre, - seulement - dix points, après avoir été sauvé, in extremis, per un ordre d'achat automatique enregistré deux minutes avant la clôture. La semaine boursière se solde par une nouvelle baisse des principaux indices: le Dow Jones a perdu, en cinq séances, 144 points, terminant à 1766, plus de 1000 points audessous de son record euregistré le 25 août dernier. Deux ans d'aug-mentations ont ainsi été balayées, sans qu'une véritable amélioration soit en vue. « Le marché est désormais dominé par des institutions qui parient sur une baisse supplé-mentaire et sur une faiblesse continue du dollar », affirme l'analyste Robert Stovall.

La mauvaise humeur de la Bourse est soulignée par les difficultés croissantes des firmes de courtage et des banques d'investissements. Vendredi après-midi, une amonce a fait l'effet d'une bombe : la banque Kidder Peabody, l'une des plus belles affaires de Wall Street, appliquera « rapidement » un plan de restructu-

missions versées aux courtiers réduites de 7 % et les primes de sin d'année diminuées de 20 %. Selon la direction de la firme, le plan devrait permettre des économies d'environ 100 millions de dollars par an. A ces mesures s'ajoutent des économies de fonctionnement déjà appliquées,

notamment en ce qui concerne les

frais de représentation et de dépla-

Jusqu'à son rachat, en avril 1986, par General Electric, Kidder Pea-body fut la plus ancienne charge de la place (fondée en 1865) encore entre les mains d'une famille. Ses difficultés illustrent parfaitement le désarroi du monde financier newyorkais : affaiblie par les scandales de l'« Insider Trading » (délit d'initié), Kidder accuse mal le choc du krach. La firme avait du régler, en mai dernier, une amende de plus de 25 millions de dollars à la commistion des opérations en bourse. Son lustre avait commencé à se ternir an début de l'amée, lorsque plusieurs de ses cadres furent accusés de connivence avec Ivan Boesky, le plus célèbre des escrocs de Wall Street. Les accusations portées contre l'un de ses principaux cadres, Martin Siegel, embarrassèrent gra-

ration, dont les dispositions consti-tuent aurant de défaites. Mille per-à la banque une réforme d'autant sonnes (13 % des effectifs) seront plus urgente que plusieurs clients icenciés, dix bureaux en province et s'apprêtaient à lancer contre elle des à l'étranger seront fermés, les com- actions judiciaires. Malgré son solide capital (600 millions de dollars et 440 000 porteseuilles), Kidder n'a pas été en mesure de saire face aux pertes de la foile semaine

D'antres affaires à venir

Le repli de Kidder Peabody annonce sans doute d'autres affaires du même type, affaires déjà illus-trées par le rachat d'une autre charge, E.F. Hutton, par la firme Shearson Lehman Brothers, ellemême filiale d'American Express. Offerte à la vente par un conseil d'administration aux abois, E.F. Hutton n'a trouvé qu'un seul preneur. La vente a été conclue à la hâte jeudi 26 novembre pour une valeur de 962 millions de dollars, 202 en dessous de la valeur estimée. Comme Kidder, Hutton avait été affaibli par des scandales de toutes sortes, allant d'a Insider Trading »

aux escroqueries aux assurances. Néanmoins, la chote de la maison Hutton permettra de créer un nouveau mastodonte à Wall Street. Une fois effectivement unis, Shearson Lehmann et E. F. Hutton constitueront la deuxième banque d'investissements des Etats-Unis, après Merril Lynch. Leur force combinée sera de plus de 12 000 employés chargés de gérer des portefeuilles d'une valeur de près de 20 milliards de dollars. La nouvelle firme disposera de 710 bureaux à travers les Etats-Unis et à l'étranger et d'un capital de 5,4 milliards de dollars. De l'avis de nombreux experts, la banque pourrait rapidement devenir l'une des meilleures affaires du secteur, erâce à la direction de Shearson, particulièrement réputée, et - last but not least - à l'appui d'American

Sur le front des replis et des recentrages, à signaler la décision de la banque Salomon Brothers d'abandonner son projet de déménagement. Nous n'aurons pas besoin d'espaces supplémentaires », a annoncé, sèchement, la direction de la firme, mettant ainsi dans le plus grand embarras les promoteurs de l'un des principaux projets immobiliers du moment, celui de Colombus Circle, dans le centre de Manhatsan. Selon certains experts, le ralenlissement de l'activité boursière pourrait augmenter la part des bureaux inoccupés à New-York à 14 % (au lieu de 10 % actuellement). La ville pourrait perdre rapidement environ trente-cinq mille emplois rémunérateurs dans le secteur financier et autant dans les secteurs mitoyens.

CHARLES LESCAUT.

La reprise des privatisations

Matra seul en tête...

opérations de privatisation soit Metra. Pour reprendre notre programme, c'est l'idéal dans le marché boursier actuel. 3 Visiblement, Rue de Rivoli, on veut préparer l'opinion à l'idée que la «pause» est bientot terminée. «Techniquement, le marché paut absorber une opération d'ampleur modeste», affirmait-on, le vendredi 4 décembre, dans l'entourage de M. Balladur, quelques heures avant que la Bourse de Paris n'enregistre un nouveau recul. N'avait-elle pas accueilli favorablement l'introduction de Canal Plus pour quelque 500 millions de francs et, même, sans trop rechigner, une opération autrement plus lourde, l'augmentation de capital d'Eurotunnel (3 miliards de francs du côté fran-

Si M. Balladur tient besuccup à reprendre les privatisations, il ne s'agit pas pour autant de courir au casse-pipe. La première opération depuis le krach boursier du 19 octobre aura une valeur hautement symbolique et doit effacer la emauvaise impression» laissée par le cotation catastrophique de la demière privatisée en date, la Compagnia financière de Suez. Si elle est décidée, la privatisa-

tion de Matra risque de ne pas être un succès éclatant. Mais elle beut difficilement être un échec. Car l'offre publique de vente, au cours actuel (1 300 F environ le 4 décembre), représente à paine 500 millions de francs. Elle ne porterait, en effet, que sur 20 % du capital, puisqu'il faut ôter de la par-

C'est une grande chance que le première société dans la suite des capital) les titres réservés aux salariés (5,1 %), aux actions gratuites (3,9 %), et ceux dévolus au noyau dur (22 %). Quant à l'augmentation de capital, qui devait s'effectuer en même temps que l'OPV et qui aurait doublé le montant de l'opération, elle peut très bien attendre des jours meilleurs. Même si cela ne fait pes forcément les affaires de l'entreprise dont l'andettament est élevé (5,2 milliards de francs au 30 juin 1987). Mais M. Lagardère, président du groupe, est tellement désireux de voir Matra totalement rendue au privé que c'est là sans doute, pour lui, un moindre mal.

> De toute facon, dans l'immédiat, hors Matra, point de salut pour la privatisation. Les seuls autres dossiers de sociétés prêtes à être privatisées sont, dans l'ordre. l'Union des assurances de Paris (UAP) et les Assurances générales de France (AGF). M. Balladur s'est engagé à laisser passer les fêtes de fin d'année pour l'UAP.

Pour toutes les autres opéra tions de taille modeste, voire régionale, que les services de M. Balladur sont en train de recenser. In procédure de privatisation, jusqueiè utilisée, exige un délai incom-pressible de onze à douze semaines. Ce qui conduit, au mieux, en supposant que la décision soit prise aujourd'hui, à une privatisation début mars. M. Lagardère peut donc se ressurer : il n'a pas de vrai rival.

Le paradoxe de la crise

(Suite de la première page.)

A New-York, pour la première fois depuis quinze jours, la Réserve fédé-rale seran, elle aussi, intervenue.

Plan de relance, baisse des taux, contraction de l'excédent de la balance des paicments ouest-allemands : rien n'y fait. - Un coup d'épée dans l'eau entendair on sur les marchés. Comme pour ressurer les opérateurs, M. Karl Otto Poebl, le président de la Bundes-bank s'est semi obligé de déclarer, ven-dredi, qu'il était « encore prêt à apporter une contribution appropriée pour stimules la conjoncture internationale et promouvoir la stabilisation des cours des devises ». Une petite plurase immédiatement interprétée par les marchés comme la perspective d'une nouvelle baisse des tanz en RFA.

Bonnes porrelles

Les informations en provenance du Japon surgient du également réchanf-fer le cutur des opérateurs. Tirée par la for le cetur des o consommation intérieure et l'investissement immobilier, la croissance s'accélère. Elle a atteint en rythme annuel 8,4 % au troisième trimestre, une véritable performance. Les importations commissent un véritable boom (plus 22,7 % en valeur, en octobre, par rapport à septembre), alors que les exportations nippones n'augmentent plus que leutement (plus 6,6 %). L'excédent japonais est en nette diministration (2 % en leutement et en delleutement (2 % en leutement et en delleutement (2 % en leutement et en delleutement en delleutement en en leutement en leutemen leutement en leutement en leutement en leutement en leutement e nution (7,8 milliards de dollars en octobre contre 8,8 en septembre). La promesse des autorités japonaises de continuer à soutenir l'activité en 1988 par de nouvelles mesures budgétaires semble bien engagée.

Mais, négligeant cos signes favora-bles, les opérateurs ont desormais leur regard tourné vers les Etats-Unis. Le niveau exceptionnellement bas du chômage outre-Atlantique (5,9 % de la population active en novembre) est certes une bonne nouvelle pour M. Reagen. Mais il indique que l'acti-vité est sans doute restée forte aux Etats-Unis après le krach. Cela pourrait se traduire par un déficit commer-cial à nouveau élevé. D'autre part, les discussions sur la réduction du déficit budgémire au Congrès n'avancent que

 Croissance : accálération au Japon. - Le produit national brut (PNB) du Japon a enregistré une croissance de 2 % au troisième tri-mestre par rapport au trimestre précédent, soit un taux annuel d'expansion de 8,4 %, a annoncé, vendredi 4 décembre, l'Agence de planifica-tion économique (EPA). Il est maintenant pratiquement certain que la croissance dépassara 3,5 % au Japon pendant l'année bodgétaire en cours (1º avril 1987-31 mais 1988). L'objectif gouvernemental sea donc respecté. Ce résultat est principale-ment dù à l'augmentation de la consommation des familles et aux investissements privés dans l'immobilier ainsi qu'aux bénéfices réalisés. grâce aux investissements à l'étran-

C'est la première fois que la croissance du PNB atteint un teux de 2 % par rapport au trimestre précédent depuis le premier trimestre 1977 où la croissance avait été de 2,8 % par rapport au trimestre précédent.

d'observateurs estiment désormais qu'ancun accord ne sera voté avant le 16 décembre. Certains évoquent Noël.

Dans ces conditions, une réunion des ministres des finances des sept pays industrialisés (le groupe G-7), considérée par beaucoup comme le seul signe qui redonnerait confiance aux marchés, apparaît de plus en plus improbable avant la fin de l'année. Beaucoup d'opérateurs sont convainces que les Américains vont continuer de laisser filer le dollar. La est évidenment toute la question.

Dans la semaine à venir, les observateurs suivront avec attention plu-niours événements : la réunion mensuelle de Bâle des gouverneurs des banques centrales à laquelle participera notamment M. Satoshi Sumita, le patron de la Banque du Japon, celle ensuite les 9 et 10 décembre à Paris d'un groupe de travail de l'OCDE où doivent se retrouver les adjoints des ministres des finances des dix grandes seances occidentales. Lors de ces rencontres, les experts pourreient préparer un véritable G-7.

Outre les nouvelles marges de finotrations des devises et les engagements de politique économique de chacun des sept partenaires, les experts devront déterminer le lieu de cette éventuelle réunion su sommet. Un premier accord avait été signé; le 22 sep-tembre 1985, à l'hôtel Plazza de New-York, un second su Musée du Louvre à Paris, le 22 février, dernier. Anjourd'insi, un choix s'impose : une église au Vatican. Pour conjurer la crise de foi...

AFFAIRES

d'environ 40 %.

de francs environ).

ERIK IZRAELEWICZ.

Rani Gardini

est nommé président

de la Montedison

patron du groupe agro-alimentaire Ferruzzi a réussi le 4 décembre à se

faire nommer président de la Monte-

dison, numéro deux de l'industrie

privée italienne, dont son affaire est

devenue l'été dernier le plus gros

notamment déclaré qu'il convensi

entendre, le « roi du sucre » pourrait

rapidement revendre des actifs du

groupe milanais sans rapport avec

ses activités chimiques pour réduire

sa dette colossale (35 milliards

11% sa participation dans la SP.

- La Koweit détiendrait maintenant

M. Raul Gardini a gagné. Lo

SOCIAL

La campagne pour les élections prud'homales

M. Marchelli (CGC) à Bordeaux : « la recherche du consensus »

BORDEAUX de notre correspondante

Sagement installés dans un hôtel de la banliene bordelaise, cent vingt cadres ont pris part, le vendredi 4 décembre, à un dîner-débat animé par M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC. Un parlementaire RPR, un élu UDF, un représentant de l'Union patronale Aquitaine et deux membres du Comité économique et social régional avaient également répondu à l'invitation de la CGC. A quatre jours de la clôture de

la campagne pour les élections prud'homales du 9 décembre, je crains que le résultat dans les M. Marchelli avait décidé de trai-entreprises ne soit pas satisfaiter « l'évolution des rapports sociaux dans les entreprises et la place des cadres demain ». « La seule ligne d'évolution, a-t-il dit, est celle de la recherche du consensus dans l'entreprise. » Les cadres doivent - montrer la voie » de co « partenariat », « pour relever le défi de la competitivité et résister à l'offensive de nos concurrents économiques ». Encore faut-il savoir sortir du « cadre étriqué de la lutte des classes -, dans lequel, selon M. Marchelli, sont enfermés la

Iberia va commander

23 Airbus

majorité des salariés et la quasitotalité des chefs d'entreprise.

Vendredi matin encore, la

CGC Aquitaine espérait la présence de quelque contradicteur patronal dans la salle. Ce ne fut pas le cas. Le président de la CGC a saisi au vol, par contre, une question sur la formation dans l'entreprise pour approuver les propositions présentées par le premier ministre devant l'Assem-blée nationale sur la mise en place d'un crédit d'impôts pour des investissements en formation: « C'était l'une de mes propositions. La démarche du gouvernement est tout à fait positive mais sant. Jusqu'alors, maigré 40 milliards de francs investis chaque année dans la formation, le ren-

dement est lamentable. » An cours d'une conférence de presse le matin, M. Marchelli avait déjà, d'une manière plus globale, décerné un satisfecit à M. Chirac pour sa prestation devant l'Assemblée nationale. Le leader de la CGC avait toutefois précisé qu'il attendait que le gouvernement . passe aux

M. Bergeron (FO) à Lille: « Le mouvement syndical s'adapte en permanence »

LILLE de notre envoyé spécial

M. André Bergeron, qui aura soixante-six ans le 1s janvier prochain, est infatigable. Le vendredi 4 décembre à Lille, il a tems son quarante-troisième meeting pour les élections prud'homales. Un record. A Lille comme ailleurs, le rite est immuable : comme ailleurs, le rite est immuable :
deux films de « propagande » FO (où
de belles images illustremt la tradition
FO avec un brin de modernisme), un
discours du secrétaire général de
l'Union départementale — celui du
Nord, M. Bernard Sobet, a invité les mlariés à « ne pas confier leurs inté-réts à des organisations irresponsa-bles », — puis un show bergeronien d'une heure.

A Lille, il y avait quatre cents militents (dont plusieurs dizeines de fonc-tionnaires, pourtant non électeurs) pour écouter un secrétaire général de RO en bonne forme parler de tont, du grand marché européen du le janvier 1993 à la prévention des cancers du sein et de l'utérus en passant par... les conseils de prud'hommes. Attentif, le public n'a applaudi qu'au début et à la fin, les notes de l'Internationale clôtu-rant le meeting. M. Bergeron à la tri-bane, c'est du spectacle! Il mêle confidences, anecdotes, professions de foi et rappels de revendications.

GINETTE DE MATHA.

REPERES

Le compagnie d'aviation espa-gnole Iberia va commander 23 appa-reils au consortium européen Airbus et 17 autres à la firme américaine McDonnel Douglas pour le renouvellement de sa flotte aérienne, a indiqué le 4 décembre un porteparole de la compagnie à Madrid. Iberia va acheter 15 moyen-

actionnaire avec une participation courriers (150 places) A-320 et 8 long-courriers quadri-réacteurs A-340 à Airbus. La signature du M. Mario Schimberni, président en poste, a remis sa démission. A contrat entre Airbus et Iberia l'issue de la réunion du conseil devrait avoir lieu le vendredi d'administration, M. R. Gardini a

Par ailleurs, Iberia commandera 17 avions du type MD-87 à McDon-nel Douglas. Il s'agit d'un appareil de consolider « les situations patrimoniale et financière des secteurs non stratégiques ». de 100 à 110 places. Les commentateurs italiens en ont Dans les milieux aéronautiques. conche que, comme il l'avait laissé

on fait observer que le choix d'Airbus n'est pas une surprise, puisque l'avionneur espagnol CASA est partenaire du consortium européen. En revanche, celui de McDonnel Douglas, rival de Boeing, en est une.

4 décembre, BP avait annoncé que le • Le Koweit aurait porté à Koweit avait porté à 10,44 % sa participation. Mais les observateurs estiplus de 11% du capital de British ment que ce pays n'est pas étranger Petroleum, à la suite de nouveaux au fort volume d'actions enregistré achats en Bourse. Le vendredi vendredi à la Bourse de Londres.

Chômage Moins de 6 % de la population active aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, en novembre, le taux de chômage est de nouvesu passé à moins de 6 % de la population active (5,9 %). Ce seuil — politiquement important — avait déjà été fanchi en septembre. Il faut remonter à juillet 1979 pour trouver d'aussi bons résultats.

La baisse du chômage de novem-bre (~ 58 000) s'explique par de nouveaux emplois créés. Quelque 315 000 Américains ont étà embauchés le mois dernier, et 61,9 % de la population en âge de travailler disposaient d'un emploi, un

chiffre record. Signe révélateur de la vitalité de l'emploi aux Etats-Unis, les firmes appartenent au secteur de la finance, de l'assurance at de l'immobilier ont créé quelques 15 000 postes de travail en novembre. C'est pourtant dans ce secteur que les experts attendaient le plus de dégâts après l'effondrement de Wall Street, dans la deuxième quinzaina d'octobre. Le krach boursier n'en commence pas moins à produire quelques effets (voir l'article de Charles Lescaut).

En un an le nombre de chômeurs a reculé de 1,1 million aux Etats-Unis.

Assurance-maladie

Réforme en RFA A Bonn, le gouvernement devrait

présenter prochainement au Parlement un plan d'économies de 14,3 milliards de marks (8,5 milliards de dollars) sur le fonctionnement des caisses d'assurancemaladie.

La réforme, qui devreit entrer en vigueur le 1° janvier 1989, sera financée per une réduction du remboursement sur certains médicaments. Dans l'immédiat, le ticket modérateur (somme non remboursée) passe de 2 à 3 marks par prescription.

Cette mesure est vivement combattue par les fabricants ouest-allemands de médicaments Hoechst, BASF. La moitié des économies réalisées

sera consacrée au développement des soins à domicile ainsi qu'à la médecine préventive. Le solde servira à financer une réduction d'un point environ des cotisations, qui représentent en moyenne 13 % du salaire.

Pour les assurés qui ne feraient pas l'objet d'un seul remboursement pendant une année, le projet gouvernemental prévoit une ristourne des cotisations pouvant aller jusqu'à un mois de celles-ci.

Les militants lillois l'out ainsi entendu raconter que, après le juge-ment du tribunal de Bobigny sur le droit de grève et les déclarations de M. Mitterrand, il avait téléphoné de Genève à M. Chirac pour s'entendre dire que le souvernement n'avait

Genève à M. Chirac pour s'entendre dire que le gouvernement n'avait aucun projet de loi dans ses tiroirs à ce sujet : « J'avais besoin d'être nassuré. Je l'ai été ». Il leur a aussi confié qu'il avait « vérifié » la justesse de ses analyses sur la crise économique auprès du directeur général du BIT et du gouverneur de la Banque de France.

« Je voulais être sûr que le ne recon- Je voulais être sûr que je ne racontais pas de bêtises.
 Là aussi, il a été rassuré. Epargnant le gouvernement

d'achat mais il a fustigé le développe-ment de l'individualisation des salaires - C'est dangereux. - Et il s'en est pris au petronat. Pour lui, les stages d'ini-tiation à la vie professionnelle pour les jeunes sont dévoyés par des employeurs qui y recourent pour avoir une main-d'œuvre provisoire, pré-caire, bon marché «. Quant aux trois cent soixante-sept mille emplois promis par M. Gattaz, ancien président du CNPF, en cas de suppression de l'autorisation de licenciement, « on n'en a pas vu la queue d'un alors que toutes les revendications des employeurs ont été satisfaites ».

A propos des élections prud'homales, M. Bergeron s'est inquiété du risque d'une forte abstention des salaries: « J'aimerais mieux qu'ils votent pour d'autres plutôt qu'ils ne votent pas du tout. » Donnast déjà un avant-goût du discours qu'il tiendra lorsqu'il abandonnera ses foncrions (au congrès de FO qui se tiendra du 31 janvier au 4 février 1989), M. Bergeron a surjour voulu redonner confiance dans le syndicalisme :
- Méfiez-vous de tous ces discours selon lesquels le mouvement syndica dépérirait parce qu'il ne saurait pas s'adapter. Il s'adapte en permanence, Puisse le droit syndical ne pas tuer le ruisse le aroit syndical. Nous avons des mouvement syndical. Nous avons des permanents beaucoup plus nombreux mais sommes-nous surs que nos mili-tarts font tout ce qu'ils devraient faire? Restons proches de ceux que nous représentons ! -

MICHEL NOBLECOURT.

 Grève du personnel au soi d'Air France le 10 décembre, ~ Un appel à la grève, pour le 10 décembre, a été lancé par plusieurs syndicats des personnels au sol d'Air France, le vendredi 4 décembre. La journée sera également marquée par des manifesta-tions dans tous les centres de la compagnie, et notamment au siège social à Paris. Dans un communique, ces syndicats indiquent que la direction d'Air France a opposé « une fin de non-recevoir à leur volonté de négociation sur les problèmes d'avancement et de promotion ». FD. la CGT. la CFDT, la CGC, le SNMSAC (Syndicat national des mécaniciens au soi de l'aviation civilei et la CFTC

Page 1 1 1 4 45 Mary wire I the set ! Selection .

311 ---

The same of the sa - 100 miles -المثلث أي

Marian Maria The grander Jungingal 148 Street, Street,

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

VEC l'immour qu'on lui connaît, Tristau Bernard disnit au début de ce siècle, en invitant des amis à voir une pièce qui faisait un four: « Venez armés, les lieux sont déserts.» A un qualificatif près, ce conseil pourrait s'adresser à tous ceux qui, de près on de loin, sont intéressés à la Bourse et pourraient être tentés d'y venir pour faire l'état de leur putrimoine. Si l'endroit n'est mas désert. Il est sinistre.

renir pour faire l'état de leur patrimoine. Si l'endroit n'est pas désert, il est sinistre.

Le chiffre 13 a été funeste au marché. Cinq séances, cinq haisses, le mouvement est allé decrescendo (~ 2,28 % hind), ~ 1,04 % mardì, ~ 0,47 % mercredì) jusqu'à laisser apparaître à mi-parcours, un quart d'heure mais pas plus, un rayon de hausse, avant de s'accélérer (~ 0,95 % jendi) et de tourner au jeu de quilles (~ 4 % à la veille du mark/met).

week-end).

Bref, vaincne la douzième sensaine après le début du krach, la baisse a pris une revauche échatante. Le hilau hebdomadaire est lourd. D'un vendredi à l'autre, les divers ludices out reculé de 9 % environ, pour se retrouver à leur niveau du 23 jauvier 1986, déjà atteint une fois le 10 novembre dernier en plein baia de saug, «Ce n'est plus la rue Vivienne, mais le boulevard du crime», notait un professionnel. Et d'ajouter : «Parihas porte bien son nom.» Pour la piapart, Saint-Gohain excepté, les blue chips de la cote sont en mauvais état malgré les efforts incessants déployés tout les jours par les «zinzins», notainment vers 16 h 30 par la Caisse des dépôts, pour limiter la casse.

Ventes de lassitude? Le terme était parfaite mise jusqu'à jeudi soir. La maigreur des échanges mise jusqu'à jeudi soir. La maigretr des echanges (1,3 milliard de francs de transactions en moyenne sur les valeurs françaises, avec une pointe à 1,6 milliard mardi) en témoigne. Ce n'était plus vrai à la veille du week-end. Les Britanniques ont vendu comme des forcenés. On aurait du s'en méfier. Ils avaient envoyé le 1st décembre un Ecossais habillé du costance traditionnel en échireur, probablement, comme le disait un petit plaisantin, pout tâter le terrain et faire «kilt on double». Ça été «kilt».

4-12-87 Diff.

- 22,46 - 29 - 318 - 205 - 7,56 - 30 - 80 - 58

+ 125 - 125 - 2400 - 70 - 29 - 30 - 80 + 80 - 72

4-12-87 DUT.

175 - 51 - 215 - 80 81,80 - 16,76 10 - 250 - 31

419 - 31 501 - 44 815 - 115

Alimentation

Nestić Nestić Odeniale (Gle)

Olida-Caby Pernod-Ricard

Promodès St-Louis-Bouchon

Valeurs diverses

............

Bis
CGIP
Club Méditerranée
Essilor
Europe 1
Hachette
L'Air liquide
L'Oréal

L'Oreal ...
Navigation Mixte ...
Nord-Est ...
Presses Cité ...
Saint-Gobain ...

Banques, assurances

Bail Équipement
Bancaire (Cle)
Cetelem
Chargeum SA
CFF
CFI

Eurafrance

Suez (C" fix.) UCB

André Roudière ... Agache (Fin.) ... BHV ... CFAO ... Damart-Serviposte .

Darry
Darry
DMC
Galeries Lafayette
La Redoute (1)
Nouvelles Galeries
Printessps
SCOA

(1) Coupon de 28 F.

Filatures, textiles, magasins

sociétés d'investissement

4-12-87

Diff.

279,48 + 0,48 367 - 35 589 - 41 665 - 61 933 - 37 388 - 17

4-12-87 Diff.

~ 41 ~ 118 ~ 360 ~ 12,50 ~ 12 ~ 95 ~ 183 ~ 74 80 ~ 48 ~ 8,30

Treize à la douzaine

Paris ne s'est pas singularisé. Notre marché a sentement collé aux autres places. Walt Street avait donné le « la », jendi soir, en retombant littéralement à genoux. Le roi de la gaffe. M. Ronald Reagan, avait encore sévi en déclarant urbi et orbi par le truchement des chaînes de télévision américaines que les grands responsables de la baisse du dollar étnient les grands pays européens, qui simultanément avaient abaissé leurs taux d'autirêt. Le président américain n'en rate décidément pas une, réussissant ce tour de force pen commun de plouger les Bourses dans le désarroi, quand, au pis, après une plans de grande mollesse, elles auraient dû se montrer plus résistantes. (Lire notre rubrique « Les devises et l'or », page 15.)

page 15.)

Au nom de la solidarité internationale, l'Allemagne fédérale s'était engagée à prendre des mesures intérieures pour calmer le jeu monétaire et stopper le repli catastrophique du deliar. Pas très convancus, il faut hien le dire, les marchés étaient néanmoins dans l'attente. Promesse tenne. Bonn devait en effet annoncer mercredi un plan de relance économique (21 milliards de deutschemarks de prêts bonifiés, dont 15 milliards accordés aux communes et 6 milliards aux PME), pois, jeudi, une baisse d'un quart de point de son taux d'escompte. « Mesures inappropriées à la gravité de la situation », entendait-on un peu partout. Certes, la déception était au rendez-vous. « Trop peu et trop tard. » Mais l'effort allemand, appuyé aussi par une baisse des taux en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Suisse, a quand même été ressenti avec un certain Suisse, a quand même été ressenti avec un certain soulagement. La balle était dans le camp des Américains. Isutile de le préciser : la réponse de la Maison Blanche a jeté l'effroi dans les Bourses, des plus grandes aux plus

4-12-87 Diff.

232,60 - 3; 2 040 - 330 1 223 - 180 1 285 - 410 375 - 118 49,85 - 3 684 - 9 925 - 85 160,50 - 14,50 649

1 235

291 2916 684

4-12-87

1 889 8 923

1 889 + 3 923 + 100,30 - 102,65 + 124 + 100,70 + 102,45 + 112,85 + 114,35 + 110,25 + 6051 + 6051 + 100,25 + 112,85 + 114,35 + 114

4 051 + 101,69 -190,01 -100,83 -101,62 -

4-12-87 Diff.

275 - 70 118,40 - 19,60 179 - 31,50 30,50 - 3,30 32,05 - 0,35 1,61 - 0,27

4-12-87 Diff.

- 3,50 - 25 - 15,60

8,40 70 11,98

69,10 -530 -66,10 -569 -

4-12-87 Diff.

- 41 - 109

- 45 + 17

- 117

52,45 - 3,55 411 - 44 535 - 41 33,60 - 4,90

Diff.

Matériel électrique

services publica

Merlin-Gerin
Moteurs Leroy-Somer
Moulinex
PM Labinal
Radiotechnique
Schlumberger

SEB

ou indexé

4 1/2 % 1973 7 % 1973 10,30 % 1975 PME 10,6 % 1976 1,80 % 1977 10 % 1978

9,80 % 1978 9,80 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982 16,75 % 1982 15,75 % 1982 CNE 3 %

CNB bq. 5 000 F. ... CNB Parities 5 000 F ... CNB Suez 5 000 F ... CNI 5 000 F ...

outre-mer

B.P.Frage:

Auxil d'entr.

Bouygues ... Cunemus Français ...

Polici et Chausson .

SCREG SGE-SB

Pétroles

Mines, caoutchouc,

Valeurs à revenu fixe

Semaine du 30 novembre au 4 décembre

reculées du monde. La suise au point embarransée et maladroite de la présidence à Washington n'a rien arrangé. Une grande inconnue demeure: « Et maintessant? » An royamme de la finance, la réponse est catégorique: « C'est la récession. » A Paris, dans les travées, quelques-uns s'inquiétaient déjà du sort du PER (plan d'épargne retraite), qui, le 1° janvier prochain, succédera au CEA (compte d'épargne actions). Ils ne prononcent qu'un lamiteux de phrase : « Notre PER...»

Les plus pessimistes redoutent maintenant un violent séisme à Tokyo, place jusqu'ici relativement épargnée par le cyclone. Là-bas, par devoir national, les Japonais emprantent de l'argent pour acheter des actions. « C'est dramatique », disait un gérant de portefeuille indépendant. « Pessez que NTT (Nippon Telegranh and Telephone) est capitalisé 270 fois ses bénéfices, Quand le Kabuto Che commencers à vomir... » C'est un avertissement parui d'autres, comme celui que va lancer dans le prochain umpéro de l'Expansion le directeur à Francfort de Currencies and Credit Market. Pourtant, à regarder les graphiques d'un peu plus près, il ne manque plus que la dernière branche de la reprise du fameux « W » à ouze mois du scretia.

mois de scratia.

La crise u'u pas empêcide la transformation des marchés financiers français de se poursuivre. Les députés ont voté, en première lecture, le projet de loi visant à réunir le MATIF et les marchés de marchandises et à réformer la Bourse. De son côté, M. Edouard Balladur, ministre de l'écomonie, des finances et de la privatisation, a constitué une commission chargée de réfléchir sur la crise boursière et sur les moyens de protéger les petits actionnaires. S'agissant de ces deraiers, la mission est délicate quand se pose la brûtante question de la sincérité dans l'exécution des ordres sur le marché en continu.

La modernisation ne compait donc pas de répit. Mais

La modernisation ne comult donc pas de répit. Mais pas pour tout le monde. A la fin de l'amée, les journalistes de la presse écrite n'auront plus de local décent pour

ANDRÉ DESSOT.

| | - | es variati Omadaire: | |
|-------------|--------|-------------------------|------------|
| Valouts | Harme | Valeurs | Baime % |
| Saint-Louis | + 72 | Sealmes Child. | -31 |
| Codetal | + 65 | Leany-Summer | -25 |
| Martell | + 69 | Lota technique . | - 24.5 |
| Locabail | . + 29 | Merlin Girja | - 22,6 |
| JIS | 1 + 27 | SAT | - 22 |
| .ocmini | 1 + 23 | Align | - 21.8 |
| inclication | 1 + 13 | No Calenda | - 201 |
| JE | 1 : 5 | Coppyage | - 41,2 |
| January | 11 12 | Chora-o, rance | - 12/4 |
| | 1 + 13 | Cho | - 18,1 |
| Lit Emis | 1 67 | Const English | 1 - 1150 |
| en crisis | 1: 6' | 020200 | 1 17 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or file (totto est learne) ...

— Dallo en lingot) ...

• Pièce française (20 fr.)

Pièce française (10 fr.)

Pièce testase (20 fr.)

• Pièce testase (20 fr.)

Cours 27 nov.

26 200

\$7 500 \$3 400 \$53 400 \$513 \$13 \$53 \$43 \$39 \$70 \$150

Produits chimiques

Métallurgie

Alsoi
Avions Dustanlt-B.
De Dietrich
FACOM

Peugeot SA

Saulnes-Chitillon . . .

Strafor

Fires Li

construction mécanique

230 - 55,10 800 - 70 1 380 - 190 467 - 53 92,50 - 13,50 233 - 32,90 753 - 107

887 - 127 13,85 - 1,15 1 440 - 95 30,30 - 13,60 340 - 31 413 - 30 8

| | 4-12-87 | Diff. |
|---------------|---------|---------|
| Inst. Mérieux | 3 620 | - 146 |
| Labo. Bell | 995 | - 84 |
| Roussel UC | 768 | - 110 |
| BASF | 825 | - 51 |
| Bayer | 852 | - 68 |
| Hosehst | 855 | - 35 |
| Imp. Chemic | 94.58 | - 7.60 |
| Norsk Hydro | 116 | - 12.50 |

| Mines d'or, dia | mants | |
|----------------------|---------------|------|
| | 4-12-87 | Diff |
| Angio-American | 113,50 593 | + 4 |
| Buf, Gold M De Beers | 112,50 55 | + 1, |

| Angio-American | 113,50 | + | 4,6 |
|------------------|--------|------------|-------|
| Amgold | 593 | + | 5 |
| Buf. Gold M | 112,50 | + | 1,2 |
| De Beers | 55 | | inch. |
| Drief. Coss. (1) | 69,10 | ~ | 1,6 |
| Gencor | 92 | l | - |
| Gold Fields | 88,20 | ~ | 0.6 |
| Harmony | 72 | + | 2.4 |
| Randfontein | 530 | + | 4 |
| Saint-Helena | 71 | + | 5 |
| Western Deep | 274 | + | 20 |
| | | - | |

(1) Divisé par 2.

| | | | TRES 4-12- | | Peugeot Télémécanique Michelin Suez | 396 893 73 636 1 087 614 736 844 | 386 939 272 225 888 [48 216 467 618 211 060 099 |
|--------|---------------|-------------|-----------------------------|-------------------------------------|--|---|--|
| diam's | Pius Beaut | Pins has | Count oncapes- suites | Variation (jour/volle) en pts | CGC BSN Martell | 175 567 857 521 44 058 100 411 | 202 213 332 192 807 741 182 129 583 180 056 321 |
| £ 87 | 92,10 | 92,65 | 92,06 | -0,10 | Midi | 195 105 231 321 | 178 625 461 |
| ırs 88 | 91,85 | 91,79 | 91,84 | - 0.01 | Paribas | 532 679 101 874 | 169 198 975 153 572 237 |
| a 88 | 91,64 | 91,62 | 91.62 | _ | Locabail | 193 750 | 142 211 966 |
| L\$\$ | 91,65 | 91,57 | 91,57 | + 9,02 | (°) Da 26 nove | embre au 3 dé | combre inclus, |

TRAITÉES AU RM (*) Val. en cap. (F) 195 105 178 625 461 195 105 178 625 461 231 321 173 185 462 532 679 169 198 975 101 874 153 572 237 1 193 750 142 211 966

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

| | 30 novembre | I* décembre | 2 décembre | 3 décembre | 4 décembre |
|------------|---------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| M | 1 641 207 | 1 886 334 | 1 459 454 | 1 457 176 | _ |
| R. et obl. | 8 156 621 | 7765169 | 8906315 | 9110872 | - |
| Actions | 137 500 | 163 135 | 163751 | 198 537 | |
| otal | 9 9 3 5 3 2 8 | 9814638 | 10 529 520 | 10766585 | - |
| INDIC | ES QUOTIE | IENS (INSI | EE hase 100 | , 31 décemb | re 1986) |
| rançaises | 74,7 | 74,2 | 74 | 73,3 | - |
| trangères | 99 | 98.5 | 98,2 | 97,1 | { _ |

MATIF

Notionnel 10 %. -- Cotation en pourcentage du 4 décembre 1987

Tendance . 76,6 75,7 75,7 74,7 71,7

Indice gen. | 293,9 | 288,8 | 290,1 | 286 | 278,3

(base 100, 31 décembre 1981)

| COURS | ÉCHÉANCES | | | | | |
|--------------|-----------|---------|---------|----------|--|--|
| | Déc. 87 | Mars 88 | Juin 88 | Sept. 88 | | |
| Premier | | | | | | |
| + haut | 100,05 | 99,35 | 98,80 | 98.55 | | |
| + bas | 99,70 | 98,85 | 98,50 | 98,55 | | |
| Deraier | 99,80 | 98,90 | 96,50 | 98,55 | | |
| Compensation | 99,75 | 98,90 | 98.30 | 98.50 | | |

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Semaine noire: - 7,5 % La semaine écoulée a été une des pires que Wall Street air connues depais le grand krach du 19 octobre dernier. D'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones des industrielles a perdu

44

A1 - -

14 - 74

 $a_1 \cdot a_2 \cdot a_3 = a_1 \cdot a_2 \cdot b_3$

0.00

24 2 1

(4) (4) (4) (2) (2)

Survey of the

on ways

4 4 1

in a supplemental and the second

-

14 July 1

in the lands

· . 1000 1

- 14 1/4 ALL

· A PROPERTY

days singe

المراجع المراج

11-1- Ten 1997

- The letter and

· Service State 4 ----

Land Mary

man Many

The state of the s

一种的人的

A PROPERTY AND ADDRESS AND ADD

The second second

THE PERSON AND THE PE

THE PERSON NAMED IN

The bearing the comment

1-15-18-17

F. 18 4.

1917 6

g,45.4.5°M**

2 27 **=** = : *.. .

....

27 74

200 22

2000 22270 7

.....

200.0

5 = 5. · .

7.7

3 -

244 % %

1-21-

\$ 190 m

 $2 \leqslant g_{m+1,n}$

-::

350

1 2 .

4 z . . .

Carlotte.

2000 ---

Aller ...

5 Day 1

777 2

7

. .

\$1.7 m

100

2 mm -

7.202 - L

Jones des industrielles a perdu 143,74 points (~7,5 %) pour retomber à 1766,74, soit à 28 points seulement du fonds atteint le fameau landi noir.

L'évolution des cours a été très beuriée avec un plongeon lundi, un retour à la résistance les deux jours suivants, une soconde chute jeudi et un repli amorti à la veille du week-end.

La geste historione faite seu le manife. La gaffe historique faite par le prési-dent Reagan en commentant de façon négative la baisse des taux en Europe, n'a pas peu contribué à déstabiliser le marché. Mais de l'avis des profes-sionnels, Wall Screet traverse une véri-table crise de configues alimentée par

sionnels. Wall Street traverse une véri-table crise de confinnee alimentée par les tergiversations du Congrès à adopter le compromis sur la réduction du déficit budgétaire. « Tout le monde veut sim-plement sortir de la Bourse », a constaté un responsable de Shearan Lehman Brothers, une des plus grandes firmes de courtage. Une forte activité a régné avec 955,5 millions de titres échangés coutre 568,8 millions.

| 1 | Cours 27 nov. | Cour 4 déc |
|---------------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| Allegis (ex-UAL) | 46 1/2 71 3/8 | 41 1, 66 1, |
| ATT | 28 35 3/8 | 26 34 5 |
| Chase Man. Bank Du Pont de Namours | 24 3/8 81 1/2 | 22.7 763 |
| Essmen Kodak | 47 1/8 39 1/8 | 363 |
| Ford | 73 43 5/8 | 72.3/ 39.3/ |
| General Motors Geodycar | 53.5/8 51 114.1/2 | 55 1 49 3 107 1 |
| IRM ITT Mobil Oil | 46 3/8 35 1/4 | 42.5 35 |
| Pfizer Schlumberger | 48 1/2 30 5/8 | 443 293 |
| Texaco | 33 1/4 20 1/8 | 31 3, |
| Westinghouse | 29 44.5/8 | 265) 417) |
| Xerox Corp | 56 | 50 3 |

LONDRES

Comme toutes les autres places inter-nationales, Londres a été pris d'un sérieux accès de lourdeur. L'espoir d'une baisse des taux avait favorisé mer-credi une brève reprise. Mais ce ne fut que pour mieux retomber, là annsi en raisons de la faiblesse du dollar.

Indices FT dn 4 décembre : indus-trielles, 1 262,7 (contre 1 308,2); mines d'or, 329,4 (contre 520); fonds d'Etat, 89,58 (89,95).

| | Cours 27 nov. | Cours 4 déc. | |
|--------------|------------------|-----------------|---|
| echem | 438 | .426 | |
| water | 385 | 295 | |
| L Petroleum | 251 | 242 | |
| euter | 275 | 228 | |
| ertanids | 325 | 318 | |
| DETS (*) | 99/16 | 95/8 | |
| Gold (*) | 141/8 | 13 3/8 | |
| 0 | 10 3/8 | 9 61/64 | |
| Univ. Stores | 187/8 | 18 3/8 | |
| Chemical | 191/8 | 967 | |
| ********** | 105/64 | 955 | |
| WGF | 465 | 433 | |
| | 146 | 129 | |
| ORD | | 38 23/32 | • |

(*) En dollars.

FRANCFORT Moins 4.6 %

Après une semaine de répit, le Bourse de Francfort a repris le chemin de la baisse. Ni le plan de relance économique, timide il est vrai, ni l'abaissement du taux d'escompte n'ent en le moindre effet sur le marché. Les opérateurs n'ont en d'yenx que pour le dollar, et sa chute les a beaucoup affectés. En moyenne, les cours ont baisse de 4,6 %. Indice Commerzbank du 4 décembre : 1296,7 (contre 1396).

| | Cours 27 nov. | Court 4 déc |
|--------------|------------------|----------------|
| AEG | 223 | 218.5 |
| BASF | 262.50 | 246.6 |
| Bayer | 270 | 254 |
| Commerzbank | 226.50 | 218.8 |
| Deutschebank | 424.50 | 393 |
| Hoechst | 264.90 | 252 |
| Karstadt | 467,58 | 462 |
| Mannesona | 119 | 103.2 |
| Siemens | 384 | 368.5 |
| Volkswagen | 248 | 222.5 |

TOKYO

Une résistance étonnante Le Kabuto-Cho n'a pas été épargaé pur la vague de baisse, qui s'est abettue cette semaine sur les grandes Bourses internationales. Mais il lui a opposé une étonnante résistance. Les «gaijin» (investisseurs Grangers) commencent, il est vrai, à revenir. Mais ce retour n'explique pas tout. Par patriotisme, les particuliers japonais achètent. La semaine s'est achevée samedi un une

note soutenue. Indices du 5 décembre : Nikker, 22.763,41 (contre 23.052,23) ; General, 1837,51 (contre 1879,44).

| 1 | | Cours 27, nov. | Con 4 de |
|---|-------------------------------------|-------------------|-------------|
| 1 | Akai | 435 | 4 |
| 1 | Canon | 1 290 951 | 12 |
| l | Full Bank | 3 190 | 36 |
| 1 | Handa Motors Matsushita Electric | 1 270 2 150 | 17 |
| 1 | Mitsubishi Heavy | 618 | 48 |
| 4 | Sony Corp | 1 268 | 18 |

2 500 F pour l'action Midi? A l'heure actuelle, un « rai-der », pour acquerir 30 % du

cotait 1 645 F len tenent compte de la division par quatre intervenue ultérieurement). A la veille du week-end, elle cotsit 900 F. Pour M. Bernard Pagézy. le PDG de Midi, sa valeur « à casser a est, tout bonnement, de... 2 500 F.

Et d'évaluer les participations du groupe : 19.5 milliards de francs pour les assurances [150 % d'un chiffre d'affaires de 13 milliards); 3 milliards de france pour les 53 % de la filiale Immeuble de la Plaine Monceau, évaluée à 6 milliards de francs par ses 170 000 mètres carrés dans la région parisienne et les 300 000 mêtres carrés de la sous-filiale à 54 % PARIGEST : 7,5 milliards de francs pour les participations industrielles (Ciments français, BGI, Clause, etc.). La bénéfice par titre en 1987 ? Estimé, au départ, à 99 F, il sera de 107 F. Le repport cours-bénéfice ? De 16.6 au 31 décembre 1986, il est revenu à 8,4 au 30 octobre 1987, pour un cours de 900 F.

Alors, la Compagnie du Midi est-elle « opéable » ? Oui, repond M. Pagézy, « car nous nous refusons à verrouiller le capital, comma BSN. Ce serait contraire aux intérêts des actionnaires et l'autocontrôle réel ne dépasse pas 10 %. Mais, en cas

capital, devrait investir au moins 4 milliards de francs, si le cours en resta là et rien n'est moins súr. En ce qui concerne les rumeurs sur les candidats à l'OPA : Bebear, d'Axa ? Il a démenti. Le géant allemand Allianz ? Il ne fait pas de com-mentaires « sur une rumeur née dans l'esprit des journalistes ». Un petit développement sur Detabanque, filiale du groupe sur laquelle avaient couru l'été dernier les bruits les plus alarma (grosses pertes sur la MATIF notamment) ? « Deltabanque gère une position de bons du Trésor (3 milliards de francs. NDLR) dans des conditions de financement tout à fait positives. Au 31 octobre 1987, après audit conjoint, Deltabanque est bénéficiaire de 8 millions de francs avent impôts, et sans doute de

Les investissements enfin : 6 milliards de francs en 1987, emprunts à court terme rem-boursés avant mi-1988. M. Pagézy est le premier PDG à étaler ainsi ses cartes, avec la fougus qui le caractérise. C'est un exemple à généraliser en ces temps d'incertitude.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements:

45-55-91-82, poste 4330

EUROCAP INSTITUT CAPILLAIRE Plus de 30 ans d'expérience dans les soins du cheveu

Bâtiment, travaux publics

75010 PARIS (1) 48.24.33.82

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Pas si mal que ça

il paraît maintenant bien improbable, à cause de sombres dissen-sions internes qui n'ont guère à voir avec le sujet, que le Congrès améri-cain vote la réduction du déficit budgétaire proposé par l'administration Reagan. Les banquiers newvorkais ne s'esi émeuvent pas pour autant. Ils estiment que le président des Etats-Unis qui sera élu l'an prochain sera contraint devant. l'ampieur du problème de prendre des mesures de réduction bien plus draconiennes que celles présente-ment envisagées. En attendant, si la nouvelle baisse, cette semaine, des taux d'inérêt en Allemagne, en Suisse, en Hollande et en France n'a pas soulevé d'enthousiasme specia-culaire, elle n'en a pas moins réconforté les grands marchés obliga-

Pour sa part, la courageuse déci-sion des autorités allemandes de ramener le taux d'escompte à 2,50 % se doit d'être saluée. La vertu étant parfois récompensée, quoi qu'en disc le divin marquis de Sade, le dentschemark a de nouveaux attraits parce qu'il est maintenant sousevalué par rapport an franc suisse. Les investisseurs internationanx l'out vite compris : la devise allemande, devenue faible en termes de monnaie forte, se doit de se revaloriser par rapport à sa cousine helvétique, facteur qui explique pourquoi le marché obligateire primaire, libellé en deutschemarks, est brus-quement devenu plus actif que son homologue suisse alors qu'il en allait à l'inverse jusqu'à maintenant.

Ce n'est donc pas par hasard si plus de l milliard de deutschemarks de papier nouveau ont été lancés cette semaine au travers d'émissions sonveraines, garanties, entre autres, par la Grèce, l'inde et l'Italie. Ce chiffre excède les 3 milliards ai l'on ajoute l'emprunt de 2 milliards de deutschemarks sur dix ans, lancé en début de semaine par les PTT tentons, à partir d'un prix de 100,50 france sur un coupon annuel de 6,50 % pour procurer un rende-ment à échéance de 6,43 %. Les chemins de fer italiens, qui, sous le garantie de la République cisalpine, ont offert deux jours plus tard un euro-emprunt de 300 millions de marks, out été les premiers à saisir l'importance psychologique de la réduction du tanz d'escompte allemand. Les « ferroviere » transalpins en out immédiatement profité pour porter le montant de leur emorunt à 500 millions, soit une demi-- caisse », terme qui dans l'argot bencaire allemand représente

L'ambience dans les autres secteurs s'est également révélée favoragarantie de la République française. saction a été bien reçue par les insti- assumeraient à tour de rôle la tâche

tutionnels. Elle s'est mut de suite 9,50 % et d'un prix de 101,50. Cela bancaire globale de 1,875 %.

C'est peut-être dans le secteur de l'euro-sterling que s'est produit le plus grand succès de la semaine. Goodman Fielder, importante société australienne de l'industrie alimentaire qui détient également des participations importantes en Grande-Bretagne, a lancé une euroémission sur cinq ans de 125 millions de livres sterling qui, par suite d'une vive demande, a pu être rapi-dement portée à 150 millions. Il faut reconnaître que les conditions proposées aux investisseurs étaient généreuses : un coupon annuel de 10,625 % sur un prix de 100,25. En outre, la devise britannique est actuellement extrêmement forte. Jeudi, la Banque d'Angleterre a été jusqu'à acheter des deutschemarks pour empêcher la livre de trop se renforcer contre la monnaie germanique. On aura décidément tout vu

La traditionnelle opération hebdo-madaire destinée à éponger les dol-lars engrangés par les banques centrales dans leur lutte pour sontenir le dollar a, cette semaine, été japonaise. En début de semaine, la Métropole de Toxyo, sous a gent de de gouvernement nippon, est sage de réaliser sous peu sur a venue offrir 200 millions de dollars ché intérieur français parce qu'il sera, comme d'habitude, exempté de Métropole de Tokyo, sous la garan-

Le marché international des capitaux est condamné à se contracter à la suite des bouleversements intervenus depuis le mois d'octobre. En revanche, le petit groupe d'établisse-ments appelés à survivre est certain de sortir renforcé de l'épreuve. Pour ce faire, un retour au système cartellaire qui régnait sur le marché international des capitanx an temps béni des années 70 est de plus en plus évoqué dans la City londonienne, champ de bataille ultime de l'eurolutte finale. Le question est à l'ordre du jour perce que l'effondrement depuis octobre des marchés boursiers a fini par mettre à mal un grand nombre de maisons déjà fortement éprouvées par les effets de la concurrence acharnée qui, dans la foulée du Big Bang de l'automne 86. faisait rage sur la soèce internatio-

Pour restaurer un ordre détruit per une compétition sauvage et la subséquente multiplication des éta-blissements chefs de file, alors qu'a somé la fin du marché haussier, nombreux sont les observateurs qui estiment nécessaire de revenir au ble. Le Crédit foncier de France a principe du cartel, c'est-à-dire d'une drainé aisément 20 milliarda de yens association restreinte de banques par le truchement d'un euro- récliement capables d'assurer la emprant à sept ans, bénéficiant de la direction et le placement d'euroémissions, même dans des périodes Proposée à un prix de 101,25 avec troublées. Seul un consortium de ce un coupon annuel de 5,25 %, la tran- type au sein duquel les partenaires

traitée à l'intérieur de la commission représentait le jour du lancement un ndement supérieur de 75 points de base à celui des obligations de même échéance du Trésor américain. La proposition japonaise a donc été bien accueillie malgré la faiblesse de ce type de transaction due à son manque ultérieur de liquidités. En effet, le papier ne devrait guère se traiter par la suite parce qu'il restera enfoni dans les portefeuilles des institutions nippones qui l'ont initialement

> Le climat s'étant nettement amé lioré sur le marché international des capitaux, le secteur de l'euro-franc français pourrait-il réouvrir? Le comité du marché de l'euro-franc tricolore qui s'est réuni lundi pense que c'est possible à condition que l'emprunteur soit de toute première qualité, que la durée de l'exercice n'excède pas cinq ans et que les conditions soient réalistes, ce qui signifie un coupon aux environs de 10 %. La difficulté réside dans l'absence de candidat prêt, sur la base de ces critères, à essuyer les platres. Les euro-investisseurs friands de francs bexagonaux pourront toutefois se rabattre sur l'emprunt de 1 à 2 milliards de

principale - mais dont le très grand pouvoir communautaire de placement on d'absorption garantirait l'heureuse issue des opérations concernées - aurait la possibilité d'imposer aux empranteurs interna-tionaux des conditions réalistes.

Ce retour au positivisme mettrait fin à la prolifération d'emprunts euro-obligataires accompagnés de coupons trop bas lancés sous la direction d'établissements dont l'objectif exclusif était l'obtention à n'importe quel prix, dans un climat de concurrence exacerbée, de mandats générateurs de commissions, et non de mener à bonne fin une émission internationale d'obligations.

Le nombre de joneurs de première division aptes à participer à l'euro-cartel bancaire est malher reusement très réduit. Les doigts des deux mains suffisent à les compter paisou'en énumérant les noms suivants on ne doit guère en oublier ; le Crédit suisse First Boston, la Deutsche Bank, Morgan Stanley, Nomura, Paribas, Capital Markets, la Société de Banque suisse et l'UBS. On devrait certainement ajouter à la liste l'aristocratique Morgan Guaranty que son excellence éloigne du prêt-à-porter, et donc de la quantité, mais qui a toujours fait d'elle la reine du sur-

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Le dollar sous perfusion

Après avoir, à nouveau, touché ses plus bas cours historiques, le dollar a réussi à terminer la semaine un peu plus haut qu'il ne l'avait com-mencée, mais au prix d'interventions assez massives des banques centrales (Allemagne, Grande-Bretagne et, dit-on, Réserve fédérale des Etats-Unis) dans l'après-midi du vendredi 4 décembre. Sinon, le billet vert fléchissait, malgré la diminution concentrée des tanx d'intérêt européens annoncée le jeudi 3. Cette opération avait notamment pour but de le soutenir en creusant l'écart entre les taux d'intérêt de part et

Pourtant, la diminution des taux, notamment celle du tana d'escompte de la Banque lédérale d'Allemagne, n'a eu aucun effet sur les marchés des changes: « de la poudre aux yeux », assurait un observateur, « rien du tout », renchérissait un opérateur, à propos de cette mesure depuis longtemps anticipée. Sur les tables des changes, on n'accorde vraiment de l'importance qu'aux taux des pensions à vingt-huit jours de la Bundesbank et à son taux d'avance sur titres (Lombard). Or, ces taux ont déjà été abaissés, celui des pensions à deux reprises pour revenir à 3,25 %. Il n'y avait donc rien à espérer de la diminution du taux d'escompte allemand, considérée comme un «signal» vis-à-vis de l'étranger, et surtout vis-à-vis des Etats-Unis, qui ont - applaudi ».

Done, soutien pour le dollar : zéro. Et en avant pour les interventions des banques centrales! En début de semaine, le billet vert avait encore plongé, battant le lundi 30 novembre tous ses records en cotant 1,63 DM et 132 yens, en route, disait-on, vers les 1,60 DM chers à M, Jacques Delors, qui aurait enfin raison, et vers les 125 yeas promis pour 1988. Dans les milieux financiers internationaux, on ne croyait pas à la mise en œuvre récile de l'accord de principe sur la réduction du déficit budgétaire des Etats-Unis conclu huit jours auparavant à Washington. Par ailleurs, on avait le sentiment, pénible, que les milieux officiels américains étaient intimement satisfaits de voir le dollar glisser, dans l'espoir que cette glissade contribuerait à la réduction glissade contribuerait à la requeuon du déficit commercial du pays, dont les chiffres pour octobre seront comus le 14 décembre prochain, et ne devraient pas être très bons, nouvelle préoccupation pour les ban-

Banque Bruxelles-Lambert, pronostique une forte diminution de ce déficit pour le mois de novembre, les données correspondantes devant être connues le 15 janvier. Il avance un chiffre de 10 milliards de dollars pour ce déficit, contre une moyenne mensuelle de 14 à 15 milliards de dollars cette année. Mettant en avant le fait que les ventes à décou-vert sur les marchés s'étagent entre 40 et 60 milliards de dollars, en position « short », M. Leuschel estime que le dollar peut causer une « sacrée surprise ». « Je pense que nous approchons du point de renversement, mais le problème est que tout le monde est tellement pessi-

Il y a de quoi. M. Leuschel a-t-il raison d'attendre que l'excédent commercial japonais s'inscrive en diminution sensible pour le mois de novembre, en raison d'une forte augmentation des importations nippones, ce qui est toujours bon à prendre? Une chose est certaine en tout cas : bien que les milieux financiers américains d'abord, internationaux ensuite, estiment qu'e il n'y a plus rien à faire - avec le président Reagan et qu'il faut attendre la pouvelle équipe qui viendra au pouvoir à Washington en janvier 1989, après l'élection présidentielle, toute dimi-nution officielle du déficit commercial des Etats-Unis constituerait un rayon de soleil dans un environnement bien sombre.

L'« effet Reagan »

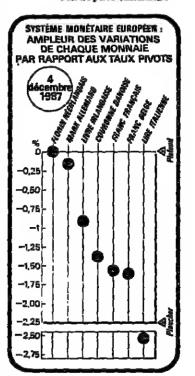
En attendant, le même président Reagan s'est encore couvert de gloire, jeudi, devant les grandes chaînes de télévision américaines : il a déclaré, sans sourciller, qu'e une soudaine vague de réduction des laux d'intérêt de certains de nos partenaires commerciaux a provo-qué à nouveau une baisse du dollar. C'est de leur fait, pas du nôtre ». Effet immédiat et catastrophique sur le marché des changes. Il a fallu qu'un porte-parole de la Maison Blanche rectifie hâtivement en précisant que le président avait voulu parler d'une hausse du dollar et non d'une baisse !

Et le franc français, dans tout cela? Eh bien, il ne se porte pas trop mal, du moins pas plus mai qu'aupa ravant, semblant se stabiliser vis-à-

A cette occasion, M. Roland vis du mark, dont la hansse paraît Leuschel, conseiller financier à la stoppée aux environs de 3.40 F, après que le cours de 3,41 F a été touché début novembre, à 2 cen-times du cours fatidique de 3,4305 F constituant ie piafond dans l'état péen (SME). La Banque de France a été jusqu'à se permettre, pour la deuxième fois en moins d'un mois, d'abaisser d'un quart de point son taux d'intervention, élevé brutalement de trois quarts de point le 6 novembre pour défendre le franc, en même temps que la Bundesbank abaissait son taux de pensionne-ment. Le 26 novembre, à l'occasion d'une nouvelle réduction du taux de pensionnement allemand, l'Institut d'émission revenait en arrière d'un quart de point (8 % contre 8,25 %). Cette fois-ci, son taux d'intervention a été ramené à 7 3/4 %, sans dom-

mage pour le franc. La décision prise par l'Allemagne de diminuer son taux d'escompte a pour objectif aussi bien d'apaiser les tensions au sein du SME que de sou-tenir le dollar. Outre-Rhin, il y a un mois, on en était venu à se résigner à une nouvelle réévaluation du mark Depuis, la baisse du dollar, qui handicape les exportations allemandes vers les Etats-Unis, rend encore plus essentiel le maintien des parités communautaires. La RFA, en effet, réalise 50 % de ses excédents commerciaux (370 milliards de francs) sur l'Europe, et n'a aucune envie de s'autopénaliser dans ce domaine. Si un nouveau cyclone ne s'abat pas sur le dollar, il est donc probable que les parités actuelles seront rese franc ayant tout de même été dévalué d'un peu moins de 2 % par rapport au mark (3,40 F contre 3,34 F) ou le mark réévalué d'autant, au choix. De plus, la France doit payer le prix pour ce maintien, c'est-à-dire des taux d'intérêt plus élevés de 5 points que les taux allemands et de 3 points, déduction faite de l'écart d'inflation entre les deux pays. L'érosion moné 1 % en RFA et de 3 % en France.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 4 DECEMBRE

| PLACE | Uere | SE.U. | Franc français | Franc succes | D. merk | Franc beige | Florin | Lira italien |
|-------------|---------|--------|-------------------|-----------------|----------|----------------|---------|-----------------|
| | 1,5005 | - | 17,7384 | 73,5835 | 69,1503 | 2,8768 | 53,4473 | 2,08 |
| Hon-York | 1,8979 | | 17,7462 | 73,4484 | 60,3500 | 2,8860 | 53,6481 | 8,08 |
| | 10,1548 | 5,6400 | - | 415,91 | 339,25 | 16,2255 | 381.44 | 4,59 |
| Paris | 10,1824 | 5,6350 | - | 413,88 | 340,67 | 16,2626 | 302,30 | 4,68 |
| | 2,4468 | 1,3590 | 24,0958 | - | 81,7443 | 3,90% | 72,6349 | 1,10 |
| Zerich | 2,4602 | 1,3615 | 24,1614 | - | \$1,1666 | 3,9293 | 73,0418 | 1,11 |
| | 2,9933 | 1,6675 | 25,4768 | 122,33 | - | 4,7828 | 88,8562 | L35 |
| Franciert | 2,9942 | 1,6570 | 29,4855 | 121,78 | | 4,7821 | 88,8948 | 1,35 |
| | 62,5853 | 34,76 | 6,1631 | 25,57/6 | 200,08 | | 18,5783 | 2,83 |
| | 62,6125 | 34,65 | 6,1491 | 25,4499 | 209,11 | | 18,6190 | 2,83 |
| | 3,3687 | 1,8710 | 33,1740 | 137,67 | 112,54 | 5,3826 | - | 1,52 |
| institution | 3,3682 | 1,8640 | 33,0790 | 136,91 | 112,49 | 5,3795 | - | 1,52 |
| - | 2209,21 | 1227 | 217.55 | 942,86 | 738,04 | 35,2991 | 655,80 | - |
| | 2209,96 | 1223 | 217,04 | 893,27 | 738,88 | 35,2958 | 656.17 | |
| | 238,57 | 132,58 | 23,4929 | 97,4982 | 79,6992 | 3,8118 | 70,8177 | 8,10 |
| i okyo | 241,09 | 134,59 | 23,7528 | 98,3906 | 39,6596 | 3,8517 | 71,6378 | 8,10 |

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'étain, métal maudit

Décidément, la malédiction qui plane sur l'étain depuis le krach d'octobre 1985 est tenace. Maigré la d'octobre 1985 est tenace. Maigre la mise en place en mars 1987 d'un programme de quotas à l'exporta-tion limitant les ventes des pays membres de l'Association des pays producteurs d'étain (ATPC) (1) à 96 000 toanes sur douze mois et sa reconduction en septembre dernier, les cours du métal retrouvent aujourd'hui le chemin de la baisse. Sur le marché libre européen, la tonne au comptant se traite aux alentours de 3 840 livres sterling, au plus bas depuis octobre 1986. Pour-

| PRODUITS | COURS DU 4-12 | |
|-----------------------|------------------|--|
| Culvre is g. (Lorius) | 1 297 (~ 116) | |
| Trojs mois | Livres/tonne | |
| Almeiriano (Lades) | 896 (- 12) | |
| Trois mois | Livres/tonne | |
| Nickel (Louise) | 3 606 (+ 65) | |
| Trais mais | Lives/tonne | |
| Socre (Pais) | 1 200 (+ 4) | |
| Mars | France/femic | |
| Case (Looks) | 1 239 (-) | |
| Junvier | Livres/tenns | |
| Cacae (New-York) | 1 892 (+ 32) | |
| Décembro | Dollars/toune | |
| Bié (Chicup) | 309 (+ 5,6) | |
| Décembre | Cents/boisscatt | |
| Mais (Chicago) | 184,5 (- 5,50) | |
| Décembre | Cents/boisseau | |
| Soja (Chicago) | 210,70 (- 10,8) | |
| Décembre | Dollars/L course | |

Le chiffre eure parenthèses indique la variation d'une semante sur l'astre

tant, les dernières statistiques publiées par le Conseil international de l'étain (ITC) sont plutôt favors-

An cours du premier semestre de cette année, la consommation mon-diale a atteint 84 700 tonnes contre une production de 72 100 tonnes.
Ces chiffres ne tienment pas compte
de l'URSS et de la Chine populaire
qui ne publient pas de statistiques.
Les stocks mondianx auraient égaloment enregistré une contraction sen-sible. Si le total mondial n'est pas encore disponible, les réserves déte-nues au London Metal Exchange et en Malaisie en donnent une bonne image. Les stocks du marché londonien sont passés de 39 035 tonnes en décembre 1986 à 19 630 tonnes la semaine dernière. De leur côté, les réserves malaisiennes ont été ramenées de 11 459 tonnes à 9 738 tonnes an cours du premier semestre 1987.

Si les données fondamentales lui aont favorables, quel est la mécanisme qui pèse sur le prix de l'étain? Il semble que le métal, à l'inverse du cuivre par exemple, soit pénalisé par les quantités disponi-bles à court terme. Selon les professionnels, les ventes se font sur des échéances très rapprochées (de la livraison immédiate à un maximum de trente jours). En outre, les consommateurs n'achètent qu'au comp par coup car ils sont certains de trouver de la marchandise. Les industriels ne tiennent pas à acquérir d'importants tonnages qui risqueraient à terme de se retrouver dépré-

Ces achate - hand to mouth > (de la main à la bonche) interdisent

donc tonte hausse de cours mais limitent également la baisse. Le fait est que ces derniers temps l'étain ne perd qu'environ 20 livres par semaine. Toutefois ce mouvement est relativement régulier.

Le Brésil et la Chine populaire, qui n'appartiennent pas à l'ATPC, contribuent également à la baisse des cours en provoquant la surabon-dance sur les marchés. Ainsi, selon les négociants, 95 % des livraisons de contrats chez certains courtiers proviennent du Brésil. De son côté, la Chine vendrait le plus possible. L'empire du Milieu exporte ainsi actuellement à un rythme de 700 à 800 tonnes par mois, ce qui donnerait up total d'environ 10 000 tonnes pour 1987. Or ce pays avait promis à l'ATPC de limiter ses ventes à 5 000 tonnes. Pour couronner le tout, la faiblesse du dollar rend anjourd'hui les cotations en livres sterling beaucoup moins

attravantes. L'embellie pourrait pourtant pro-venir de Londres. En effet, le LME étudierait l'éventualité d'une réintroduction du contrat à terme sur l'étain abandonné à la suite de la faillite de l'ITC en 1985. L'innovation viendrait d'une cotation en doilars. Cette question sera probable-ment discutée lors de la prochaine réunion du conseil d'administration du marché, le 9 décembre.

ROBERT RÉGUER.

(1) Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Thailande et Zaire.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une baisse largement anticipée

La diminution générale et concertée des taux d'escompte et des taux directeurs des banques centrales européennes, annoncée le jeudi 3 décembre, n'a guère galvanisé les marchés financiers. Elle a même fait chuter les Bourses de New-York et de Paris, passablement décues et foncièrement pessimistes.

Il est vrai que cette diminution avait été largement anticipée. Tout retard apporté à sa mise en œuvre eut été encore plus durement ressenti. Paradoxe du temps présent, où une mesure « favorable » déçoit, mais où l'absence d'une telle mesure devient carrément catastrophique: tout le contraire des années précédentes, où tout était bien interprété,

même les mauvaises nouvelles. Il convient de noter, toutefois, qu'après avoir, en un mois, ramené de 3,85 % à 3,25 % son taux de pension à vingt-huit jours et abaissé d'un demi-point son taux d'avance sur titres (lombard) et son taux d'escompte, la Bundesbank est · prète à aller plus loin », selon son résident, M. Karl Otto Poehl, c'està-dire à « apporter encore une contribution appropriée pour stimuler la conjoncture internationale et promouvoir la stabilisation des cours de devises ». Et de préciser: · Cette contribution trouverait sa limite si la stabilité des prix en Allemagne fédérale était menacée, ce quì n'est pas le cas aujourd'hui.

Aveu terrible, de la part d'auto-rités monétaires qui se montraient de véritables obsédées de la menace monétaire, tout au moins le viceprésident de la Banque, M. Helmut Schlesinger, partisan enragé d'un relèvement des taux allemands à la fin de l'été dernier. Faut-il que ces autorités aient peur, pour faire ainsi volte-face!

En France, un événement a eu

lieu cette semaine : les cours du MATIF ont, pour la première fois depuis le 11 août dernier, retrouvé le niveau de 100, qui correspond environ à 10 % de rendement. Cet événement a été salué, comme il convient, mais avec prudence, car ces cours concernaient l'échéance décembre, pratiquement du comptant. Plus loin, c'est-à-dire l'échéance de mars. les cours n'ont pu franchir la barre de 100, butant sur le senil de 99,70. La confiance du marché dans une nouvelle baisse des taux est donc toute relative, malgre les signaux réconfortants en provenance de l'Europe cette semaine. Même la nouvelle diminution d'un quart de point du taux d'intervention de la resse le marche. L'adjudication Banque de France, qui ramène à un mensuelle d'OAT, enfin, s'est placée quart de point seulement la majora- correctement pour 5 milliards de tion décidée il y a un mois pour sou-tenir le franc, n'a pu décider le rieurs à ceux du mois précédent. MATIF, qui a légèrement fléchi à la 9,88 % pour le neuf ans et 10.05 % veille du week-end, l'échéance mars Pour le quinze ans, revenant à 99.

Confiance relative, avons-nous dit, surtout dans l'évolution du marche américain, où certains analystes redoutent une nouvelle hausse des taux longs, d'un demi-point, après la détente enregisrée au lendemain de la chute de Wall Street, le « lundi noir - 19 octobre. En attendant, l'emprunt à trente ans du Trésor, qui avait culminé à 10,48 % ce sameux lundi noir, pour retomber à 8.85% environ, ne dépasse guère 9 % (9,06% vendredi, après une pointe lundi à 9,22 %).

Sur le marché des émissions fraiches, une certaine saturation se faisait sentir pour cette semaine, sur un marché auparavant sevré d'emprunts à taux fixe et qui est maintenant inondé, ou taux uniforme de 10 %, au point de se trouver un peu engorge: 1 milliard de francs pour les SDR, 1 milliard pour le Crédit local (ex-CAECL), 1 mil-liard pour la Société générale... Un bon point pour la CEPME, qui lève avec succès 1,2 milliard, à 10 % également, mais avec un bon de souscription pour, l'année prochaine, au choix, un taux fixe de 9% ou un

16 • Dimanche 6-Lundi 7 décembre 1987 •

ÉTRANGER

- 3 Avant la reocontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev à Washington.
- 4 Le sommet de Copenhague
- 5 Guinée : en raison de difficultés intérieures, la visite en France du président Conté est « reportée ».

POLITIQUE

- 6 M. Lajoinie appelle les communistes à s'engager pour le rassemblement de leur parti. - Livres politiques.
- André Laurens.
- 7 Les travaux de l'Assen bles nationale. Communication.

SOCIÉTÉ

- 8 Deux membres du GAL sont condamnés à huit et douze ans de réclusion - Alois Brunner est l'objet d'une plainte pour « crimes
- contre l'humanité ». - Des hockeyeurs ouestallemands aux couleurs du colonel Kadhafi.

CULTURE

9 L'avenir de la Bibliothèque nationale : Un rapport de Francis Beck; Un entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie.

ÉCONOMIE

- La campagne pour les

13 La mauvaise santé des banques d'investissement après le krach de Wal

élections prud'homales, 74 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, granda marchés.

SERVICES

Echeca11 Météorologia11 Spectacles10

MINITEL

 Lycéens, écrivez-nous des articles ! CDIL Flash-beck our la semaine, REP • Faites sauter is banque / HOLD Actualité. Culture. Campus. 3615 Tapez LEMONDE Commandez vos livres sur la librairie du Monde 3616 + LM 16

Après avoir libéré leurs otages

Les mutins de la prison de Besançon doivent être transférés dans d'autres établissements

Les trois surveillants qui avaient été pris en otages, rendredi matin 4 décembre. par les mutins de la prison de Besançon out été libérés samedi matin, à 9 h 10. Peu après, les preneurs d'otages out été

autorisés, comme ils l'avaient demandé, à faire une déclaration à quelques journa-listes. Ensuite, vers midi, les mutins ont quitté la prison de Besançon pour d'autres établissements pénitentiaires, à bord de fourgons cellulaires.

En fin de matinée, à Paris, M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a déclaré que « des sauctions seraient prises contre les mutius », précisant que, dès la veille, il avait donné « des consignes pour qu'une fermeté sans faille se manifeste ».

La longue nuit de l'« isolement »

BESANCON de notre correspondant

« Une erreur criminelle. » C'est ainsi que le secrétaire régional de la fédération justice de la CFDT qualifinit, vendredi soir, le transfort à la maison d'arrêt de Besancon de dixhuit détenus provenant des centrales de Châteauroux et de Clairvaux, déplacés après la mutinerie à la pri son de Saint-Maur, les 12 et 13 novembre. En septembre dernier. à l'occasion de l'évasion de deux condamnés à perpétuité et d'une tentative avortée, les syndicats avaient déjà attiré l'attention sur les risques que comportait la présence de détenus de longue durée dans un installé un certain malaise depuis plusieurs mois et qui, théoriquement, ne devrait accueillir que des personnes en détention provisoire et des condamnés à de courtes reines.

Les incidents survenus le 4 décembre donnent un nouveau relief aux inquiétudes manifestées par le personnel. Ce sont, en effet. les détenus provenant de Saint-Maur et de Clairvaux qui, avec quatre ou cinq pensionnaires a ordi-naires a de l'établissement, ont pris en otages, vendredi matin vers 9 heures, les trois gardiens du quarplus grande sécurité), à la suite, semble-t-il, d'une tentative d'éva-

Depuis trois semaines, les surveil-iants du quartier d'isolement de la

maison d'arrêt de Besançon avaien

mis en garde leurs supérieurs. Le chef de la détention et le directeur,

M. Marc Bellon, de cette vieille prison, construite à la fin du siècle dernier,

avaient été prévenus. Le risque d'inci-

cahier d'observations. Traditionnelle

dents graves avait été noté dans le

ment vouée au désencombrement des

gros établissements des régions pari-

sienne, lyonnaise et marseillaise, la

maison d'arrêt venait de recevoir une

dizaine de détenus ayant participé à la

mutinerie de Saint-Maur et le même

nombre de détenus de Clairvaux, dis-

persés par précaution sur ordre de l'administration pénitentiaire. La veille

de la tentative d'évasion - transfor-

mée en prise d'otages - une alterca-tion avait opposé certains grades

inquiets de l'attentisme de la direction

- Depuis trois semaines nous parle-

et le chef de la détention.

saient un mur du quartier d'isolement, profitant de l'absence de grillage cloturant une cour de promenade. Endommagé lors de récédentes évasions, le grillage avait été déposé pour réparation. Se voyant découverts, les quatre détenns se repliaient alors dans le quartier, où ils retenuient les gar-diens et ouvraient les cellules des autres prisonniers.

Les punis de Saint-Maur

Les mutins ont paru assez solidaires dans leur attitude et leurs revendications. Celles-ci s'expriment en trois points principaux : réintéqui en provenzient ; rencontre avec la presse et suppression effective des « quartiers de haute sécurité ».

Arrivé sur les lieux, vendredí en fin de matinée, M. Claude Silberzahn, commissaire de la République pour le département du Doubs et la région Franche-Comté, donnait une première réponse, vers 16 heures, alors que le ministre de l'intérieur affirmait sur une radio périphérique qu'il n'v aurait aucune négociation. Ce ne sont donc pas des négocia-tions, mais des « discussions » que les autorités auront menées jusqu'à 3 h 30. samedi matin, avant de s'accorder - et d'accorder aux mutins - un repos jusqu'à 7 heures.

on.

A cet instant, quatre détenus d'hommes du RAID (Recherche, étaient surpris alors qu'ils franchis- assistance, intervention, dissuasion),

La stratégie des dominos

Rénové en 1984, le quartier d'isole-

ment, ancien quartier de plus grande sécurité, est composé de vingt cellules :

dix cellules pour les punis, dix pour les

isolés. Les détenus y vivent un régime

particulier et y passent vingt-deux beures sur vingt-quatre. Nombre des

transférés récents réclamaient leur

retour en centrale et le rapprochement avec leurs familles. Deux cellules abri-

taint deux détenus au lieu d'un. Cet

élément et sans doute une faute de

surveillance sont à l'origine directe des

incidents. En effet, alors que derrière

une grille un gradé surveillait le quar-tier, trois gardiens se trouvaient dans le

quartier d'isolement : les deux surveil-

lants habituels et un troisième qui dis-

tribuait le linge. Deux cellules - où

vivaient quatre détenus - ont été

ouvertes en même temps, ce qui est

contraire à toutes les règles de sécurité,

la sonnette d'alarme. -

surveillants. En vain, nous avions tiré nombre supérieur aux gardiens. Armés

conduits par le commissaire Ange Mancini, étaient venus renforcer l'escadron de gendarmes mobiles et les effectifs de la police urbaine qui isolaient le camp des mutins des autres quartiers.

De rares informations filtrant de la maison d'arrêt, où avaient pu pénétrer l'aumômer, l'abbé Cachot, Me Jean-Louis Pelletier, du barreau de Paris, avocat d'un des matins, le procureur de la République de Besançon ainsi que les représentants de divers syndicats de personnel pénitentiaire, il ressortait que le mouvement n'avait pas affecté les quatre cent trente autres détenus et que les otages n'avaient pas subi de violences de la part des mutins. Ceux-ci. en revenche, avaient saccagé leur quartier en s'armant de barres de fer et de divers ustensiles.

Dans la nuit, avant de quitter la maison d'arrêt située en pleine ville et autour de laquelle on avait fait disposer plusieurs fourgons-pompes par les sapeurs-pompiers de Besancon, le préfet devait indiquer que le transfert des mutins provenant de Châteauroux et de Clairvaux vers des centrales, dont il ne précisait pas le nom - était virtuellement admis. Des véhicules spéciaux venus d'autres régions devaient d'ailleurs arriver à Besançon dans la matinée.

En revacche, en ce qui concerne la suppression des quartiers de haute sécurité », le représentant du gouvernement ne pouvait qu'obser-ver une prudente réserve. La rencontre avec les journalistes, réclamée par les preneurs d'otages, était tou-

de sourchettes, ils ont vite maîtrisé les

gardiens avant de tenter d'abord une

sortie jusqu'au chemin de ronde où,

l'alarme étant déclenchée, ils se sont

trouvés nez à nez avec des surveillants

armés. Les détenus ont ensuite battu

en retraite jusqu'à leur quartier d'iso-lement ou, s'étant emparés des clefs, ils

ont libéré leurs codétenus avec les

conséquences que l'on sait. Les pail-

lasses calfeutrant les fenêtres, dans un

impressionnant silence, la prise

Si une nouvelle fois le quartier

d'isolement de Besançon fait parler de

lui, ce n'est pas un hasard. Dans cette maison d'arrêt qui héberge quatre cent

trente détenus pour une capacité théo-

rique de deux cents places, ne

devraient - en principe - se trouve

que des prévenus et des condamnés à des peines pouvant aller jusqu'à cinq

ars. La realité est différente et bon

nombre de détenus « lourds » y sont

incarcérés. Ceux condamnés à perpé

tuité, comme Philippe Maurice

(meurtrier d'un gardien de la paix), ou à vingt ans comme Michel

Schayewski, qui réclament l'aménage-ment des conditions de détention -

sans travail pénitentiaire - qu'ils

De nombreux incidents avaient déjà

eu lieu à la maison d'arrêt de Besancon : des évasions (la plus récente, celle de Dominique Gutknecht et François Quellien, le 29 août dernier,

depuis - déjà - le quartier d'isole-

memi et une campagne lancée par le personnel socio-éducatif contre le

directeur de l'établissement de l'époque, M. Jean-Luc Chemin, accusé de

recourir à des méthodes trop musclées.

Des enquêtes administratives avaient été mences et la sécurité, bien sûr,

encore renforcée. Le réalité des bri-

mades dénoncées n'avait jamais été

établie et aucune plainte de détenus euregistrée. Mais le climat restait très

tendu, dans ce que l'on peut considérer

comme un établissement de force, une

prison-dépotoir où sont transférés les

détenus les plus durs. Ceux dont on cherche à tout prix à se - défausser-

pour éviter qu'ils ne « contaminent »

leurs compagnons de détention. A

AGATHE LOGEART.

d'otages pouvait alors commencer.

jours en discussion dans la muit, ainsi que d'autres points dont, sans doute, l'assurance qu'aucune sanction disciplinaire ne serait prise et que les punitions infligées à certains d'entre les mutins désignés, à tort ou à raison, comme les meneurs des émeutes de Châteauroux scraient levées. En effet, plusieurs des prisonniers arrivés fin novembre à Besançon avaient été mis en isolement. Tel était le cas, par exemple. de Philippe Maurice, condamné à mort en 1980 et dont la peine avait été commuée en détention à perpétuité. Transféré de Saint-Maur à Besancon, Philippe Maurice avait commencé une grève de la faim et de la soif. Avec Michel Schayewski, un des anciens lieutenants de Mesrine, condamné à une très lourde peine, il figurait parmi les révoltés de Bessincon.

CLAUDE FABERT.

· Le syndicat FO des personnels de surveillance demande le rétablissement partiel de la peine de mort. - Le syndicat Force puvilère des personnels de surveillance demande, dans un communiqué publié vendredi 4 décembre « la mise en place d'une sécurité adaptée à la dangerosité des détenus». «La recours à la prise d'otages sur le personnel devient systématique », pour-suit le syndicat, qui réclame « le rétablissement de la peine capitale pour les prises d'otages sur les fonction-naires pénitantiaires et les forces de

Les mouvements féministes

s'estompent après que les

femmes ont vu nombre de leurs

revendications satisfaites. Des

acquis juridiques sont venus ces

demières années réduire les iné-

galités. Pour autant, la question

immigrée, ouvrière ou chômeuse, la libération reste un combat. La crise économique renforce la dif-

ficulté des compétitions. Plus

qu'hier, on demande à la femme

de jouer tous les rôles. Si les

mouvements collectifs sont

moins importants, c'est aussi

parce que, à l'image de la

Que la femme soit cadre,

féminine demeure.

M. Chirac lundi 7 décembre à Lille

Un coup de pouce pour la formation professionnelle

le Conseil national de la formation années précédentes pourront bénéfiprofessionnelle (composé de représentants patronaux, syndicaux et de serait calculé en pourcentage de personnalités qualifiées) va tenir l'excédent consacré à la formation et une assemblée plénière à Lille, le 7 décembre. Occasion pour entre 25 et 50 %. De leur côté, les voyage dans le Nord, de présider la mon et d'annoncer des mesures en faveur de la formation profession-

La convocation du Conseil national intervient plus de huit mois après la «table ronde» du 27 mars 1987, présentée à l'époque comme la première grand-messe sociale du gouvernement (le Monde du 28 mars). En juin, les partenaires sociaux ont signé une déclaration commune d'intention pour engager les branches professionnelles à négo-

cier sur ces sujets. Sur la base d'un rapport établi per M. André Ramoff, délégué à la formation professionnelle, le promier ministre clôturera cette période de consultations. Les changements les plus importants tiennent dans des incitations fiscales propres à favoriser le développement de la forma-tion professionnelle, notamment dans les petites et les moyennes été retenues les solutions qui réglée. auraient amené à considérer les dépenses de formation comme des investissements immatériels suscep-tibles de figurer au bilan. « Césalt trop complique », affirment les

experts. Pour les affecter aux besoins d'un plan de formation prévu sur trois ans, les entreprises pourront disposer, en franchise d'impôt, des sommes correspondant à 1,2 % de la masse salariale amuelle. Elles pourront donc mobiliser ces provisions afin d'anticiper sur leur effort et sans avoir, en attendant, à verser leurs contributions inutilisées au Trésor. A l'inverse, les entreprises qui dépasseraient, lors d'une opéra-tion limitée dans le temps, la

société, les demandes se diversi-

fient, la question féminine se fait

multiple, devant un glissement

des valeurs et des statuts :

familles monoparentales plus

nombreuses, baisses des

mariages, solitude voulue ou imposée, bouleversements géné-

Si la femme voit sa multiplicité

reconnue, comme se place dans le monde du travail, les

archaîsmes et les résistances subsistent, dans le domaine de l'emploi précisément, dans les

cercies du sport ou de la politi-

que, dans celui de l'Eglise ou tout simplement dans le langage.

tiques encore à venir.

Pour la première fois depuis 1980, moyenne de leurs dépenses des trois cier d'un crédit d'impôt. Celui-ci fiscale des frais provoqués par un

> Enfin, le premier ministre devrait promettre que des études prévisionnelles, commandées par les branches professionnelles auprès d'organismes agréés pour commaître les besoins en formation et l'évolution des qualifications, feront l'objet d'un cofinancement de l'Etat.

Un coup de pouce est donc donné pour favoriser la formation professionnelle. Consuités depuis une semaine sur cette série de propositions, les partenaires sociaux ont réagi plutôt positivement, à l'exception de la CGT.

Toutefois, l'ensemble des m envisagées demeure éloigné de la réforme souvent imaginée. Des problèmes restent en suspens : les petites entreprises comaltront tos jours autant de difficultés pour lais-ser partir en stage une partie de leur entreprises. En revanche, n'ont pas nération des stagiaires n'est pas

Décès de Guy Malé (UDF) sénateur et président du conseil général des Pyrénées-Orientales

Président du conseil général des Pyrénées-Orientales, Guy Malé (UDF), sénateur, maire de Prades, est décédé dans la muit du mercredi 2 au jeudi 3 décembre. Il est remplacé au palais du Luxembourg par M. André Daugnac (modéré), conseiller général du canton de Millas et maire du Soler,

(Né le 1* juillet 1930 à Rigarda (Pyrénées-Orientales), Guy Malé, directeur technique de la Mutualité sociale agricole des Pyrénées-Orientales, a d'abord milité an sein du syndicat Force ouvrière, puis de Parti socialiste. Il est excin du PS, en mars 1976, pour n'avoir pas appliqué les consignes de désistement de sa formation en faveur désistement de sa formation en faveur du PCF, lors du second tour des élec-tions cantonales, où il est éln conseiller général du canton de Montionis. Rééin en 1982, il était président du conseil général depuis lors. Maire de Bolquère en 1977, il abandonne cette municipa-lité en 1983 pour être élu, en 1983, à Prades, à la tête de la liste d'union de l'opposition. Il entre au Sénat en 1983 l'opposition. Il entre au Sénat en 1983 où il est inscrit au groupe de l'Union centriste. Il présidait également l'association départementale des maires.]

● M. Méhaignerie : le « mauvais caractère » de M. Barra.
M. Pierre Méhaignerie, président du
CDS, a expliqué le vendradi sois
4 décembre à Lille (Nord), qu'il soutient la candidature de M. Raymond Barre car ce demier a « des qualités de mauvais caractère qui lui permet-tent de résister aux corporatismes de draite comme de gauche », ce qui est aire au « redressement écono-

Les syndicats de salariés

Dans les «Dossiers et documents» de décembre 1987

Femmes en France

Les élections prud'homales du 9 décembre constituent un double test : le taux de participation sera significatif de l'intérêt du syndicalisme pour l'opinion publique ; les résultats du vote donneront la cote d'amour de chacune des centrales. Le taux de syndicalisation est en France l'un des olus faibles des pays industriels, et pourtant les syndicats de salariés ont un poids important dans la vie politique, économique et sociale du pays.

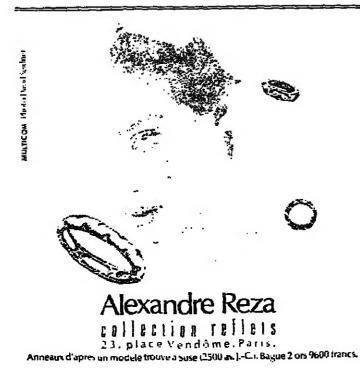
Dossiers et documents pré-sente l'état des forces syndicales officielles et estimées, les posi-tions des différentes centrales, dont les divergences font le pluraisme ou — comme on vouchs — la division syndicale. Surtout, ca sont les mutations techniques et de la société qui posent des stions au syndica me en mai d'adaptation. Il doit démontrer non plus son utilité mais son effi-cacité. Ce phénomère est interles exemples américains, britan-niques, allemands ou italiens,

• Canal Plus on Suisse. -Canal Plus a conclu le 4 décembre un accord de diffusion avec la chaîne à péage de Suisse romande Téléciné. La cheîne française pourra diffuser à partir de mars 1988 la quasi-totalité des programmes cryptés sur le terri-toire helvétique. Les émissions en clair pourront faire appel à des pro-grammes réalisés en Suisse. Elles ne comprendront pas de publicité. Selon cet accord qui devra être approuvé

500 000 foyers. VOUS ÉTÉS ATTIRE PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE : DEVENES.

dans quelques semaines par les autorités helvétiques, Canal Plus s'engage à « diffuser un certain nombre de films suisses » et àe consecrer « une partie de ses recettes à la production cinématographiques helvétiques. La chaîne française espère recueillir en Suisse environ 50 000 abonnements dans use région qui compte quelque

notre cabinet spécialise dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Yous pouvez sulvre une formation par correspondance tres individuelle, informations gratuites à MSI,LM



B

mentions avec ces détenus, disent des les détenus se trouvant tout à coup en

l'évidence, cette tactique, qui s'appa-rente à la stratégie des dominos, ne fait que repousser le problème un peu plus loin, au risque qu'il éclate à tout Ecote Suicse de Graphologie, Bezu-Site es, CH 2501 Pary Bernet

Graphologue MSI

The same of

Le numéro du « Monde » . date 5 décembre 1987 a été tiré à 523 654 exemplaires EFGH

3 8 3 7/2° 140 THE PERSON ···· - 1- 1- m TO A SALES OF MARKET A) Contains A STATE OF THE PARTY OF THE PAR See Sugar -34 th 0 75 7 63 (m) Carry States St. Berry M. S. Co. B. 下 作化 解 and the first section of Chamber and *** Service of the servic And the desire of A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

rate fart are

10 × 11 × 12 1 4 1 1

THE R. LEWIS CO. L.

. . . . N-697

i i jaka i

at 11 - East Mar.

Land State of the State of the

-

A SECTION OF

In later to the la

PRIX NO

The second secon

A STATE OF THE STA

Se to a Comme

State Piller

100 100

Trans.

See At 1 Ann.

1

PROPERTY OF

A Mich au

2 44

A

-

draming OF STATE OF

THE P. LEWIS CO.

A STATE OF THE STA

-

3.2

19

A STATE OF THE STA

M. M. 1815 Marin . 821-91

12 52 8 8 8 8

2017 G 1447 45

TARREST MANY

据数 有 1 图 2

BIRTH SPARE

12 2 TH 181 14 14 1

paper in acre a

1997 4 1 424 9 1A

and the second second

ருது ்லுக்கள் - ...

THE RESERVE AND A PARTY OF THE PARTY OF THE

and the second of the

A TENERAL STEEL ST

2m 120 15. am

and the second second

SERVED TO SERVICE

SERVICE TO SERVI

A STORY OF THE RESERVE

CONTRACTOR OF CONTRACT

30 C 1 1 2 2 1 1 2 2 2 2 2

Branch Company

. கூறு இது மாக முக**்**

報酬 関連を対象が表現したません

asteria to the

THE TO SHAPE OF TAKES

The second section in a

STORES OF THEFT

Transfer or and the

THE PERSON NAMED IN POST OF

en enne entit

O STORY

Will Make

12 mg 25 26

A CHEST

Si San Market

S = 61 341-47

Company of the first

and the second second

STATE OF STATE

[Né le 14 décembre 1919 à Toulouse (Haute-Garonne), M. André Dangase, ancien entrepreseur en espaces verts, est maire du Soler (Pyrénées-Orientales) depuis 1971. Il siège au conseil général du département depuis 1976, représentant le canton de Millas.]

mique du pays ». — (Corresp.)

M. JEAN-CLAUDE GAUDEN invité du «Grand Jury RTL-le Mondes

M. Jean-Claude Gandia, print-dent du groupe UDF à l'Assandiée nationale, député des Bouches-de-Ràdue, sera Plavidé de l'étalation habdomadaire « Le grand ince hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde» le dimanche décembre, de 18 à 15 à 19 à 30.

M. Gandin, précident du conseil régional Provence-Alpes-Cête d'Azur et maire du IV arrandimement de Marseille, régoudre aux questions d'Asuré Passerus et de François Gressrichard, du Monte et de Dominique Pennequis et de Paul Joly, de RIL, le début étant dirigé par Jean-Pierre Defrais.